



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

NOTE D'INFORMATION

Emission d'un emprunt obligataire subordonné non coté

Montant global de l'émission : 1 000 000 000 Dh

Valeur nominale : 100 000 Dh

Taux nominal : 4,60%

Prime à l'émission : 65 points de base

Maturité : 5 ans

Période de souscription : du 25 au 27 Juin 2008

**Emission réservée aux
investisseurs institutionnels¹ de droit marocain**

Organisme Conseil



Attijariwafa bank
CORPORATE FINANCE

**Chef de File du syndicat de
placement**



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

**Co-Chef de File du syndicat
de placement**



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°04/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 18 juin 2008 sous la référence VI/EM/024/2008.

¹ Cf. Partie II, Titre VIII.2

ABREVIATIONS

AED	Dirham Emirats Arabes Unis
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AIMR	Association for Investment Management and Research
AMI	Assurance Maladie pour les Indépendants
ANAPEC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Cadres
ANPME	Agence Nationale de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AWB	Attijariwafa bank
BAM	Bank Al-Maghrib
BDDI	Banque de détail à l'international
BCM	Banque Commerciale du Maroc
BCP	Banque Centrale Populaire
BMAO	Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient
BMCE BANK	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BMF	Banque des Marocains sans Frontière
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BP	Boîte Postale
BPP	Banque des Particuliers et des Professionnels
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTP	Bâtiments et Travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAD	Dollar canadien
CAI	Crédit Agricole Indosuez
CAM	Crédit Agricole du Maroc
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEMA	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
CHF	Franc suisse
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CRM	Customer Relation Management
Dh	Dirham
DKK	Couronne danoise
DZD	Dinars algériens
E	Estimé
EUR	Euro
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
FCP	Fonds Commun de Placement
F3I	Financière d'Investissement Industriels et Immobiliers (ex-Financière Diwan)
FOGARIM	Fonds de Garantie pour les Revenus Irréguliers et Modestes
FRA	Forward Rate Agreement
FTA	First Time Adoption
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre Sterling
GE	Grande Entreprise
GGR	Gestion Globale des Risques
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
HBM	Habitat Bon Marché
HT	Hors Taxes
IAS	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
IVT	Intermédiaires en Valeurs du Trésor
JPY	Yens japonais
Kdh	Milliers de dirhams
KWD	Dinar koweïtien
LLD	Location Longue Durée
LYD	Dinar libyen
MAD	Dirham marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MPP	Marché des Particuliers et des Professionnels
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances

Mdh	Millions de dirhams
MENA	Middle East & North Africa
Mrds dh	Milliards de dirhams
MRE	Marocains Résidents à l'Étranger
MRO	Ouguiya Mauritanienne
MSF	Marocains Sans Frontière
N°	Numéro
ND	Non disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes
NA	Non applicable
Ns	Non significatif
OGM	Omnium de Gestion Marocain
ONA	Omnium Nord Africain
OPA	Offre Publique d'Achat
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPE	Offre Publique d'Echange
OPR	Offre Publique de Retrait
OPV	Offre Publique de Vente
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PDM	Part de marché
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
PRG	Provision pour Risques Généraux
Pb	Points de base
Pts	Points
RH	Ressources Humaines
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SAR	Riyal saoudien
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBC	Société de Banques et de Crédit
SCI	Société Civile Immobilière
SEK	Couronnes suédoises
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SNI	Société Nationale d'Investissement
S&P GSCI	S&P Goldman Sachs Commodity Index
TCN	Titres de Créance Négociables
TND	Dinar tunisien
TPE	Très Petite Entreprise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
Var.	Variation
Vs	Versus

DEFINITIONS

Banque offshore

La loi, n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n°1-91-131 du 21 chaabane 1412 (26 février 1992) et publiée au B.O. n° 4142 du 18 mars 1992, a institué dans la municipalité de Tanger une place financière offshore ouverte aux activités de banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations.

On entend par banque offshore :

- Toute personne morale, quelle que soit la nationalité de ses dirigeants et des détenteurs de son capital, ayant un siège dans une place financière offshore et qui :
 - exerce comme profession habituelle et principale la réception de dépôts en monnaies étrangères convertibles ;
 - effectue, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toutes opérations financières, de crédit, de bourse ou de change.
- Toute succursale créée, pour l'exercice d'une ou de plusieurs des missions visées ci-dessus, dans une place financière offshore par une banque ayant son siège hors de ladite place.

Créancier chirographaire

Créancier dont la créance n'est assortie d'aucune sûreté réelle. En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur et de réalisation de son actif, les créanciers chirographaires sont primés par les créanciers titulaires de sûretés.

Cross-selling

Un concept qui consiste à croiser les métiers de la banque pour proposer au même client une gamme complète de produits et services et répondre ainsi à tous ses besoins.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
DEFINITIONS	4
AVERTISSEMENT	6
PRÉAMBULE	7
PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES	9
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFABANK	11
III. LE CONSEILLER FINANCIER	21
IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE	22
V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK	23
VI. AGENCE DE NOTATION	23
PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	24
I. CADRE DE L'OPÉRATION	25
II. OBJECTIFS DE L'OPÉRATION	25
III. STRUCTURE DE L'OFFRE	25
IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNÉES D'ATTIJARIWAFABANK	26
V. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS	28
VI. GARANTIE DE BONNE FIN	28
VII. MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DES TITRES	28
VIII. MODALITÉS DE TRAITEMENT DES ORDRES	29
IX. MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES	30
X. FISCALITÉ	30
XI. CHARGES RELATIVES À L'OPERATION	32
PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFABANK	33
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTÈRE GÉNÉRAL	34
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR	36
III. MARCHÉ DES TITRES D'ATTIJARIWAFABANK	39
IV. NOTATION	39
V. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFABANK	40
VI. ORGANES DE DIRECTION	43
VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	47
PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFABANK	49
I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFABANK	50
II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFABANK AU GROUPE ONA	52
o FILIALES D'ATTIJARIWAFABANK	58
III. ACTIVITÉ	70
IV. CAPITAL HUMAIN	85
V. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	88
VI. STRATÉGIE DE DEVELOPPEMENT	91
PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK	94
I. PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES	95
II. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS	107
III. STRATÉGIE ET PERSPECTIVES	118
IV. FACTEURS DE RISQUES	120
V. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	126
PARTIE VI : ANNEXES	127
DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFABANK	127
BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNÉES ÉMISES	127
TABLEAU D'AMORTISSEMENT	127
RAPPORT DE NOTATION	127

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en obligations est soumis au risque de non remboursement. Cette émission obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par l'émetteur.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération d'émission d'obligations ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances de l'émission d'obligations, objet de la présente note.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des obligations, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les obligations, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni Attijari Finances Corp., n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PRÉAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 04/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligence effectuées auprès de celle-ci ;
- Les rapports annuels et rapports de gestion d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- Les rapports et statistiques du GPBM pour 2007;
- Les comptes sociaux agrégés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2005, 2006 et 2007 ;
- Les comptes consolidés IFRS d'Attijariwafa bank pour l'exercice 2007 ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2005 à 2007 (comptes sociaux) ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour l'exercice 2007 (comptes consolidés IFRS) ;
- Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ;
- Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatives aux trois derniers exercices.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- **Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;**
- **Tenue à la disposition du public selon les modalités suivantes :**
 - elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :
 - ✓ **Siège social d'Attijariwafa bank : 2 Boulevard Moulay Youssef - Casablanca. Tél : 022 29 88 88 ;**
 - ✓ **Siège social de CDG Capital : Place Moulay El Hassan – BP 408, Rabat. Tél : 037 66 52 54 ;**
 - ✓ **Attijari Finances Corp. : 163, Avenue Hassan II - Casablanca. Tél. : 022 47 64 35.**
 - elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48h auprès des points de collecte du réseau de placement ;
 - elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Emission d'obligations subordonnées

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Attijariwafa bank ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration s'engage à respecter l'échéancier de remboursement selon les modalités décrites dans la présente note d'information.

Mohamed EL KETTANI
Président Directeur Général

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWABA BANK

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale	Deloitte Audit	Ernst & Young
Prénoms et noms	Fawzi BRITEL	Bachir TAZI
Fonction	Associé	Associé
Adresse	288, Bd Zerktouni, Casablanca	37, Bd Abdellatif Benkaddour, Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 022.22.40.81 Fax : 022.22.40.78	Tel : 022.95.79.00 Fax: 022.39.02.26
E-mail	fbritel@deloitte.co.ma	bachir.tazi@ma.ey.com
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2005	2005
Date d'expiration du mandat	2007	2007

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 12 334 209 dont un bénéfice net de KMAD 1 217 380 sont la responsabilité des organes de gestion de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé à la création d'une filiale en Espagne « Andalumaghreb S.A », au capital de 1.000.000 euros détenu en totalité par la Banque.

Casablanca, le 17 mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 13 489 292 dont un bénéfice net de KMAD 1 929 881 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé à la création :

- d'une filiale « Attijariwafa bank Europe », Banque de droit français au capital initial de 37 000 euros, lequel capital a été porté à 33 906 660 euros suite à la reprise des activités des ex-succursales de Paris et de Bruxelles, et est détenu en totalité par la Banque. L'ensemble de ces titres a été apporté à une Holding « Attijariwafa Euro Finances » au cours de l'exercice,

- d'une filiale « Attijariwafa Eurofinance », Holding en France au capital initial de 37 000 euros détenu en totalité par la Banque, capital porté à 33 906 660 suite à l'apport des titres Attijariwafa bank Europe par la Banque.
- d'une filiale en Italie « Attijariwafa Finanziaria Spa », au capital de 600 000 euros détenu en totalité par la Banque.

Casablanca, le 22 mars 2007

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 14 760 503 dont un bénéfice net de KMAD 2 139 766 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

- Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé au cours de l'exercice 2007 à l'acquisition de 66,67% du capital de la banque Sénégal – Tunisienne (BST) pour MMAD 257,5. la BST a par la suite fusionné avec Attijariwafa bank Sénégal pour donner naissance à Attijari Bank Sénégal.

Casablanca, le 12 mars 2008

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2005, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé, du tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe, donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidées au 31 décembre 2005, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 26 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2006, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé, du tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires (ETIC) consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du Groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2006, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 23 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007**

Nous avons procédé à l'audit des comptes consolidés de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2007, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS en vigueur au 31 décembre 2007, tel qu'indiqué dans les notes annexes. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2006 et au premier semestre 2006 retraitées selon les mêmes règles à l'exception de la norme IFRS 3 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, a été appliquée rétrospectivement à compter du 30 septembre 2005.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du Groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2007, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux référentiels IFRS en vigueur au 31 décembre 2007.

Casablanca, le 22 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank

Attestation des commissaire aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse agrégés audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse d'Attijariwafa bank tels que audités par nos soins au titre des exercices 2005, 2006 et 2007.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Ahmed BENABDELKHALEK

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières consolidées contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés IFRS audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés IFRS d'Attijariwafa bank tels que audités par nos soins au titre de l'exercice 2007.

Bachir TAZI

Ernst & Young
Associé

Ahmed BENABDELKHALEK

Deloitte Audit
Associé

III. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	Anas BERRADA
Fonction	Administrateur Directeur Général
Adresse	163, Avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 022. 47.64.35/36
Télécopieur	(212) 022. 47.64.32
E-mail	a.berrada@attijari.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier d'Attijariwafa bank à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale d'Attijariwafa bank ;
- L'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2005, 2006, 2007 et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires d'Attijariwafa bank ;
- Les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% du groupe Attijariwafa bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Anas BERRADA
Administrateur Directeur Général

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale	A. Saaïdi Consultants
Représentant légal	Mohamed HDID
Fonction	Associé Gérant
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	022.29.54.29
Télécopieur :	022.22.10.24
E-mail	m.hdid@saaidi-consultants.com

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de Attijariwafa bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

La présente opération porte sur l'émission des titres subordonnés. Cette caractéristique ne porte pas atteinte aux règles du droit des souscripteurs d'obtenir le paiement de leurs titres en capital et intérêt. Toutefois, en cas de liquidation de Attijariwafa bank, ces titres ne seront remboursés qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Mohamed HDID
Associé Gérant

V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK

Mme Ibtissam ABOUHARIA

Fonction : Responsable de l'Information Financière et Relations Investisseurs

2, Boulevard Moulay Youssef

Tél. : 022.46.98.90

Fax : 022.46.99.03

Adresse électronique : i.abouharia@attijariwafa.com

VI. AGENCE DE NOTATION

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 406 Paris cedex - France

Tél. : 00 33 1 44 20 66 50

Fax : 00 33 1 44 20 66 51

Adresse électronique : FIG_Europe@standardandpoors.com

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

I. CADRE DE L'OPERATION

L'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé, lors de sa tenue le 24 mai 2007, des émissions d'obligations pour un montant global de deux milliards (2 000 000 000) de dirhams. Elle a délégué au Conseil d'Administration, tous pouvoirs de procéder, dans un délai de cinq ans, à une ou plusieurs émissions d'obligations et d'en arrêter les modalités et les caractéristiques.

A cet effet, le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 25 septembre 2007, a décidé le lancement d'un emprunt obligataire subordonné pour un montant de deux milliards de dirhams en une ou plusieurs émissions, avant fin 2007. Le 19 novembre 2007, Attijariwafa bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1 milliard de dirhams.

Constatant que le délai du 31 décembre 2007 avait expiré sans que l'autorisation donnée par Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 2007 ne soit totalement utilisée, et constatant qu'Attijariwafa bank a toujours besoin de renforcer ses fonds propres réglementaires, le Conseil d'administration du 11 mars 2008 a approuvé les modalités d'émission d'une nouvelle dette subordonnée d'un montant de 1 milliard de dirhams pour une maturité de 5 à 10 ans.

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Attijariwafa bank poursuit la mise en place de sa stratégie de développement sur les marchés extérieurs, notamment à travers le renforcement de sa présence au Maghreb et le développement des activités en Afrique Centrale et Occidentale.

La présente émission a pour objectif principal de financer les projets de développement à l'international d'Attijariwafa bank sans altérer ses fonds propres réglementaires actuels. En effet, les fonds collectés par le biais de la présente émission d'obligations subordonnées seront classés parmi les fonds propres complémentaires de la banque conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

III. STRUCTURE DE L'OFFRE

Attijariwafa bank envisage l'émission de 10 000 obligations subordonnées non cotées à la bourse de Casablanca d'une valeur nominale de 100 000 dirhams. Le montant global de l'opération s'élève à un milliard de dirhams.

Le montant total adjugé ne devra en aucun cas dépasser la somme d'un milliard (1 000 000 000) de dirhams autorisée par le Conseil d'Administration.

La présente émission est réservée aux investisseurs institutionnels de droit marocain : Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), compagnies financières², établissements de crédit, compagnies d'assurance et de réassurance, la Caisse de Dépôt et de Gestion et les organismes de pension et de retraite.

La limitation de la souscription aux investisseurs institutionnels a pour objectif de faciliter la gestion des souscriptions sur le marché primaire. Il reste entendu que tout investisseur désirant acquérir les obligations pourra s'en procurer sur le marché secondaire.

² Tel que visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES D'ATTIJARIWAFABANK

Avertissement : *L'obligation subordonnée se distingue de l'obligation classique en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination. L'effet de la clause de subordination est de conditionner, en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'emprunt au désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.*

Caractéristiques de l'emprunt

Nature des titres	Obligations non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Au porteur
Nombre de titres à émettre	10 000
Valeur nominale	100 000 dirhams
Montant de l'emprunt	1 000 000 000 dirhams
Maturité de l'emprunt	5 ans
Période de souscription	Du 25 au 27 Juin 2008
Date de jouissance	02 Juillet 2008
Date d'échéance	02 Juillet 2013
Taux d'intérêt nominal	4,60% Le taux d'intérêt nominal est déterminé par référence à la valeur de marché des BDT 5 ans interpolée par la courbe secondaire des BDT au 5 juin 2008, soit 3,95% augmenté d'une prime de risque de 65 points de base.
Prime à l'émission	65 points de base.
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 02 juillet de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 02 juillet si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations subordonnées cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafabank. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire subordonné, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafabank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafabank.

Remboursement anticipé	<p>Attijariwafa bank s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations subordonnées objet de la présente émission.</p> <p>Toutefois, la banque se réserve le droit de procéder, avec l'accord préalable de Bank Al Maghrib, à des rachats d'obligations subordonnées sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations subordonnées ainsi rachetées, ne pourront être annulées qu'après l'accord de Bank Al Maghrib. De même, le remboursement anticipé ne peut donner lieu au versement par Attijariwafa bank d'une indemnité compensatrice aux porteurs desdites obligations subordonnées.</p>
Négociabilité des titres	<p>Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.</p>
Clauses d'assimilation	<p>Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées objet de la présente note d'information aux titres d'une émission antérieure.</p> <p>Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.</p>
Rang de l'emprunt	<p>Le capital et les intérêts font l'objet d'une clause de subordination.</p> <p>L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.</p> <p>En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, le remboursement du capital et des intérêts des titres subordonnés de la présente émission n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.</p>
Maintien de l'emprunt à son rang	<p>Attijariwafa bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.</p>
Garantie	<p>CDG CAPITAL s'engage fermement et irrévocablement, à une garantie de bonne fin pour l'émission, objet de la présente note d'information, à hauteur de 700 000 000 dhs (sept cent millions de dirhams).</p>
Notation	<p>La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.</p>

Représentation de la masse des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 02 juillet.
Droit applicable Juridiction compétente	Droit marocain ; Tribunal de commerce de Casablanca.

V. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Nom	Adresse
Conseiller et coordinateur global de l'opération	Attijari Finances Corp.	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme centralisateur et Chef de File du syndicat de placement	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Co-Chef de File du syndicat de placement	CDG Capital	Place Moulay El Hassan – BP 408 Rabat
Etablissement assurant le service financier de l'émetteur	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca

VI. GARANTIE DE BONNE FIN

CDG CAPITAL s'engage fermement et irrévocablement, à une garantie de bonne fin pour l'émission, objet de la présente note d'information, à hauteur de 700 000 000 dhs (sept cent millions de dirhams).

VII. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES

VII.1. Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 25 juin 2008 et sera clôturée le 27 juin 2008 inclus. La date de jouissance est prévue pour le 02 juillet 2008.

VII.2. Souscripteurs

La souscription primaire des obligations subordonnées, objet de la présente note d'information, est réservée aux investisseurs institutionnels nationaux tels que définis ci-après :

- Les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les personnes morales de droit marocain :
 - ✓ Les compagnies financières visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
 - ✓ Les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-05-178 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;

- ✓ Les entreprises d'assurance et de réassurance agréées sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- ✓ La Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- ✓ Les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelque soit la catégorie de souscripteurs.

VII.3. Identification des souscripteurs

Les membres du syndicat de placement devront s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, ils devront obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM	Photocopie de la décision d'agrément : <ul style="list-style-type: none"> - Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; - Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Investisseurs institutionnels de droit marocain (hors OPCVM)	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.

VII.4. Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le montant, et la nature de l'emprunt souscrit souhaités. Celles-ci sont cumulatives quotidiennement et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'émission d'obligations subordonnées objet de la présente note d'information.

Les membres du syndicat de placement seront tenus de recueillir les ordres de souscription auprès des souscripteurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en annexe.

VIII. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

VIII.1. Modalités de centralisation des ordres

Pendant la période de souscription, Attijariwafa bank est tenue de recueillir quotidiennement auprès de CDG Capital, l'état des souscriptions enregistrées dans la journée.

Par ailleurs, Attijariwafa bank et CDG Capital s'engagent à ne pas accepter de souscriptions collectées par une entité ne faisant pas partie du syndicat de placement.

VIII.2. Modalités d'allocation

Tout au long de la période de souscription, CDG Capital devra transmettre à l'établissement centralisateur, par fax n° 022 29 76 56, quotidiennement, à 16h00 au plus tard, l'état récapitulatif, définitif et consolidé, des souscriptions qu'il aura reçues.

Il sera alors procédé, quotidiennement à 18h00, à :

- la consolidation de l'ensemble des souscriptions ;
- et l'allocation selon la méthode définie ci-dessous.

Tout au long de la période de souscription, l'établissement centralisateur adressera quotidiennement aux membres du syndicat un état récapitulatif de l'allocation journalière et du reliquat des obligations.

Les demandes exprimées seront servies jusqu'à ce que le plafond de l'émission soit atteint. Dans le cas où le nombre des obligations demandé serait supérieur au nombre de titres disponibles, l'allocation se fera au prorata, sur la base d'un taux d'allocation. Ce taux sera déterminé par le rapport :

« Quantité offerte / Quantité demandée ».

Si le nombre de titres à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée ci-dessus, n'est pas un nombre entier, ce nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués, par pallier d'une obligation par souscripteur, avec priorité aux demandes les plus fortes.

VIII.3. Modalités d'annulation des souscriptions

En cas d'échec de l'opération financière, les souscriptions seront annulées.

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente note d'information est susceptible d'annulation par le chef de file.

IX. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

IX.1. Modalités de versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par le dépositaire des souscripteurs (Attijariwafa bank) auprès de Maroclear, à la date de jouissance prévue le 02 juillet 2008. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits au nom des souscripteurs le 02 juillet 2008.

IX.2. Domiciliaire de l'émission

Attijariwafa bank est désigné en tant que domiciliaire de l'opération, chargé d'exécuter toutes les opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission objet de la présente note d'information.

IX.3. Modalités de publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés par Attijari Finances Corp. dans le quotidien « l'Economiste » du même jour.

X. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

X.1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

X.1.1. Personnes Résidentes

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et personnes physiques soumises à l'IR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - leur nom, prénom, adresse et numéro de la CIN ou de la carte de séjour pour les étrangers ;
 - leur numéro d'article d'imposition à l'IR.

X.1.2. Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

X.2. Plus values

X.2.1. Personnes Résidentes

Personnes Morales

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créance sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

X.2.2. Personnes Non Résidentes

Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XI. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,2% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- Les frais légaux ;
- Le conseil juridique ;
- Le conseil financier ;
- Les frais de placement et de courtage ;
- La communication ;
- La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFABANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Attijariwafa bank
Siège social	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 022.29.88.88 Télécopie : 022.29.41.25
Site Internet	www.attijariwafabank.com
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1911
Durée de vie de la société	31 mai 2060 (99 ans)
Registre du commerce	R.C 333 à Casablanca
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (article 5 des statuts)	<p>« La société a pour objet de faire pour elle-même, en participation ou pour le compte de tiers :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Toutes opérations de banque, de finance, de crédit et de commissions avec tous particuliers, associations, sociétés, administrations publiques, villes, personnes administratives et Etats ;▪ Toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, toutes entreprises de toute nature ;▪ Toutes opérations de conservation, surveillance et gestion de fortune et de biens, d'exécutions testamentaires, donations, attributions et répartitions de biens à terme fixe ou différées, ainsi que toutes opérations ayant pour objet d'assurer la représentation permanente et la continuité d'existence ; le tout pour le compte de tous particuliers majeurs, mineurs ou interdits, associations, groupements, sociétés ou personnes morales ; <p>Le tout tant au Maroc qu'en tous pays quelconques.</p> <p>La société pourra réaliser son objet de toutes les manières et suivant toutes les modalités qui paraîtront appropriées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers et à toutes associations ou sociétés déjà existantes, ou en constituant soit seule soit en participation avec des tiers toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que viendra, soit comme intermédiaire, soit par une intervention directe, soit par voie d'apports en nature ou de cession, soit par voie de souscription.</p> <p>Elle pourra réaliser son objet par elle-même ou par les succursales, agences, filiales ou maisons d'affiliés en tous pays quelconques.</p> <p>Les indications qui précèdent ne sont pas d'ailleurs limitatives mais simplement énonciatives, les opérations de la société devant comprendre tout ce qui, dans l'acceptation la plus large, est considéré comme faisant partie des opérations des maisons de banque et des établissements de crédit.</p> <p>La société peut, en représentation de ces opérations, créer et émettre pour son propre compte, des obligations à long ou à court terme ainsi que des bons de caisse. »</p>

Capital social au 31/03/08	1 929 959 600 Dh entièrement libéré, composé de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh.
Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social d'Attijariwafa bank.
Liste des textes législatifs applicables au garant	<p>De par sa forme juridique, Attijariwafa bank est régie par le droit marocain et la Loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes.</p> <p>De par son activité, Attijariwafa bank est régie par le Dahir n° 1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.</p> <p>De par sa cotation sur la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ; ▪ le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ; ▪ le règlement général du CDVM approuvé par l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°822-08 du 14 avril 2008 ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; et ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.
Régime fiscal	Attijariwafa bank est soumise, en tant que société de financement, à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10%).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

II.1. Renseignements à caractère général

Attijariwafa bank est née de la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank. Cette fusion a été effective au 1^{er} septembre 2004.

A la veille de la présente opération, le capital social d'Attijariwafa bank s'établit à 1 929 959 600 Dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh chacune.

II.2. Historique du capital et de l'actionnariat

Au cours des cinq dernières années, le capital d'Attijariwafa bank a subi deux augmentations, la plus importante étant celle réalisée à l'occasion de l'OPA/OPE sur les titres Wafabank en 2004. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

Exercice	Nature de l'opération	Capital social (avant opération)	Prix par action	Nombre d'actions émises	Montant total du capital social (après opération)
2003	Augmentation de capital en numéraire (Emission d'actions nouvelles en paiement du dividende de l'exercice 2002)	1 325 000 000 Dh	623 Dh	435 137	1 368 513 700 Dh
2004	- Offre publique d'achat sur les titres Wafabank - Offre publique d'échange sur les titres Wafabank - Offre publique de retrait	1 368 513 700 Dh	825 Dh 8 actions Wafabank pour 7 BCM	5 614 459 (OPA/OPE/OPR)	1 929 959 600 Dh

En date du 24 novembre 2003, la Banque Commerciale du Maroc et Sopar³ ont conclu un accord portant sur l'acquisition par la BCM de 100% du capital d'OGM détenu par Sopar, pour un montant de 2,081 Mrds dh⁴. Le holding OGM regroupe les participations de la famille KETTANI dans le secteur financier et contrôlait :

- 1 003 724 actions soit 15,54% du capital de Wafabank (20,65% des droits de vote),
- 2 467 439 actions soit 70,50% du capital de Wafa Assurance ; Wafa Assurance disposant elle-même d'une participation de 20,84% (26,00% des droits de vote) dans Wafabank.

En complément de l'opération d'acquisition de OGM, la BCM a lancé une opération d'offre publique d'achat et une offre publique d'échange visant 6 457 637 actions et représentant 100% du capital de Wafabank selon les conditions décrites ci-après :

- 825 Dh l'action dans le cadre de l'OPA ;
- parité d'échange de 7 actions BCM offertes pour 8 actions Wafabank présentées dans le cadre de l'OPE.

En réponse à l'OPA/OPE qui s'est déroulée du 26 avril 2004 au 10 mai 2004 inclus, 6 404 561 actions Wafabank ont été apportées à la Banque Commerciale du Maroc représentant 99,18% du capital et des droits de vote de Wafabank (98,78% dans le cadre de l'OPE et 0,4% dans le cadre de l'OPA).

Suite à cette opération, la Banque Commerciale du Maroc a procédé à une offre publique de retrait obligatoire, au prix unitaire de 825 Dh, sur la totalité des actions Wafabank non directement détenues par elle, soit 53 076 actions demeurant en circulation. Un solde de 34 038 actions Wafabank n'ayant pas

³ Holding détenant les participations de Feu Moulay Ali KETTANI

⁴ Acquisition par fonds propres

été apporté à l'opération de retrait obligatoire a été échangé selon les mêmes modalités de l'OPE, lors de la décision de fusion entre BCM et Wafabank.

II.3. Pactes d'actionnaires

Néant.

II.4. Structure de l'actionariat

Au 31 mars 2008, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 1 929 959 600 dirhams, réparti en 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 dh chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
1/- Actionnaires nationaux		14 845 800	76,92%	76,92%
1-1- Groupe ONA		6 409 241	33,21%	33,21%
ONA	C/° ONA 60 Rue d'Alger - Casablanca	2 880 033	14,92%	14,92%
F3I	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 848 809	14,76%	14,76%
SNI	Angle Rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	499 103	2,59%	2,59%
COPROPAR	NA*	174 100	0,90%	0,90%
Diverses filiales de l'ONA	NA*	7 196	0,04%	0,04%
1-2- Compagnies d'assurance		3 975 597	20,60%	20,60%
Groupe MAMDA & MCMA	16 Rue Abou Inane - Rabat	1 499 404	7,77%	7,77%
RMA-AL WATANYA	83 Avenue des FAR - Casablanca	747 569	3,87%	3,87%
Wafa Assurances**	1 Bd Abdelmoumen - Casablanca	1 006 505	5,22%	5,22%
AXA Assurances Maroc	120 Avenue Hassan II - Casablanca	601 018	3,11%	3,11%
Autres assurances	NA*	121 101	0,63%	0,63%
1-3- Autres institutionnels		1 379 660	7,15%	7,15%
Wafa Corp**	42 Bd Abdelkrim Al Khattabi - Casablanca	448 109	2,32%	2,32%
CDG	140 Place My El Hassan - Rabat	469 481	2,43%	2,43%
CIMR	100 Bd Abdelmoumen - Casablanca	462 070	2,39%	2,39%
2/- Actionnaires étrangers		4 453 796	23,08%	23,08%
2-1- Institutions étrangères		4 147 029	21,49%	21,49%
Santusa Holding	Paseo de La Castellana N° 24 - Madrid (Espagne)	2 808 581	14,55%	14,55%
Corporacion Financiera Caja De Madrid	Eloy Gonzalo N° 10-28010 - Madrid (Espagne)	660 465	3,42%	3,42%
Unicredito Italiano	1 Piazza Corduzio 2010 - Milan (Italie)	397 500	2,06%	2,06%
Crédit Agricole Investors	91/93 Bd Pasteur 6 ^{ème} étg Bureau 30615 - Paris (France)	277 200	1,44%	1,44%
Banco Santander Central Hispano International	Ciudad Grupo Santander. Avda. De Cantabria, s/n - 28660 - Boadilla del Monte – Madrid (Espagne)	3 283	0,02%	0,02%
2-2- Autres porteurs étrangers		306 767	1,59%	1,59%
Investisseurs institutionnels	NA*	266 570	1,38%	1,38%
Petits porteurs	NA*	40 197	0,21%	0,21%
3/- Flottant		3 081 302	15,97%	15,97%
Petits porteurs marocains	NA*	1 877 655	9,73%	9,73%
OPCVM	NA*	743 700	3,85%	3,85%
Personnel de la banque	NA*	459 947	2,38%	2,38%
Total		19 299 596	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – * Non applicable ** groupe ONA

II.5. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

F3I

Activité	Holding
Chiffre d'affaires au 31.12.2007 - Mdh	82,6
Résultat net au 31.12.2007 - Mdh	384,1
Situation nette au 31.12.2007 - Mdh	2 300,2
Actionnariat au 31.12.2007	ONA : 99,99%

ONA

Activité	Holding
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2007 - Mdh	32 835
Résultat net part du groupe au 31.12.2007 - Mdh	1 728
Situation nette au 31.12.2007 - Mdh	17 205
Actionnariat au 31.12.2007	SNI : 33,82% Siger : 5,00% Financière d'investissements industriels et immobiliers : 1,78% Autres institutionnels marocains : 25,83% (dont RMA wania 6,71%, MCMA/MAMDA 5,15%) Institutionnels étrangers : 10,62% (dont LAFICO 5,95%, Cie Gervais Danone 2,71%) Autres actionnaires : 22,95%

MAMDA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2007 - Mdh	306,9
Résultat net au 31.12.2007 - Mdh	801,3
Situation nette au 31.12.2007 - Mdh	2 746,9
Actionnariat au 31.12.2007	Sociétaires

MCMA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2007 - Mdh	580,8
Résultat net au 31.12.2007 - Mdh	436,9
Situation nette au 31.12.2007 - Mdh	2 795,4
Actionnariat actuel au 31.12.2007	Sociétaires

SANTANDER GROUP

Santusa Holding porte les participations du Groupe Santander dans Attijariwafa bank.

Activité	Banque
Produit Net Bancaire au 31.12.2007 - MEuro	27 095
Résultat net part du groupe au 31.12.2007 - MEuro	9 060
Situation nette au 31.12.2007 - MEuro	57 557
Actionnariat au 31.12.2007	Conseil d'administration : 3,91% Investisseurs institutionnels : 63,5% Particuliers : 32,59%

III. MARCHÉ DES TITRES D'ATTIJARIWAFABANK

III.1. Caractéristiques des actions Attijariwafa bank

Les actions d'Attijariwafa bank sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le code 20 500 (ATW J 010703). Au 31 Mars 2008, le flottant du titre Attijariwafa bank s'élève à 15,97% du capital social de la banque. La croissance du cours du titre Attijariwafa bank depuis le 29 décembre 2006 jusqu'au 31 décembre 2007 ressort à +33,9%.

Au titre de l'exercice 2007, Attijariwafa bank va procéder à la distribution d'un dividende de 50 dirhams par action décidé par l'assemblée générale ordinaire tenue le 22 mai 2008.

III.2. Émission de titres de créance

En février 2007, Attijariwafa bank a émis deux emprunts obligataires subordonnés portant sur un montant global de 2 milliards de dirhams avec un taux nominal de 3,85%, réservés aux investisseurs institutionnels. Le montant global de l'opération est réparti en un emprunt coté, à la bourse de casablanca, d'un montant de 1 milliard de dirhams et un emprunt non coté d'un montant de 1 milliard de dirhams.

Le 12 novembre 2007, Attijariwafa bank a émis deux emprunts obligataires subordonnés d'un montant global de 1 milliard de dirhams avec un taux nominal de 5,10%. Le montant global de l'opération est réparti en un emprunt coté, à la bourse de casablanca, d'un montant de 800 millions de dirhams et un emprunt non coté d'un montant de 200 millions de dirhams.

IV. NOTATION

Standard & Poor's, l'agence américaine de notation, a maintenu dans son rapport du 14 novembre 2007, la notation du risque de contrepartie d'Attijariwafa bank à BB+ pour le long terme et à B pour le court terme, en plus d'un avis qui qualifie de stables les perspectives de développement du groupe.

Le rating de 2007 consacre la position de la banque dans le système des banques commerciales marocaines, l'amélioration de sa rentabilité et la qualité de ses actifs, la grande disponibilité de liquidités et les relations privilégiées avec ses principaux actionnaires, le groupe ONA et le groupe Santander. L'agence de rating new-yorkaise relève toutefois une capitalisation moyenne d'Attijariwafa bank au vu de sa stratégie agressive de développement régional et une concentration des engagements de la banque sur des portefeuilles « grands comptes ».

L'agence estime que la situation d'Attijariwafa bank est stable du fait que la banque continuera à profiter de son importance sur le marché marocain, de sa forte liquidité et de sa capacité de financement.

Elle souligne également que Attijariwafa bank dispose d'une stratégie cohérente, plus agressive que la concurrence, et soutenue par une équipe managériale solide.

Attijariwafa bank est la première banque marocaine à avoir publié ses comptes consolidés en IFRS en 2007. Selon l'agence de notation, ce changement dans les normes comptables permet d'améliorer la lecture des comptes et leur comparabilité avec les banques internationales utilisant les mêmes standards de comptabilisation.

La pression sur les prix et la forte concurrence intervenues dans le système marocain affecte la rentabilité de la banque, comme le démontre la baisse de la marge d'intérêt durant ses deux dernières années.

Cependant, d'autres éléments soutiennent la rentabilité de la banque dont :

- Le large volume des nouveaux business ;
- L'importance de la diversification des revenus hors intérêts, essentiellement générés par les filiales du Groupe, par les cross-selling et par les revenus sur les transactions avec les grandes entreprises ;

- Le coût bas du risque ;
- La maîtrise des coûts de la banque.

A noter que Standard & Poor's n'a pas pris en compte l'émission d'obligations subordonnées, objet de la présente note d'information, pour la détermination des ratings cités ci-dessus.

V. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFABANK

V.1. Conseil d'administration

Au 31/03/2008, Attijariwafa bank est administrée par un conseil d'administration composé de 12 membres et présidé par Monsieur Mohamed EL KETTANI.

Administrateurs	Date de nomination*	Expiration du mandat
M. Mohamed EL KETTANI Président du Conseil d'Administration	2007	2013
M. Saâd BENDIDI Vice-Président	2007	2013
M. Antonio ESCAMEZ TORRES Vice-Président	2006	2012
M. Mounir EL MAJIDI Président Directeur Général SIGER	2003	2009
M. Hassan BOUHEMOU Président Directeur Général SNI	2005	2011
M. José REIG Administrateur	2006	2012
M. Abed YACOUBI SOUSSANE Administrateur	2005	2011
M. Javier HIDALGO BLAZQUEZ Administrateur	2006	2012
M. Manuel VARELA Sous-directeur général Grupo Santander	2002	2008
M. Matias AMAT ROCA Directeur Général Corporacion Financiera Caja de Madrid	2002	2008
M. Hassan OURIAGLI Directeur de la Stratégie Financière Groupe ONA	2007	2013
Mme Wafaa GUESSOUS Secrétaire du Conseil	2000	-

Source : Attijariwafa bank - * Nomination ou renouvellement de mandat

Il n'existe aucun lien d'alliance ou de parenté des administrateurs avec des dirigeants d'Attijariwafa bank.

Le conseil d'administration prévoit, dans sa composition, la présence d'administrateurs indépendants. En outre, un règlement intérieur définit les missions ainsi que les modalités d'organisation et de tenue des réunions. Il précise également les missions et les modalités de travail des comités spécialisés.

La charte de l'administrateur regroupe l'ensemble des droits et obligations liés à la fonction d'administrateur, notamment sur le plan de la confidentialité des informations, de la gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

V.2. Comités issus du Conseil d'Administration

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Il est organisé en quatre organes de contrôle et de gestion issus du conseil d'administration, notamment :

- Comité Stratégique

Présidé par le Président Directeur Général, ce comité suit les réalisations opérationnelles et les projets stratégiques.

- Comité des Grands Risques

Présidé par le Président Directeur Général, le Comité des Grands Risques examine et se prononce sur le sort des engagements et les investissements au-delà d'un certain seuil.

- Comité d'Audit et des Comptes

Composé d'administrateurs non dirigeants, le comité d'Audit et des Comptes assure le suivi des fonctions Risque, Audit, Contrôle Interne, Comptabilité et conformité.

- Comité des Nominations et des Rémunérations :

Le comité des nominations et des rémunérations gère les nominations et les rémunérations des principaux dirigeants du groupe.

Autres mandats d'administrateur du Président Mohamed EL KETTANI

M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Fonction
Wafasalaf	Administrateur
Wafa Immobilier	Administrateur
Wafabail	Administrateur
Wafa LLD	Administrateur
Wafacash	Administrateur
Attijari Finances Corp	Président
Agram Gestion	Administrateur Représentant Attijari Invest
Wafa Assurance	Administrateur Représentant OGM
Wafa Gestion	Représentant permanent Attijariwafa bank
Capri	Président du Conseil d'Administration
Attijari International Bank	Président du Conseil d'Administration
Attijariwafa bank Europe	Administrateur
Attijari bank Sénégal	Administrateur
Attijari bank Tunisie	Représentant Attijariwafa bank
OGM SA	Président
Wfacorp	Président
BCM Corp	Administrateur
Fondation AWB	Président
Fondation Actua	Président
MAMDA/ /MCMA	Administrateur Représentant Attijariwafa bank
Bank Al Amal	Administrateur
Somed	Administrateur
Regional Gestion	Président CA
ONA	Administrateur
SNI	Administrateur

Source : Attijariwafa bank

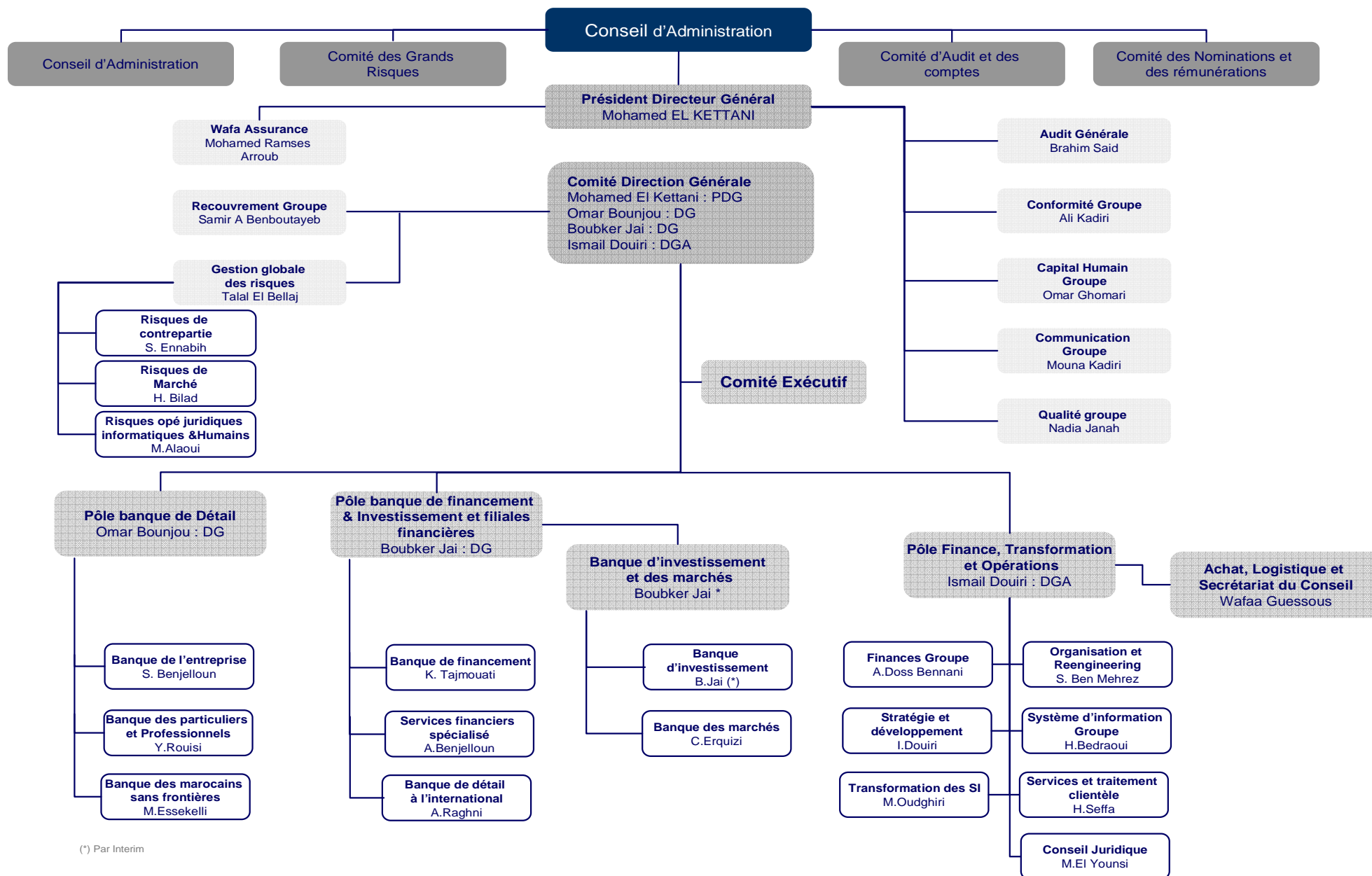
VI. ORGANES DE DIRECTION

VI.1. Organisation

Afin de répondre aux nouvelles dimensions de son projet de développement, Attijariwafa bank a mis en place le 12 décembre 2007 une organisation qui vise à :

- Renforcer le pilotage stratégique et la surveillance du groupe à travers la création de cinq fonctions stratégiques directement rattachées à la présidence : « Capital Humain Groupe », « Conformité Groupe », « Audit Général », « Communication Groupe », « Rationalisation des structures », et « Qualité Groupe »,
- Offrir une plus grande proximité et une meilleure réactivité à la clientèle avec une réorganisation du management opérationnel au tour de 3 pôles :
 - Un pôle « Banque de détail » regroupant la banque de l'entreprise, la banque des particuliers et professionnels et la banque des marocains sans frontières ;
 - Un pôle « Banque de Financement & Investissement et filiales financières »
 - Un pôle « Finance, transformation et développement »

Suite à cette réorganisation, l'organigramme du groupe se décline comme suit :



(*) Par Interim

VI.2. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Mohamed EL KETTANI : Président Directeur Général (49 ans)

M. Mohamed EL KETTANI, Ingénieur de formation de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA-Paris-Promotion 1983), a entamé sa carrière à la Banque Commerciale du Maroc en janvier 1984 en tant qu'Ingénieur Conseil au sein du Département des Crédits d'Investissement dont il assure la direction dès 1985.

Ses responsabilités sont élargies au département des crédits à l'export qu'il met en place en 1988 et il participe alors avec succès au développement des engagements de la banque dans les créneaux des crédits à l'investissement et à l'export. Il accède ensuite en 1989 à la direction centrale du crédit et de l'ingénierie financière.

M. Mohamed EL KETTANI est nommé en 1994 Directeur Général Adjoint responsable de la direction générale des crédits et des activités parabancaires.

En mars 2003, il est promu Directeur Général d'Attijariwafa bank, en charge de la Banque de l'Entreprise, de la Banque d'Investissement et de la Banque Privée, Gestion d'Actifs et Assurance puis du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise dans le cadre de la nouvelle organisation.

Depuis septembre 2007, M. EL KETTANI assure la présidence du groupe Attijariwafa bank.

Parallèlement, M. Mohamed EL KETTANI est administrateur de Bank Al Amal, de Somed, de MAMDA-MCMA, de SNI et de l'ONA et de plusieurs autres entités du groupe.

M. Omar BOUNJOU : Directeur Général - Pôle Banque de détail (48 ans)

Ingénieur Ponts et Chaussées (ENPC Paris) et Docteur en Economie (Université Panthéon – Sorbonne), M. BOUNJOU a intégré le Groupe en tant que Directeur Général de Wafasalaf en 1988. M. Bounjou a occupé les postes de Directeur Général de Wafa Immobilier, Directeur Marketing et Communication MPP de Wafabank, Directeur du Marché des Particuliers et Professionnels et Directeur des Services Financiers Spécialisés.

Dans le cadre de la nouvelle structure, M. BOUNJOU occupe le poste de Directeur Général en charge de la « Banque de Detail ».

M. Boubker JAI : Directeur Général - Pôle Banque de financement & Investissement et filiales financières (51 ans)

M. Boubker JAI intègre, en 1976, l'Ecole Centrale de Paris. Il en sort diplômé en 1979 ainsi que titulaire d'un DEA en sols structures.

M. Boubker JAI entame sa carrière professionnelle dans l'informatique à la Société de Services Parisienne où il est chargé du développement de systèmes de gestion à destination de grandes entreprises françaises et multinationales. En 1982, il soutient avec succès une thèse de doctorat d'ingénieur en sols structures.

De retour au Maroc en 1983, il effectue le service civil obligatoire à l'école Hassania des ingénieurs en tant que professeur de mécanique.

M. Boubker JAI intègre la Banque Commerciale du Maroc en octobre 1984 en qualité de chargé de mission auprès du président, responsable de projets ayant trait à la modernisation des structures et moyens de la banque dont notamment la conception et la mise en œuvre du schéma directeur d'organisation et d'informatique.

Il accède à la direction de l'informatique et de l'organisation en 1988 et entame alors la refonte complète du système d'information de la banque. Parallèlement, il conduit en 1992 le projet de fusion absorption de la Société de Banque et de Crédit.

Une année plus tard, ses responsabilités sont élargies à la stratégie et à cet égard, il dirige une équipe pluridisciplinaire pour la conception du plan stratégique de la banque 1994/1997. En 1995, il est nommé directeur général adjoint et en février 2001, il prend en charge la Direction Générale de l'Exploitation.

En mars 2003, il est promu Directeur Général, responsable du pôle « Banque de Détail » puis Directeur Général en charge des « supports et moyens » du Groupe.

Actuellement, M. JAI est en charge du pôle Banque de financement et Investissement et Filiales financières.

M. Boubker JAI est par ailleurs président de la société Interbank, administrateur du Centre Monétique Interbancaire et membre du conseil d'administration de Visa International zone CEMA en tant que représentant du Maghreb et de l'Afrique (hors Afrique du Sud).

M. Ismail DOURI : Directeur Général Adjoint - Pôle Finance, Transformation et Opérations (37 ans)

M. Ismail DOURI est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, et est titulaire d'un MBA de HARVARD University en Business Administration.

M. Ismail DOURI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOURI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOURI intègre l'équipe de Mc Kinsey & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord. M. Ismail DOURI rejoint Attijariwafa bank pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. DOURI est en charge du pôle « Finance, Transformation et Opérations ».

Mme Wafaa GUESSOUS : Responsable achat, logistique et secrétariat du conseil (49 ans)

Titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un DEA en stratégie des organisations de Paris IX Dauphine, Mme Wafaa GUESSOUS intègre la BCM en 1984 en tant que chargée de portefeuille entreprise en agence. Après un passage à la direction du développement, puis à la communication, elle prend en charge le marché des particuliers. Ses fonctions sont ensuite élargies au département de la bancassurance, qu'elle met en place en 1992. Elle est nommée en 1994, responsable de la direction du marché des particuliers, de la bancassurance et de la communication. En mars 2003, Mme Wafaa GUESSOUS a été nommée en tant que responsable de la communication. Elle occupe dans le cadre de la nouvelle organisation, le poste de responsable achat, logistique et secrétariat du conseil.

VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

VII.1. Comité de Direction Générale

Le comité de direction générale réunit les responsables de pôles sous la présidence du Président Directeur Général. Ce comité assure une vue synthétique des activités opérationnelles dans les différents secteurs, le pilotage des grands projets stratégiques et la préparation des questions à soumettre au conseil d'administration, dans une démarche collégiale.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Boubker JAI	Directeur Général	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général	2003
M. Ismail DOURI	Directeur Général-Adjoint	2006

Source : Attijariwafa bank

VII.2. Comité exécutif

Le comité exécutif, présidé également par le Président Directeur Général, assure la gestion opérationnelle et administrative du groupe. D'une périodicité mensuelle, le comité exécutif est composé des membres de la direction générale et des responsables des principaux domaines d'activité.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Boubker JAI	Directeur Général - Pôle Banque de financement et Investissement et Filiales Financières	2007
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général - Pôle Banque de Proximité	2004
M. Ismail DOURI	DGA - Pôle Finance, Transformation et Opérations	2006
Mme Wafaâ GUESSOUS	Logistique & Achat et secrétariat du conseil	2007
M. Youssef ROUISSI	Banque des Particuliers et Professionnels	2005
M. Mouâwia ESSIKILLI	Banque des Marocains sans Frontière	2005
M. Brahim SAID	Audit général	2007
M. Karim TAJMOUATI	Banque de Financement	2006
M. Amin BENJELLOUN TOUIMI	Services Financiers Spécialisés	2005
M. Abdellatif SEDDIQI	Rationalisation des structures	2007
M. Abdeljaouad DOSS BENNANI	Finances Groupe	2004
M. Mounir OUDGHIRI	Transformation des systèmes d'information	2005
M. Omar GHOMARI	Capital humain	2007
M. Hassan BEDRAOUI	Systèmes d'Information Groupe	2007
M. Chakib ERQUIZI	Marché des Capitaux	2007
M. Hicham SEFFA	Services et Traitements Clientèle	2007
M. Ali Kadiri	Conformité groupe	2007
Melle Mouna Kadiri	Communication	2007
M. Talal Bellaj	Gestion globale des risques	2007
M. Abdllkrim Raghni	Banque de Détail à l'international	2007
M. Sâad Benjelloun	Banque de l'entreprise	2007

Source : Attijariwafa bank

VII.3. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération attribuée aux membres du conseil d'administration d'Attijariwafa bank s'établit à 4 Mdh, au titre des jetons de présence. Cette somme globale inclut tous les frais annexes inhérents aux déplacements liés au conseil. Chaque administrateur reçoit 40 000 dirhams par séance du conseil.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle des membres de direction au titre de l'exercice 2007 s'élève à 33,7 Mdh. De même que les prêts accordés aux membres de direction totalisent 65,2 Mdh à fin 2007.

VII.4. Intéressement et participation du personnel

En dehors du plan d'actionnariat entamé à partir de septembre 2005 dans le cadre de l'OPV réservée aux salariés du groupe Attijariwafa bank (0,89% du capital social), il n'existe aucun plan d'intéressement particulier pour le personnel d'Attijariwafa bank.

En novembre 2007, L'OPV du groupe Attijariwafa bank a porté sur 289 494 actions soit 1,5% du capital social. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de cession d'actions aux salariés du Groupe Attijariwafa bank, visant à créer un plan d'actionnariat salarié à hauteur de 3% du capital de la banque dans un horizon de 5 à 10 ans.

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFABANK

I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFABANK

1911	Création avec implantation d'une succursale de la Banque Transatlantique à Tanger.
1969	Arrivée de M. Abdelaziz Alami en tant que Directeur Général.
Mars 1975	Ouverture de la première délégation à l'étranger destinée aux marocains à Francfort.
1981	Inauguration du siège du boulevard Moulay Youssef.
Mai 1984	Création du groupement Interbank avec la BMCI, la SGMB et le Crédit du Maroc.
Juin 1988	L'ONA acquiert 25% du capital auprès du CIC Paris et devient l'actionnaire de référence de BCM.
Décembre 1989	Entrée du Banco Central (devenu Grupo Santander) au capital de BCM qui devient le 2 ^{ème} actionnaire de référence aux côtés de l'ONA.
Avril 1992	Fusion-Absorption de la SBC.
Novembre 1993	Le capital de BCM est porté à 1 067 126 000 dh franchissant le capital du milliard de dirhams.
8 janvier 2003	Départ à la retraite du Président Abdelaziz ALAMI et nomination du Président Khalid OUDGHIRI.
Novembre 2003	Prise de contrôle de Wafabank par la Banque Commerciale du Maroc, à travers l'achat de l'intégralité du holding financier OGM.
Décembre 2003	Obtention de l'agrément de Bank Al Maghrib concernant le changement de contrôle de Wafabank et le projet de fusion avec la Banque Commerciale du Maroc.
Janvier 2004	Démarrage du programme d'intégration avec l'assistance d'un consultant de renommée internationale.
26 avril - 10 mai 2004	Offre publique d'achat/Offre publique d'échange sur les titres Wafabank à l'initiative de la Banque Commerciale du Maroc.
Mai 2004	Renforcement du positionnement du nouvel ensemble dans le crédit à la consommation avec l'acquisition de Crédor par Wafasalaf.
Mai 2004	Signature d'un protocole d'accord pour le renforcement du partenariat stratégique avec le groupe Crédit agricole SA dans les domaines du crédit à la consommation et de la gestion d'actifs.
28 mai 2004	Assemblée générale Extraordinaire des actionnaires de la Banque Commerciale du Maroc ratifiant l'augmentation de capital par apports en nature des titres Wafabank et modifiant les statuts.
Juin 2004	Lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank ».
28 juin–12 juillet 2004	Offre publique de retrait sur les titres Wafabank de la cote de la bourse de Casablanca.
Décembre 2004	Fusion juridique des deux banques (rétroactive au 31/08/2004).
Janvier 2005	Acquisition de Crédit du Maroc Gestion par Wafa Gestion, dans le cadre du partenariat entre Attijariwafa bank et Crédit Agricole SA.
Septembre 2005	Obtention d'un agrément bancaire pour la création d'une filiale au Sénégal.

	Fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion. Les trois sociétés sont réunies sous la dénomination Wafa Gestion.
12-26 Septembre 2005	Offre Publique de Vente réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 0,89% du capital.
Novembre 2005	Acquisition de 53,54% du capital de la Banque du Sud (Tunisie) par le consortium Attijariwafa bank et Grupo Santander. Création d'une filiale bancaire de droit français «Attijariwafa bank Europe», ayant son siège social à Paris et obtention d'un passeport européen délivré par la Banque Centrale Française.
Janvier 2006	Dernière bascule informatique : finalisation du programme d'intégration dans le respect des délais et des budgets.
Avril 2006	Certification par engagement de services du réseau de centres d'affaires Entreprises par AFAQ/AFNOR France.
Juillet 2006	Lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal avec la création d'une filiale bancaire disposant de 4 agences à Dakar.
Septembre 2006	Mise en place d'une nouvelle organisation du groupe Attijariwafa bank. Lancement de Marocomex, plate-forme de services à l'international de la banque.
Décembre 2006	Lancement du plan de développement de la Banque du Sud « Intilak », avec une recapitalisation financière via une augmentation de capital de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant les 80 MTND. Changement de la dénomination « Banque du Sud » pour la marque Attijari bank. Création d'Attijariwafa Finanziaria en Italie, société financière filiale d'Attijariwafa bank Europe.
Janvier 2007	Acquisition de 66,67% du capital de la Banque Sénégal-Tunisienne (BST) auprès de certains actionnaires privés de cette banque.
Février 2007	Emission de deux emprunts obligataires subordonnés totalisant un montant de 2 milliards de dirhams. Lancement d'Online Trade, le service de gestion en ligne des opérations à l'international.
Juillet 2007	Fusion entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégal-Tunisienne pour donner naissance à Attijari bank Sénégal.
Septembre 2007	Publication des comptes consolidés aux normes IAS/IFRS, une année avant l'échéance annoncée par Bank Al Maghrib aux établissements de crédit de la place.
Octobre 2007	Lancement d'une offre de produits alternatifs.
Novembre 2007	Attijariwafa bank rachète 79,15% du capital de la banque sénégalaise CBAO Attijariwafa bank et la BCP Lancement H partners, le premier fonds d'investissement touristique Lancement de deux emprunts obligataires d'un montant global de 1 milliard de dirhams. Lancement d'une OPV réservée aux salariés portant sur 289 494 actions soit 1,5% du capital social.
Décembre 2007	Après Global Finance en mai, c'est l'équipe éditoriale du magazine The Banker (publication du groupe Financial Times) qui a élu Attijariwafa bank élue banque de l'année 2007 au Maroc.

Février 2008	AWB est classée Investment Grade, selon l'agence de rating internationale Capital Intelligence. L'agence estime que la banque dispose d'une bonne liquidité.
Mars 2008	Attijariwafa bank lance l'offre « Confirming » : solution sur mesure conçue pour permettre à l'entreprise d'externaliser les règlements de ses fournisseurs.

II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFABANK AU GROUPE ONA

Le Groupe ONA est le principal actionnaire d'Attijariwafa bank, avec une participation dans le capital à hauteur de 33,21% (en intégrant les participations de SNI et F3I) au 31 mars 2008.

II.1. Présentation du Groupe ONA

Le Groupe ONA est un groupe industriel privé marocain avec un chiffre d'affaires consolidé IFRS de 32,8 Mrds dh au titre de l'exercice 2007, en progression de 14,9% par rapport à 2006 (à périmètre comparable), et un résultat net part du groupe de 1,7 Mrd dh en hausse de 80,2% par rapport à 2006.

Le Groupe ONA opère dans les métiers stratégiques suivants :

- **Mines & Matériaux de construction** : à travers son holding Managem, le Groupe exploite plusieurs gisements (polymétallique : zinc/cuivre/plomb, cobalt, fluorine, argent et or) et produit des cathodes de cobalt, résultat d'un long processus d'innovation interne. Il mène une activité permanente de recherche et d'exploration au Maroc et en Afrique sub-saharienne.
- **Agro-alimentaire & Boissons** : ONA opère, en partenariat avec Danone, dans les secteurs des produits laitiers (lait, yaourt, fromage), de la biscuiterie et de l'eau. Il est également présent dans les activités de production et de commercialisation du sucre et des corps gras.
- **Distribution** : ONA a lancé Marjane, la chaîne d'hypermarchés nationale. L'accord de partenariat avec Auchan a favorisé l'accélération de ses implantations et a permis la création de la chaîne de supermarchés Acima. Le 23 août 2007, le groupe Auchan a cédé sa participation de 49% dans les deux sociétés de distribution (Marjane et Acima) à l'ONA qui en détient désormais 100%.


Par ailleurs, à travers sa filiale Optorg, le Groupe est distributeur au Maroc et en Afrique Sub-saharienne des engins Caterpillar. Il est également représentant exclusif de Peugeot et Citroën au Maroc à travers sa filiale Sopriam.

- **Activités Financières** : le Groupe ONA est, avec Santander Central Hispano (SCH), l'actionnaire de référence d'Attijariwafa bank. Il contrôle également la société de courtage en assurance Agma Lahlou Tazi.
- **Relais de croissance** : l'ONA s'est positionné sur trois nouveaux secteurs à fort potentiel à travers ses filiales NAREVA (Utilities), Wana (Télécoms) et ONAPAR (Immobilier).

NAREVA a en charge le développement des participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Wana se positionne sur le marché de l'ADSL et tout récemment sur le marché de la téléphonie fixe et mobile. ONAPAR a réalisé des complexes immobiliers de loisirs dans le Nord du Maroc et à Marrakech, et gère des parcs d'activité industriels comme celui de la Zone Franche de Tanger.

- **Holdings et autres** : Mercure.Com développe l'expertise du Groupe ONA dans le domaine des nouvelles technologies.

NB : Il n'existe pas de conventions spéciales entre Attijariwafa bank et les autres filiales du Groupe ONA dont l'organigramme simplifié se présente comme suit :

	Mines	Managem : 78,2%- IG	
	Agroalimentaire	Centrale Laitière: 55,1%- IG	Cosumar: 55,5%-IG
		Lesieur Cristal: 55,0%- IG	Marona: 98,7% - IG
		Bimo: 50,0% - IP	Sotherma : 30% - IG
	Distribution	Marjane : 100,0% - IG	Optorg : 100% - IG
		Acima : 100,0 % - IG	Sopriam : 91,0% - IG
Activités financières	AWB : 29,7% - MEE	ONA Courtage: 51,0%- IG	
Relais de croissance	Wana Corporate : 51,0%-IG	Nareva : 100% - IG	
	Onapar : 100%- IG		
Holdings et autres	Mercure.com : 100%- NC		

Légende:
 IG: Intégration globale
 IP: Intégration proportionnelle
 MEE: Mise en équivalence
 NC: Non consolidé

Source : ONA au 31/12/2007

L'activité des principales entités des différents pôles est présentée ci-après :

II.1.1. Mines

L'activité Mines représente le métier historique du Groupe ONA. Elle est structurée autour du Groupe MANAGEM qui détient aussi bien des sociétés d'exploitation que de valorisation et de services.

L'activité de MANAGEM consiste à extraire, concentrer et commercialiser différents minerais : métaux de base, comme le cuivre, le zinc, le plomb ; métaux précieux, à savoir l'or et l'argent ; métaux stratégiques tels le cobalt et, enfin, la fluorine.

En aval de l'extraction, MANAGEM procède à la valorisation des minerais par voie hydro-métallurgique, aboutissant à des produits à forte valeur ajoutée tels que les cathodes de cobalt. En amont, l'exploration et la recherche & développement contribuent à l'élargissement du champ d'activité de l'entreprise.

En 2005, l'ONA a procédé à la cession de plus de 40% de sa participation dans la société aurifère canadienne Semafo Inc. Au 31 décembre 2005, cette participation s'établit à 11,15%. Par ailleurs, l'exercice 2006 a été marqué par la création d'une société de droit congolais «LAMIKAL» avec une participation de 75% pour Managem et le lancement d'une filiale Suisse «Manatrade» pour la commercialisation des produits des filiales de Managem.

En 2007, L'ONA a créée une société anonyme, Managem Gabon, détenue à 100% par Managem pour la mise en valeur du projet Eteke (projet Or) ;

II.1.2. Agroalimentaire

Le pôle agroalimentaire, métier traditionnel de l'ONA, est principalement constitué des groupes Centrale Laitière, Lesieur Cristal, Marona, Sotherma et des sociétés Cosumar et Bimo.

Centrale Laitière

Centrale Laitière opère dans le marché des produits laitiers. La société dispose d'une large gamme de produits et de cinq sites de production. Centrale Laitière fabrique plusieurs produits laitiers sous ses propres marques mais aussi sous celle de Danone, qui détient 29,2% du capital de Centrale Laitière au 31 décembre 2007.

Par ailleurs, le Groupe Centrale Laitière s'est désengagé de sa participation dans le marché des desserts glacés via la cession, au cours de l'exercice 2005, de la filiale Pingouin.

Sotherma

La société opère dans le marché des eaux, à travers la commercialisation des marques Danone Aïn Saïss (DAS) et Sidi Harazem.

Lesieur Cristal

Créée en 1941, Lesieur Cristal opère principalement sur le marché du raffinage et de la commercialisation d'huiles destinées à la consommation et aux industries de la conserve.

Parallèlement, Lesieur conditionne et commercialise une large gamme de produits d'entretien ménager et de tourteaux destinés à l'alimentation animale.

Le Groupe possède également une filiale, CMB Plastique, qui opère sur le marché marocain des emballages plastiques.

En 2005, Lesieur Cristal s'est associé à Banchereau France pour la construction d'une unité industrielle spécialisée dans la production et la commercialisation des produits de charcuterie.

En 2007, Lesieur Cristal s'est désengagée de l'activité charcuterie en faveur du partenaire Banchereau SAS ;

Groupe Marona

Opérant dans la pêche hauturière et spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de poisson essentiellement composée de céphalopodes, Marona écoule ses produits principalement sur les marchés japonais et européen.

Cosumar

L'activité de Cosumar repose sur le traitement de la betterave et de la canne à sucre et le raffinage du sucre brut. Coté en bourse depuis 1985, Cosumar a acquis les quatre sucreries publiques privatisées au cours de l'exercice 2005 et détient désormais près de 100% du marché national du sucre.

Bimo

Filiale de l'ONA depuis l'exercice 1999, la société Bimo est spécialisée dans la production de biscuits sucrés, de gaufrettes, de pâtisseries, etc. La société dispose de plusieurs références et bénéficie de l'expertise de Danone, partenaire depuis 1999.

II.1.3. Distribution

La distribution réunit les métiers de la grande distribution, avec les deux enseignes Marjane et Acima, de la distribution automobile avec les groupes Sopriam et Optorg, et du négoce et de la distribution de biens d'équipements en Afrique à travers le Groupe Optorg.

Marjane

Issu du partenariat entre le Groupe ONA et Auchan, deuxième groupe français de distribution, Marjane Holding compte 17 hypermarchés à son actif à fin 2007 avec une surface de vente de 121 196 m².

Acima

Acima est une chaîne de supermarchés créée en 2002 en partenariat avec Auchan et qui gère des supermarchés de proximité.

En 2006, la société a procédé à une augmentation de capital de 100Mdh.

Le 23 août 2007, le groupe Auchan a cédé sa participation de 49% dans les deux sociétés de distribution (Marjane et Acima) à l'ONA qui en détient désormais 100%.

A fin décembre 2007, Acima compte 25 supermarchés et totalise une surface de vente de 32 314 m².

Optorg

Le Groupe est constitué de plusieurs sociétés spécialisées dans le négoce en Afrique. Optorg assure également la distribution de biens d'équipement en Afrique de l'Ouest avec notamment les représentations de Caterpillar, Mercedes-Benz, Manitou et Mazda.

Sopriam

Importateur exclusif des marques Peugeot et Citroën au Maroc, Sopriam dispose d'un important réseau de distribution ainsi que d'une gamme de produit variée et compétitive qui consolide son positionnement sur le marché marocain.

II.1.4. Activités financières

Les activités financières de ONA s.a regroupent les métiers de la banque avec Attijariwafa bank et du courtage avec le Groupe ONA Courtage et sa filiale Agma Lahlou Tazi.

En décembre 2006, l'ONA a cédé sa participation (49%) dans AXA Assurance Maroc au groupe français AXA International qui devient le seul actionnaire de la compagnie d'assurances.

ONA Courtage

Principale société du Groupe ONA Courtage, Agma Lahlou Tazi est née de la fusion en 1999 de deux leaders du courtage, à savoir Agma et Lahlou-Tazi.

Le société opère en partenariat avec Marsh⁵ et se positionne comme étant l'un des leaders du conseil et du courtage en Assurance et Réassurance au Maroc.

II.1.5. Relais de croissance

L'ONA est présent sur le secteur des Télécoms via Maroc Connect, des Utilities à travers sa filiale NAREVA et de l'immobilier touristique et aménagement via le groupe ONAPAR.

NAREVA

Créé en janvier 2005, Nareva est un holding regroupant les participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Les champs d'intervention de NAREVA concernent la production d'énergie électrique, l'environnement et la gestion déléguée et les travaux publics.

En 2006, NAREVA a procédé à l'augmentation de capital de deux filiales, à savoir Amensouss et Amitech Maroc de respectivement 100 Mdh et 72 Mdh.

WANA

Au cours du 2^{ème} semestre 2005, l'ONA a acquis 100% de la société Maroc Connect (ex Wanadoo Maroc), 2^{ème} fournisseur d'accès Internet au Maroc. L'actionnariat de la société a évolué au 1^{er} semestre 2006 et l'ONA ne détient plus que 51% du capital, les 49% restants ayant été cédés à la SNI.

Maroc Connect est une entreprise de services télécoms dont les offres s'adressent aussi bien au marché des particuliers que celui des PME et grandes entreprises.

⁵ Numéro un mondial dans le secteur

En 2005, la société a été adjudicataire d'une licence nouvelle génération pour l'exploitation de services fixes avec mobilité restreinte. De même, Maroc Connect s'est vu attribuer au 2^{ème} semestre 2006 une licence 3^{ème} génération pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications au Maroc.

L'activité commerciale de Maroc Connect a démarré en décembre 2006 et s'est accompagnée du lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination « WANA ».

Par ailleurs, WANA a contracté un crédit syndiqué de 3 Mrds dh en 2006.

En 2007, WANA s'est lancée dans l'activité d'opérateur global intégré avec le lancement de plusieurs offres (Offre Bayn, offre Internet Bayn et offre Entreprise Convergence)

Groupe ONAPAR

La société ONAPAR est le holding de l'activité Tourisme Aménagement Immobilier du Groupe ONA. Elle a pour mission de réaliser les investissements du Groupe pour le développement d'une activité touristique, de participer à tout projet d'aménagement de parcs industriels, d'assurer le développement de projets immobiliers à caractère touristique.

L'exercice 2005 a connu la concrétisation du partenariat entre la société EMAAR Properties PJSC (groupe immobilier des Emirats Arabes-Unis) et la société ONAPAR à travers la création de sociétés contrôlées conjointement, telles Orientis Invest, Amelkis Resorts et Prestige Resorts, dont l'objectif est de réaliser des projets résidentiels et golfs à horizon 2010.

II.1.6. Holding et autres

Mercure.Com

Créé en 2002, Mercure.com est le holding « technologies de l'information » du Groupe ONA. La société dispose d'un ensemble d'experts du secteur des technologies de l'information au Maroc et développe l'expertise locale en partenariat avec des acteurs majeurs du secteur à l'international.

Mercure.Com a enregistré, au titre de l'exercice 2005, une croissance importante de ses activités avec une forte progression de Accolade⁶ et la mise en place d'un partenariat stratégique entre Archos Conseil et Bearing Point, un des leaders mondiaux du conseil en management.

II.2. Relations entre Attijariwafa bank et le Groupe ONA

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de deux conventions de location d'espaces à usage de bureaux avec ses principaux actionnaires ONA s.a. et SNI. Le tableau suivant résume les loyers perçus au titre de ces contrats en 2007 :

Actionnaire	Annuel – Dh	Début du loyer
ONA s.a.	6 370 000	17/06/1996
SNI	711 000	10/06/1996

Source : Attijariwafa bank

Convention de portage d'actions entre Attijariwafa bank et l'ONA

Cette convention, préalablement autorisée par le conseil d'administration du 25 juillet 2002, prévoit la prorogation de la date d'expiration de la convention de portage conclue en date du 26 décembre 2000 entre ex-BCM et ONA s.a. portant sur les titres SOREAD pour un montant global de 5 millions de dirhams, cette convention a continué à produire son effet au 31 décembre 2007. Les produits comptabilisés par Attijariwafa bank au titre de la convention de portage se sont élevés pour l'exercice 2007 à 368 Kdh.

⁶ Accolade est un centre de contacts basé à Casablanca avec deux activités principales : une activité « Sale center » orientée vente et une activité « Tech Center » orientée vers le support technique d'un certain nombre de clients en France.

Convention de location de locaux entre Attijariwafa bank et SNI

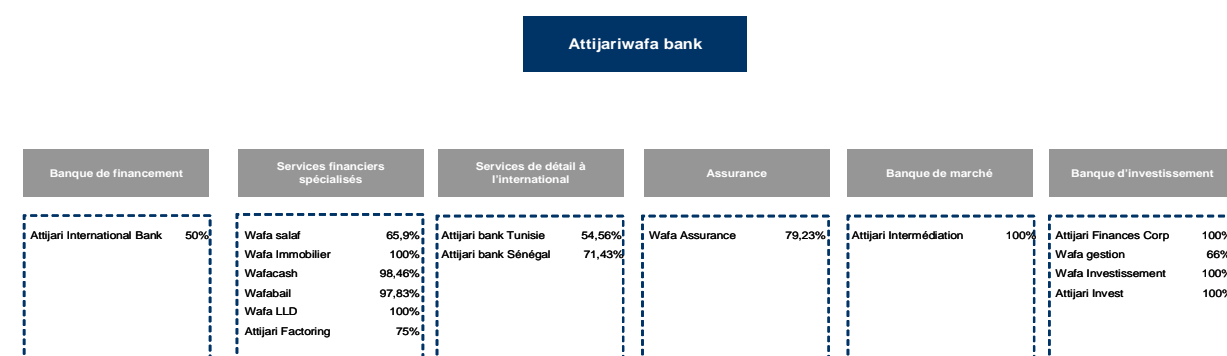
Cette convention, préalablement autorisée par le Conseil d'Administration du 25 septembre 2007, prévoit la location des locaux à usage de bureaux totalisant une superficie de 700m², dépendant de l'immeuble sis à Casablanca, 163 avenue Hassan II, pour un loyer annuel de KMAD 711.

Convention de location de locaux entre Attijariwafa bank et ONA

La convention prévoit la location d'un ensemble de locaux à usage de bureaux totalisant une superficie de 6 883 m², dépendant de l'immeuble sis à Casablanca, 163 Avenue Hassan II. A ce titre, les loyers facturés par Attijariwafa bank à ONA s.a au cours de l'exercice 2007 se sont élevés à MAD 6,37 millions.

○ FILIALES D'ATTIJARIWAFABANK

II.3. Organigramme



Source : Attijariwafa bank – Organigramme au 31 décembre 2007

II.4. Présentation des filiales

II.4.1. Banque des Marocains sans Frontière

Attijariwafa bank Europe

En novembre 2005, la Banque Centrale Française a délivré un passeport européen à « Attijariwafa bank Europe », qui a ainsi vu le jour en tant que filiale bancaire de droit français. Cette filiale, dont le siège social se trouve à Paris, apporte au groupe le cadre juridique et social lui permettant de déployer ses activités dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne en pleine conformité avec le cadre législatif des pays d'accueil et les règles bancaires internationales.

Ainsi, l'activité de la succursale de Paris a été transférée vers Attijariwafa bank Europe. De même la succursale de Bruxelles est devenue succursale d'Attijariwafa bank Europe à fin 2006.

En 2007, Attijariwafa bank Europe a poursuivi son développement du passeport européen :

- Création de deux succursales, une en Allemagne et une autre aux Pays-Bas ;
- Ouverture de deux nouvelles agences en France ;
- Inauguration du nouveau siège social à Paris.

Elle a aussi lancé un projet de duplication du business model de transferts de flux financiers en direction de la Tunisie et du Sénégal.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Europe
Siège social	6, rue chauchat 75 009 Paris
Montant du capital détenu	33 907 KEUR (soit 381,7 Mdh)*
% de capital détenu	100,00%
% des droits de vote	100,00%
Produit net bancaire	193 Mdh
Résultat net	22,5 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank - Cours de change au 31/12/2007 : EUR = 11,2577 MAD

II.4.2. Banque de Financement

Attijari International Bank – Banque Offshore

Attijari International Bank est une société anonyme au capital de 3 000 000 US dollars, détenue conjointement par Attijariwafa bank et Banco Central Hispano Americano. La société intervient en tant que Banque Off Shore.

En 2007, les deux projets de construction du nouveau siège à la Zone Franche et la refonte du système d'information de la banque ont été approuvés.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijari International Bank-Banque Offshore
Siège social	Lot. N°41, Zone Franche d'exportation, Route de Rabat - Tanger
Nombre de titres détenus par AWB	30 000 actions
Montant du capital détenu par AWB	1 500 KUSD (soit 11,57 Mdh)
% de capital détenu	50,0%*
% des droits de vote	50,0%*
Produit net bancaire	3 295 KUSD (soit 25,42 Mdh)
Résultat net	3 147 KUSD (soit 24,28 Mdh)
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Banco Central Hispano Americano

Cours de change au 31/12/2007 : USD = 7,71 MAD

II.4.3. Services Financiers Spécialisés

Wafasalaf

Wafasalaf est une société de crédit à la consommation multi-produits (Prêt Personnel, Crédit renouvelable, Cartes de crédit, Crédit automobile, Location avec option d'achat (LOA), Equipement des ménages et Crédit voyages). Wafasalaf se distingue par :

- une notoriété dans le secteur ;
- des outils pour la gestion des crédits : Outil Vendeur (extranet), système d'information multi-sociétés ;
- la diversification des fonds de commerce avec un positionnement particulier en automobile ;
- la capacité d'adaptation des équipes (commercialisation de nouveaux produits...) ;
- le réseau de distribution le plus dense du secteur.

Wafasalaf travaille également pour d'autres réseaux de distribution : Attijariwafa bank, CDM, Wafacash, Wafa Assurance, La Poste. Elle est également liée par un accord de partenariat avec SOFINCO, filiale du Crédit Agricole.

La production globale de Wafasalaf s'est améliorée, à fin 2007, de 29,5% s'établissant à 8,08 milliards de dhs. Sa part de marché en terme d'encours s'est établie, à fin décembre 2007, à 34%

Wafasalaf a réalisé une forte croissance de son activité, notamment à travers l'extension et la modernisation du réseau (32 agences dont 4 nouvellement créée en 2007) ainsi que le lancement de nouveaux produits tels que Salaf Ouahed pour le rachat des créances, Salaf Nejma réservé exclusivement aux femmes et des packages auto comprenant des produits de financement, d'assistance et d'assurance.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafasalaf
Siège social	5, boulevard Abdelmoumen- Casablanca
Nombre de titres détenus	746 292 actions
Montant du capital détenu	74 629 200 Dh
% de capital détenu	65,94%*
% des droits de vote	65,94%
Produit Net Bancaire	698,5 Mdh
Résultat net	242,9 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	44,8 Mdh

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par SOFINCO, filiale du Crédit Agricole – France.

Wafa Immobilier

Spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements, Wafa Immobilier intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Pour assurer une meilleure présence sur le marché, Wafa Immobilier dispose de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel et notamment à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Agadir et Tanger.

Durant l'année 2007, Wafa Immobilier a pu développer également plusieurs actions stratégiques à travers l'élargissement de son réseau de distribution (ouverture de 15 nouvelles agences dans les villes à forts potentiels), le lancement de nouveaux produits (Mourabaha et Miftah Bila Houdoud).

Sa production en 2007 a atteint 8,76 milliards de dirhams, en accroissement de 48,8%.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafa Immobilier
Siège social	5, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	400 000 actions
Montant du capital détenu	40 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Produit Net Bancaire	142 Mdh
Résultat net	34 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	24 Mdh

Source: Attijariwafa bank

Wafacash

Créée en 1991, Wafa monétique est spécialisée dans les moyens de paiement, les transferts d'argent instantanés et le change manuel. En 2002, Wafa monétique a changé de dénomination sociale pour « Wafacash ». Durant l'exercice 2004, l'activité monétique de Wafacash a été marquée par le transfert de l'activité commerçants et la cession des TPE « Terminaux de Paiement Electroniques » au Centre Monétique Interbancaire. Wafacash renvoie désormais à un ensemble de services financiers portant essentiellement sur le marché des transferts d'argent instantanés, de l'étranger et à l'intérieur du pays et sur celui du change manuel.

L'année 2007 a été marquée par l'ouverture de 44 agences (dont 17 pour son propre réseau) et un large processus de réaménagement de son propre réseau.

L'activité de wafacash a évolué dans un contexte marqué par la publication de deux nouvelles réglementations qui concernent la libéralisation de l'activité Change Manuel, à partir de 2007, et l'activité des sociétés de transfert de fonds, exigeant que l'ensemble des agents aient une activité para financière avec un capital minimum de 3 000 Kdh.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafa Cash
Siège social	5, Rue Driss Lahrizi Casablanca
Nombre de titres détenus	345 710 actions
Montant du capital détenu	34 571 000 Dh
% de capital détenu	98,46%
% de droits de vote	98,63%
Produit Net Bancaire	125 Mdh
Résultat net	24 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafabail

Née du rapprochement entre Wafabail et Attijari Leasing, Wafabail est spécialisée dans le métier de crédit-bail, et plus précisément :

- le financement de l'achat à crédit de tout matériel, article, produit pour tout usage et destination, de tout appareil ou article électroménager ainsi que tout mobilier et article d'ameublement, équipement de bureaux, véhicules automobiles, matériel à usage professionnel ;
- le financement de toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières ;
- le financement par crédit-bail pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers.

Wafabail a maintenu sa position de leader du crédit bail avec 22,2% de part de marché. Tirant notamment profit des synergies avec le réseau de la banque, son produit net bancaire a connu une progression de 14,3%.

L'année 2007 a été marquée par les nouvelles dispositions contraignantes de la loi de finances 2007 instaurant la suppression de l'exonération de TVA et la suppression du remboursement de crédit TVA.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafabail
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	1 467 477 actions
Montant du capital détenu	146 747 700 Dh
% de capital détenu	97,83%
% des droits de vote	97,83%
Produit Net Bancaire	225 Mdh
Résultat net	89 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafa LLD

Wafa LLD est spécialisée dans la location de voiture longue durée. Cette formule consiste en la mise à disposition d'une entreprise d'un ou plusieurs véhicules neufs pour un kilométrage et une durée convenue à l'avance (de 12 à 60 mois) moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte :

- Entretien et maintenance ;
- Gestion des pneumatiques ;
- Assurance, assistance et gestion des sinistres ;
- Fourniture du véhicule de remplacement ;

- Gestion de carburants.

En 2007, Wafa LLD a remporté plus de 45% des appels d'offres lancés sur le marché. Avec une demande croissante de la part des administrations publiques (31% de la production de l'année 2007), son chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 26,5% par rapport à l'exercice 2006.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafa LLD
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus par Attijariwafa bank	200 000 actions
Montant du capital détenu	20 000 000 Dhs
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	122,8 Mdh
Résultat net	3,3 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source: Attijariwafa bank

Attijari Factoring

Attijari Factoring est spécialisée dans la réalisation de toutes les opérations de factoring export, import et domestique. Elle s'engage par contrat vis à vis de ses sociétés clientes à :

- couvrir le risque d'impayés de leurs clients marocains et étrangers ;
- prendre en charge la gestion des comptes clients et le recouvrement des créances ;
- assurer le financement des factures.

Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, premier réseau d'affacturage mondial regroupant 201 correspondants.

L'année 2007 a été marquée par la concrétisation d'un important contrat avec le partenaire Santander de Factoring.

Le résultat net d'Attijari Factoring, pour l'année 2007, a connu une forte progression de 59,2%. Sa part de marché, en 2007, est estimée à 32% (+10 points par rapport à 2006).

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijari Factoring
Siège social	19, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	22 500 actions
Montant du capital détenu	22 500 000 Dh
% de capital détenu	75,0%*
% des droits de vote	75,0%
Produit Net Bancaire	24,9 Mdhs
Résultat net	11, 3Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Santusa Holding.

II.4.4. Banque de Détail à l'International

Attijari bank Tunisie

Dans le cadre d'un consortium constitué avec Grupo Santander, Attijariwafa bank a acquis, fin 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud en Tunisie (devenue en décembre 2006 Attijari bank Tunisie), dans le cadre de l'achèvement du processus de sa privatisation. Cette opération vise à promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre la Tunisie et le Maroc, mais également avec l'Espagne.

En décembre 2006, un plan de recapitalisation d'Attijari Bank Tunisie a été lancé, visant à accompagner le plan de développement de la banque et lui permettre de disposer d'une assise financière solide. Cette recapitalisation s'est faite via l'augmentation de capital en numéraire de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant 80 MTND.

Attijari bank Tunisie a démarré en 2007 la mise en œuvre de son plan de transformation « Intilak » qui comprend 240 projets. Les principales réalisations de ce plan concernent :

- La mise en place de l'organisation commerciale de la banque des particuliers ;
- La segmentation clientèle ;
- La mise en œuvre d'un nouveau schéma directeur des systèmes d'information ;
- Le développement du réseau avec l'ouverture de 10 nouvelles agences et l'installation de 23 GAB supplémentaires ;
- L'élargissement et l'optimisation de l'offre produits.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijari bank Tunisie
Siège social	95, avenue de la liberté Tunis - Tunisie
Nombre de titres détenus	16 368 000
Montant du capital détenu	81 840 000 TND (soit 515 Mdh)*
% de capital détenu	54,56%
% des droits de vote	54,56%
Produit Net Bancaire	104,8 millions TND (soit 659,6 Mdh)**
Résultat net	-9,4 millions TND (soit -59,16 Mdh)**
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2006	Néant

Source : Attijariwafa bank - * Après augmentation du capital **Cours de change au 31/12/2007 : TND = 6,2941 MAD

Attijari bank Sénégal

Attijari bank Sénégal est la dénomination de la nouvelle entité issue du rapprochement, en juillet 2007, entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégal – Tunisienne (BST). A l'issue de la fusion, la filiale sénégalaise dispose d'un réseau de 19 agences et emploie 181 collaborateurs.

	Données au 31/12/2007
Dénomination sociale	Attijari bank Sénégal
Siège social	97, Avenue André Peytavin Dakar - Sénégal
Nombre de titres détenus par Attijariwafa bank	112 323
Nombre d'actions détenues par CAFIN (filiale détenue à 100% par Attijariwafa bank)	237 679
Montant du capital détenu par Attijariwafa	1 123 230 000 (soit 18,7 Mdh)*
% de capital détenu	22,92%
Montant du capital détenu par CAFIN (filiale détenue à 100% par Attijariwafa bank)	2 376 790 000 (soit 39,6 Mdh)*
% de capital détenu	48,51%
% des droits de vote	100%
Produit Net Bancaire	8 295 millions FCFA (soit 138,25 Mdhs)
Résultat net	697 millions FCFA (11,6 Mdhs)
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	182 millions FCFA (3,03 Mdhs)
Montant des dividendes perçus par CAFIN (filiale détenue à 100% par Attijariwafa Maroc) au titre de l'exercice 2007	385 millions FCFA (6,4 Mdhs)

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change: MAD = 60 FCFA ** le reliquat du capital est détenu à hauteur de 4,3% par l'Etat, 6,3% par la société tunisienne de banques et le reste par d'autres actionnaires minoritaires

II.4.5. Assurance

Wafa Assurance

Wafa Assurance est une filiale spécialisée dans les métiers de l'assurance dommages et vie, détenant 21%⁷ de part de marché en 2007 comparée à 16,7% en 2006.

Wafa Assurance améliore ses performances en 2007 grâce à la forte proximité avec les réseaux de la banque, à la montée en puissance de l'activité bancassurance et à la croissance des ventes de produits de capitalisation.

Le résultat net s'accroît de 92,6%, s'établissant à 603,7 millions de dirhams en 2007.

L'exercice 2007 a constitué une année de développement pour Wafa Assurance à travers :

- Partenariat avec le groupe Afriquia, avec notamment l'intégration du produit Automobile de la compagnie dans le programme de fidélité du distributeur.
- Lancement de la plateforme de gestion des sinistres Automobiles WafaoTo (combinaison de garanties donnant accès à plusieurs services d'assistances)
- Clôture du programme Plan stratégique ELAN, en avance de six mois par rapport aux prévisions initiales
- Démarrage de la commercialisation de l'AMO (Assurance Maladie Obligatoire pour les indépendants et Aides artisans)

⁷ Source : FMSAR (Fédération marocaine des sociétés d'assurance et de réassurance)

Attijariwafa bank détient 31,22% du capital de Crédit du Maroc via Wafa Assurance.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafa Assurance
Siège social	1, Boulevard Abdelmoumen - Casablanca
Nombre de titres détenus	2 773 050
Montant du capital détenu	277 305 000 Dh
% de capital détenu	79,23%
% des droits de vote	79,23%
Chiffre d'affaires	3,5 Mrds dh
Résultat net	603,7Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	99,8 Mdh

Source : Attijariwafa bank

II.4.6. Banque des Marchés

Attijari Intermédiation

Attijari Intermédiation développe auprès d'une clientèle d'institutionnels et de grandes entreprises les services suivants :

- Intermédiation boursière ;
- Placements de titres émis par les personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- Opérations de contrepartie ;
- Conseil en investissement, désinvestissement et recherche financière sur les sociétés cotées ;
- Stratégie d'allocation à moyen et long terme.

La société de bourse dispose d'un département de recherche et d'analyse qui couvre les valeurs les plus actives du marché, et diffuse régulièrement auprès des investisseurs nationaux et internationaux des recommandations, des informations financières et des études macro-économiques. Elle bénéficie en outre d'une reconnaissance internationale.

En 2007, Attijari intermeditation réalise un volume d'affaires de plus de 97 milliards de dirhams, ce qui lui permet de maintenir sa position de premier de la place avec une part de marché de 27%. Son chiffre d'affaires 2007 s'inscrit en progression de 13,7% à 117,7 Mdhs (dont 66% provient des commissions de courtage sur le marché central). Son résultat net enregistre une hausse de 29,6%, s'établissant à 70,5 millions de dirhams en 2007.

Le portefeuille clientèle d'Attijari Intermeditation passe de 842 clients en 2006 à 906 clients en 2007 dont 550 personnes physiques gérées en direct.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijari Intermédiation
Siège social	163, avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	50 000 actions
Montant du capital détenu	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	117,7 Mdh
Résultat net	70,5 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant

Source : Attijariwafa bank

II.4.7. Banque d'Investissement

Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp. regroupe les activités de conseil en fusion-acquisition, d'origination de dette privée ainsi que d'introduction en bourse et de marché primaire Actions.

Depuis sa création, Attijari Finances Corp. est intervenue activement sur le marché marocain dans plusieurs opérations stratégiques :

En 2007 :

- **CMA – CGM** : Conseil dans le cadre de la privatisation de la Comanav ;
- **Banque sénégal-Tunisienne (BST)** : Conseil de Attijari bank dans le cadre de l'acquisition de 66,67% de la BST ;
- **CBAO** : Conseil de Attijari bank dans le cadre de l'acquisition de 79,15% de la banque sénégalaise CBAO ;
- Conseil dans le cadre de l'introduction en bourse de Microdata, SNEP, M2M.
- **Attijariwafa bank** : Conseil dans le cadre de 2 programmes d'émission obligataire.
- **Groupe Addoha** : Conseil de Douja Promotion, groupe Addoha, dans le cadre de son augmentation de capital.

En 2006 :

- **Fenié Brossette** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse par augmentation du capital de 100 Mdh ;
- **Douja Promotion Groupe Addoha** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse pour un montant de 2,7 Mrds dh ;
- **ONA** : Conseil du groupe ONA dans le cadre de son programme d'émission d'emprunt obligataire d'un montant de 2,5 Mrds dh ;
- **SNI** : Conseil de SNI dans le cadre de son programme d'émission de billets de trésorerie d'un montant de 1 Mrd dh ;
- **Terminal à Conteneurs – Tanger Med** : Conseil du consortium formé par Eurogate-Contship, Comanav, CMA-CGM et MSC pour la concession du deuxième terminal à conteneurs du port de Tanger Med.

En 2005 :

- **Privatisation des quatre sucreries publiques** : Conseil de Cosumar dans le cadre de l'acquisition des sucreries étatiques ;
- **Afrika/Somepi** : Conseil de AKWA Group dans le cadre du rapprochement avec OISMINE ;
- **CNIA** : Conseil de Saham pour l'acquisition de 67% du capital de la CNIA auprès de ARIG ;
- **Maroc Connect** : Conseil de Maroc Connect dans le cadre de l'obtention de la 3^{ème} licence fixe au Maroc.

En 2004 :

- **Maroc Telecom** : Conseil de l'Etat marocain en association avec BNP Paribas et Merrill Lynch dans le cadre de l'introduction en bourse de Maroc Telecom pour un montant de 8,9 milliards de Dhs.

A ce titre, Attijari Finances Corp. bénéficie d'une reconnaissance internationale :

- Deal of the year 1997 ;
- Best M&A House par la revue financière Euromoney en 2003.

Au 31/12/2007, les comptes sociaux d'Attijari Finances Corp. font apparaître un chiffre d'affaires de 43,9 Mdhs pour un volume de transactions de près de 17 Mrds dh.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Attijari Finances Corp.
Siège social	163, Avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	10 000 actions
Montant du capital détenu	10 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	43,9 Mdh
Résultat net	28,9 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	60 Mdh

Source : Attijari Finances Corp.

Wafa Gestion

L'exercice 2005 a connu l'émergence de Wafa Gestion, opérateur de référence sur les métiers de la gestion d'actifs, issu de la fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion.

Wafa Gestion gère plusieurs OPCVM couvrant l'ensemble des classes d'actifs, pour le compte d'investisseurs institutionnels, de grandes entreprises et de particuliers.

Au titre de l'exercice 2007, Wafa Gestion a réussi à avoir plus de 650 nouveaux clients avec une production de 600 millions de dirhams malgré le contexte défavorable du marché lié essentiellement à la hausse des taux obligataires lesquels ont augmenté sur les maturités courtes et moyenne..

Wafa Gestion a clôturé l'année sur un encours géré de 42,5 milliards de dirhams. Son résultat net ressort à 71,5 millions de dirhams, en hausse de 13,9% par rapport à l'année 2006.

Données au 31/12/2007	
Dénomination sociale	Wafa Gestion
Siège social	163, Avenue Hassan II –Casablanca
Nombre de titres détenus	26 400
Montant du capital détenu	2 640 000 Dh
% de capital détenu	66,0% *
% des droits de vote	66,0%
Chiffre d'affaires	262,2 Mdhs
Résultat net	71,5 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	65,5 Mdhs

Source : Attijariwafa bank - * 34% détenus par Crédit Agricole Asset Management, filiale gestion d'actifs du Crédit Agricole-France.

Wafa Investissement - Attijari Invest

Wafa Investissement gère les participations en capital-risque. En terme d'activité, Wafa Investissement a réalisé la cession de sa filiale SIFAP pour un montant de 24 Mdh, la restructuration financière de la Compagnie Industrielle du Lukus (CIL) et la prise de participation dans Mifa Télécom.

Wafa Investissement a connu, début 2007, une restructuration financière au terme de laquelle le capital social a été porté à 55 Mdh.

Constituée en 2005, Attijari Invest est la filiale d'Attijariwafa bank destinée à offrir aux investisseurs des instruments financiers à forte rentabilité tout en maîtrisant les risques liés à de tels placements. Elle a pour mission le montage, la mise en place puis la gestion de fonds d'investissement. Au cours de l'exercice 2005, la structure a procédé au lancement de deux fonds d'investissement :

- Agram Invest : d'une taille de 200 Mdh, dédié à l'agro-industrie ;
- Fonds Igrane : d'une taille de 126 Mdh, destiné à la région Souss Massa Drâa.

Au terme de l'exercice 2006, Attijari Invest a bouclé en partenariat avec Emerging Markets Partnership (EMP Africa), le fonds Moroccan Infrastructure Fund, doté d'une enveloppe d'1 Mrd dh avec un

premier closing à 800 Mdhs. Par ailleurs, Attijari Invest a bouclé le fonds Igrane, avec un premier closing à 120 Mdh.

En 2007, le fonds Moroccan Infrastructure Fund a pris une participation de 27,5% dans le capital de CMT (Compagnie minière de Touissit).

Données estimées au 31/12/2007		
Dénomination sociale	Wafa Investissement	Attijari Invest
Siège social	163, Avenue Hassan II - Casablanca	163, Avenue Hassan II - Casablanca
Nombre de titres détenus	550 000 actions	50 000 actions
Montant du capital détenu	55 000 000 Dh	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%	100,0%
% des droits de vote	100,0%	100,0%
Chiffre d'affaires	1,0 Mdh	29 Mdh
Résultat net	-1,37 Mdh	10,9 Mdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007	Néant	Néant

Source : Attijariwafa bank

II.5. Relations entre Attijariwafa bank et ses filiales :

Les principales conventions régissant les relations entre Attijariwafa bank et ses filiales se présentent de la manière suivante :

Services rendus par Attijariwafa bank à ses filiales

- **Attijari bank Tunisie** (convention d'assistance technique)
 - Stratégie, marketing et communication ;
 - Système d'information ;
 - Juridique, comptabilité et ressources humaines ;
 - Logistique et achats ;
 - Gestion des risques de contrepartie, opérationnels et de marché ;
 - Procédure et organisation ;
 - Qualité
- **Wafa Assurance**
 - Vente des produits de prévoyance et d'épargne par le réseau Attijariwafa bank rémunérée par des commissions d'apport ;
 - Exploitation d'économies d'échelle au sein du groupe.
- **Wafacash**
 - Assistance technique ;
 - Accompagnement stratégique ;
 - Fourniture de prestations de services.
- **Wafa Gestion**
 - Bénéficie du réseau Attijariwafa bank ;
 - Gestion du portefeuille d'Attijariwafa bank ;
 - Management fees.

Enfin, les filiales ont recours aux principaux produits bancaires commercialisés par la banque pour leur besoin personnel (facilités de caisse, crédits d'investissement, crédits de trésorerie...)

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de plusieurs contrats de location de bureaux avec ses filiales. Le tableau suivant résume les loyers perçus par les principales filiales en 2007 :

Filiale	Loyer annuel – KDh	Début du loyer
Attijari Factoring	198	01/08/2001
Attijari Finances Corp.	1 186	01/07/2006
Attijari Intermédiation	445	01/07/2006
Attijari Invest	734	01/07/2006
Attijari Protection	24	01/01/2004
CAPRI	180	30/05/2003
Wafa Gestion	429	01/06/1999
Wafa Investissement	12	01/06/1991
Wafa Immobilier	1 217	2006 - 2007
Wafa Patrimoine	96	01/01/2002
Wafa Systèmes Consulting	120	01/10/1998
Wafa Cash	1 007	11/09/2000
Wafasalaf	1 722	01/04/2000

Source: Attijariwafa bank

III. ACTIVITE

III.1. Aperçu du secteur bancaire

III.1.1. Cadre réglementaire

Les établissements financiers sont placés sous le contrôle et la supervision de Bank Al Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé un ensemble de réformes qui se sont traduites par une refonte de la loi bancaire orientée vers la libéralisation et la modernisation du secteur (libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire...). Dans ce cadre, la loi bancaire 1967 révisée en 1993 a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et qui a été promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006). La nouvelle loi vise l'élargissement des pouvoirs de Bank Al Maghrib, lui conférant plus d'indépendance, renforçant sa réglementation et appuyant son rôle de supervision et de contrôle. Bank Al Maghrib est habilité dorénavant à octroyer ou retirer les agréments ou encore à s'opposer à la nomination de personnes ne remplissant pas les conditions requises au sein des instances d'administration ou de direction des établissements de crédit.

En outre, un plan d'action a été décidé afin d'appliquer au secteur bancaire marocain les normes IAS/IFRS à partir de 2008. L'objectif de ce plan d'action est de répondre aux besoins des différents opérateurs du marché en terme d'information financière. Jusqu'à fin mai 2006, les travaux menés par la commission mixte Bank Al Maghrib/GPBM et des groupes techniques ont porté notamment sur la délimitation du périmètre d'application du projet IAS/IFRS, le réaménagement de l'architecture du Plan Comptable des Etablissements de Crédit, l'impact des changements induits par certaines normes et le rapprochement entre certaines normes IAS/IFRS et les accords de Bâle II.

Concernant la mise en œuvre des principes fondamentaux du comité de Bâle, la nouvelle loi bancaire adoptée en 2006 offre le cadre adéquat afin que les banques se mettent en conformité avec ceux-ci. Ainsi, le calendrier de transposition de Bâle II, arrêté d'un commun accord avec la profession bancaire, prévoit l'adoption en 2007 des approches standards pour les trois catégories de risque du premier pilier du nouveau dispositif (risque de marché, risque opérationnel et risque de crédit).

Les modalités d'application de la loi sont fixées principalement par les circulaires du gouverneur de BAM et accessoirement par les arrêtés du ministre des finances.

Dans la nouvelle loi bancaire, c'est le gouverneur de BAM qui fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels. Ceci dit, si la loi bancaire a été promulguée par dahir le 14 février 2006, les circulaires d'application ne sont pas encore disponibles, ce qui revient à dire que les textes applicables en matière de règles prudentielles sont toujours les arrêtés du ministre chargé des finances et les circulaires de BAM en vigueur avant la promulgation de la loi 34-03 par le Dahir 1-05-178.

Ces règles prudentielles permettent de mieux gérer les risques liés à une insuffisance des ressources liquides des sociétés, à une insolvabilité et à la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de bénéficiaires.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité (ou Ratio Cooke)	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature	=> 8%
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés	=> 100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque	=< 20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 16,5% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leur liquidité sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 16,5%	= 16,5%
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Depuis le renforcement du régime de couverture par les provisions des créances en souffrance en décembre 2002, (sortie de la circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, respectivement à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100%	= > 20%, ou 50%, ou 100%

III.1.2. Activité du secteur bancaire

A fin 2005, le secteur bancaire marocain comprend 16 institutions⁸ (contre 17 en 2004) suite à la fusion-absorption de la BMAO par le Crédit Agricole du Maroc. Après le retrait d'agrément à la BNDE, opéré au début de l'année 2006, ce nombre est passé à 15.

A fin 2005, Les banques étrangères sont fortement présentes dans les capitaux des banques privées. Ainsi, BNP Paribas contrôle 65,1% de la BMCI, Société Générale France possède 51,6% de la SGMB, Crédit Agricole SA contrôle 52,6% du CDM, le groupe CIC détient 10% de BMCE Bank, l'espagnol Caja De Ahorros Del Mediterraneo⁹ contrôle 5% du capital de BMCE Bank et Grupo Santander possède 14,6% du capital d'Attijariwafa bank.

La consolidation récente du secteur a mené à une forte concentration de ce dernier avec six grandes banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE bank, BMCI, SGMB, CDM) contrôlant 82,8% des crédits et 86,4% des dépôts en 2007.

⁸ Source : Rapport annuel de Bank Al Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2005.

⁹ Caja De Ahorros Del Mediterraneo est le quatrième établissement bancaire d'épargne en Espagne en termes de dépôts, de crédits et de résultat consolidé. Il est présent aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, à Cuba, en Suisse, en République Dominicaine, en Chine, en Pologne et au Mexique à travers un réseau de 1 000 agences.

Les trois derniers exercices ont été marqués par les faits suivants :

- Le rachat par Attijariwafa bank, en consortium avec Grupo Santander, de 53,54% de la Banque du Sud en Tunisie ;
- La cession par la BCP de 20% du capital du CIH au profit de la CDG ;
- La prise de participation par le groupe français Caisse d'Épargne de 35% du holding Massira Capital Management, qui contrôle 67% du capital de CIH. Les 65% restants appartiennent à la CDG ;
- L'acquisition par Caja De Ahorros Del Mediterraneo de 5% du capital de la BMCE.

Bank Al-Maghrib a poursuivi en 2006 les efforts destinés à aligner le secteur bancaire national, au niveau de sa gestion globale, sur les meilleurs standards mondiaux. Ainsi, des avancées importantes ont été réalisées au titre de la consolidation de la solidité et de la rentabilité du système bancaire, de même qu'en matière de règles comptables et prudentielles. En outre, des progrès notables ont été accomplis dans le domaine de l'assainissement du pôle bancaire public et au niveau des créances en souffrance inscrites au bilan des banques.

En 2007, l'activité des banques a progressé à un rythme soutenu par rapport à 2006. Cette croissance a reposé, à l'actif, sur l'accroissement des crédits lié notamment à l'essor des prêts immobiliers et au financement d'opérations exceptionnelles de privatisation, et au passif, sur l'augmentation des dépôts de la clientèle favorisée par l'élargissement du réseau bancaire.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales s'est établi à 330,2 Mrds dh en 2005, 387,9 Mrds dh à fin 2006 et 461,4 en 2007, en progression de 17,5% en 2006 et de 18,9% en 2007.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de 180,5 Mrds dh en 2005, 213,3 Mrds dh en 2006 et 297,8 Mrds en 2007, continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires avec en moyenne 55,7% des ressources collectées.

Dépôts

L'activité bancaire se caractérise par une forte concentration. Six grandes banques collectent près de 86,4% du total des dépôts de clientèle.

Ainsi, les parts de marché en terme de ressources des 6 principaux acteurs bancaires sur le marché marocain pour l'année 2007, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Dettes envers les établissements de crédit	13,50%	40,34%	36,81%	3,53%	0,15%	3,41%	97,75%
Dépôts de la clientèle	26,38%	26,27%	13,86%	7,76%	5,58%	7,66%	87,52%
Titres de créances émis	9,65%	0,00%	0,00%	33,03%	6,56%	19,93%	69,17%
Total ressources	25,60%	25,24%	13,40%	8,55%	5,56%	8,06%	86,41%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Les quatre premières banques collectent près de 72,8% des dépôts du marché. Attijariwafa bank se positionne en tête de liste avec une part de marché de 25,6%, suivie de la BCP avec une part de marché de 25,24%.

Crédits

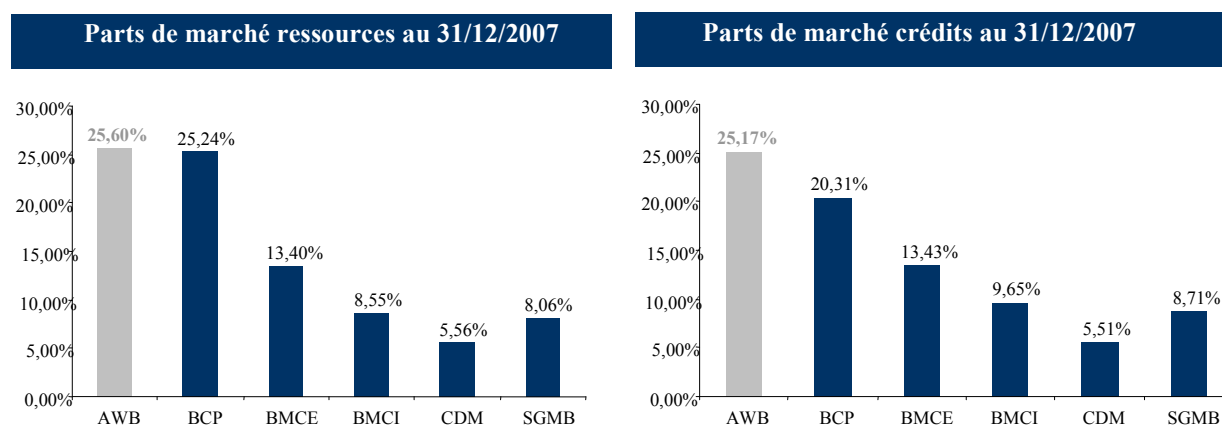
Les six plus grandes banques commerciales du pays distribuent 82,78% du total des engagements.

Le tableau ci-dessous résume les parts de marché, au niveau des crédits à l'économie, des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2007 :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Créances sur les sociétés de financement	34,69%	18,45%	18,15%	6,87%	4,28%	16,02%	98,46%
Créances sur la clientèle	24,09%	20,52%	12,89%	9,97%	5,65%	7,88%	81,00%
Total crédits	25,17%	20,31%	13,43%	9,65%	5,51%	8,71%	82,78%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

A fin 2007, Attijariwafa bank détient une part de marché de 25,1%, suivie de la BCP et de la BMCE avec respectivement 20,3% et 13,4% de part de marché. La part de marché cumulée des 4 plus grandes banques commerciales du Royaume (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, BMCI) en matière de crédits s'élève à 68,56%.



Source : GPBM - PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Engagements hors bilan

En cumulé, les six premières banques marocaines représentent 91,07% des engagements donnés par l'ensemble des banques.

Les parts de marché au niveau des engagements hors bilan des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2007, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Total des engagements donnés	26,50%	12,84%	24,07%	13,65%	5,11%	8,89%	91,07%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines

A fin 2007, le cumul des parts de marché des 4 plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements hors bilan s'élève à près de 77,06%. Attijariwafa bank détient une part de marché de 26,5% suivie de la BMCE et de la BMCI.

III.1.3.Évolution des ressources

Les dépôts de la clientèle des banques commerciales ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Dettes envers les établissements de crédit ⁽¹⁾	2 991,40	4 642,20	3 568,04	55,20%	-23,14%
Dépôts de la clientèle	325 122,00	378 055,10	444 941,83	16,30%	17,69%
Comptes chèques*	135 467,30	157 806,30	191 218,83	16,50%	21,17%
Comptes courants*	45 093,50	55 509,70	74 166,22	23,10%	33,61%
Comptes d'épargne	43 717,60	47 932,50	52 863,81	9,60%	10,29%
Dépôts à terme	91 305,90	105 852,20	112 477,52	15,90%	6,26%
Autres dépôts et comptes créditeurs*	9 537,80	10 954,40	14 215,45	14,90%	29,77%
Titres de créances émis ⁽²⁾	2 057,80	5 246,30	12 848,80	>100,0%	> 100%
Total ressources	330 171,20	387 943,60	461 358,66	17,50%	18,92%

Mdh - Source : GPBM

⁽¹⁾ Y compris les emprunts financiers extérieurs

⁽²⁾ Certificats émis + emprunts obligataires émis

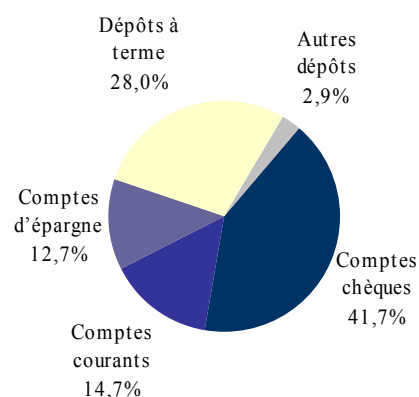
* Dépôts non rémunérés

Commentaires

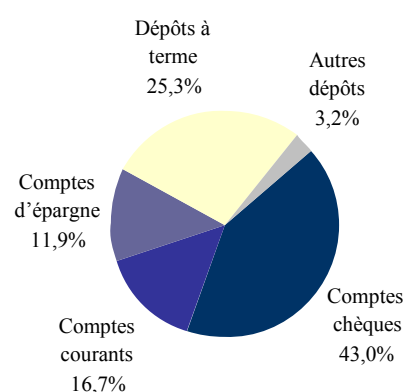
- **Evolution** : L'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) s'établit à 461,4 Mrds dh à fin 2007 contre 387,9 Mrds dh l'année précédente, soit une progression de 18,92% vs 17,5% entre 2005 et 2006 ;
- **Structure** : La structure des ressources des banques reste dominée par la part prépondérante des dépôts de la clientèle qui a atteint 96,4% en 2007. La part des titres de créances émis s'est, quant à elle, accrue, passant de 1,4% à 2,8% du total ressources.

Par ailleurs, la progression des dépôts de la clientèle a été marquée par la hausse de la part des dépôts non rémunérés (60,6% du total des dépôts en 2007). En effet, les comptes chèques et les comptes courants représentent près de 59,6% des dépôts de la clientèle en 2007. Ils enregistrent depuis 2004 une évolution positive dont la plus importante concerne les comptes courants avec un encours qui s'établit à 74,2 Mrds dh en 2007 vs 45,1 Mrds dh en 2005, soit une progression de 64,5%.

Répartition des dépôts clientèle (2006)



Répartition des dépôts clientèle (2007)



Source : GPBM

III.1.4.Évolution des emplois

Les crédits clientèle des banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Créances sur les sociétés de financement	22 127,90	27 326,30	42 590,39	23,50%	55,86%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	1 377,80	2 547,20	3 254,91	84,90%	27,78%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	6 044,30	10 728,20	12 252,01	77,50%	14,20%
Prêts financiers	14 695,90	14 041,20	27 080,04	-4,50%	92,86%
Autres	10	9,7	3,43	-2,10%	-64,64%
Créances sur la clientèle	200 437,40	246 865,30	319 813,90	23,20%	29,55%
Crédits de trésorerie	73 445,50	94 123,40	119 263,82	28,20%	26,71%
Crédits à l'équipement	45 726,40	55 880,10	72 691,38	22,20%	30,08%
Crédits à la consommation	10 258,40	13 230,90	18 714,75	29,00%	41,45%
Crédits immobiliers	43 786,30	57 840,70	84 270,20	32,10%	45,69%
Autres crédits	4 619,20	4 406,40	5 088,54	-4,60%	15,48%
Créances en souffrance brutes	22 601,60	21 384,00	19 777,79	-5,40%	-7,51%
Total Emplois	222 565,40	274 191,60	362 404,29	23,20%	32,17%

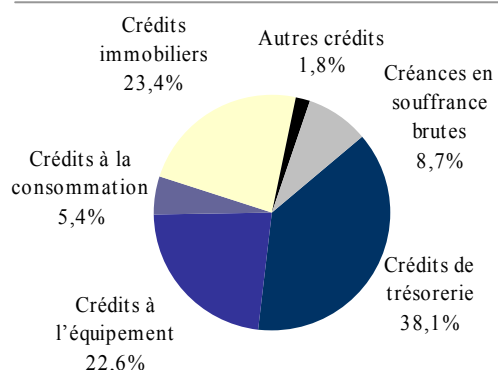
Mdh - Source : GPBM

Commentaires

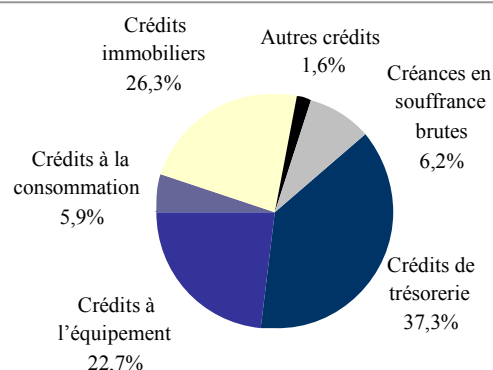
Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 32,17% au cours de la période 2006-2007, pour s'établir à 362,4 Mrds dh :

- L'encours global des crédits par décaissement à la clientèle a marqué, à fin 2007, une hausse de 29,5% à 319,8 Mrds dh. Rapporté à l'encours des crédits, il s'établit à 88,2% en 2007 vs 90,0% en 2006 ;
- La structure des emplois bancaires reste dominée par les crédits de trésorerie qui représentent 119,3 Mrds dh en 2007 et constituent 32,9% de l'encours de crédits ;
- Les crédits à l'équipement et à la consommation cumulés contribuent pour leur part à près de 28,6% aux créances sur la clientèle avec 91,4 Mrds dh en 2007, en hausse de 32,3% par rapport à 2006 ;
- Les crédits immobiliers marquent une progression de 45,7% et représentent 26,3% des créances sur la clientèle au 31/12/2007 (vs 23,4% en 2006). Cette catégorie de crédit connaît, en effet, une évolution sensible en raison de l'orientation de l'ensemble du système bancaire vers le financement de l'immobilier ;
- L'exercice 2007 a été marqué par une amélioration de la contentialité : les créances en souffrance brutes ont enregistré une baisse de 7,5%, atteignant 19,8 Mrds dh. Le taux de contentieux (créances en souffrance brutes/créances sur la clientèle) évolue ainsi de 11,3% en 2005 à 6,2% en 2007.

Répartition des crédits clientèle (2006)



Répartition des crédits clientèle (2007)



Source : GPBM

III.1.5. Évolution des opérations de hors bilan

En 2007, les engagements de financement donnés, formés notamment des engagements en faveur de la clientèle, ont augmenté de 97,6% à 56,9 Mrds dh.

Les engagements de garantie donnés ont progressé de 29,5% à 68,5 Mrds dh.

III.1.6. Évolution des principaux indicateurs d'exploitation

	2005	2006	2007	Var. 06/05	Var. 07/06
Produits d'exploitation bancaire	23 845,3	26 636,0	32 720,0	11,7%	22,8%
Charges d'exploitation bancaire	6 188,2	7 422,3	9 985,4	19,9%	34,5%
Produit net bancaire	17 657,2	19 213,8	22 734,6	8,8%	18,3%
Charges générales d'exploitation	8 728,0	9 266,8	10 484,1	6,2%	13,1%
<i>Dont Amortissements</i>	974,0	1 032,5	1 034,5	6,0%	0,2%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	1 521,2	826,8	2 330,7	-45,6%	181,9%
Résultat net	4 794,3	6 088,2	7 284,0	27,0%	19,6%

Mdh - Source : GPBM – Banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH)

Commentaires

- **PNB** : au terme de l'exercice 2007, le produit net bancaire des banques commerciales a affiché une croissance de 18,32% pour s'établir à 22,7 Mrds. Cette progression est liée à l'accroissement en volume tant de la marge d'intérêt que de la marge sur commissions ;
- **Charges générales d'exploitation** : les charges générales d'exploitation affichent une hausse de 13,1% en 2007 et s'élèvent à 10,5 Mrds dh, soit un coefficient d'exploitation induit de 46,1% en 2007 vs 48,2% en 2006 ;
- **Amortissements** : les amortissements, qui représentent 9,86% des charges générales d'exploitation bancaire en 2007, ont marqué une légère évolution à la hausse de 0,2% entre 2006-2007, pour s'établir à plus de 1,0 Mrds dh ;
- **Provisions** : les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance s'établissent à 2,3 Mrds dh en 2007 marquant une hausse de plus de 100% par rapport à l'année précédente.
- **Résultat net** : le résultat net des banques commerciales s'élève à 7,3 Mrds dh en 2007 contre 6,1 Mrds dh un an auparavant. Ainsi, il enregistre en 2007 une progression de 19,6%, suite aux efforts d'assainissement engagés par les établissements de crédit au cours des trois dernières années.

III.2. Activités d'Attijariwafa bank

En décembre 2007, une nouvelle organisation commerciale a été mise en place afin d'optimiser l'efficacité opérationnelle du groupe et renforcer les synergies entre les différents domaines d'activité.

Le groupe Attijariwafa bank est désormais structuré autour de deux pôles opérationnels correspondant aux principales activités du groupe. Des fonctions support viennent aussi consolider la nouvelle organisation de la banque.

Les deux pôles opérationnels d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- Pôle Banque de détail, réunissant la Banque de l'entreprise, la banque des Particuliers et Professionnels et la Banque des Marocains sans Frontières ;
- Pôle Banque de Financement & Investissement et filiales financières, qui regroupe la « Banque de Financement », les « Services Financiers Spécialisés » et la « Banque de Détail à l'International ». Ce pôle coiffe également la « Banque d'Investissement et des Marchés », composée de la « Banque d'Investissement » et de la « Banque des Marchés ».

III.2.1. Le pôle Banque de détail

Ce pôle, qui regroupe la Banque de l'Entreprise, la Banque des Particuliers et des Professionnels « BPP » et la Banque des Marocains sans Frontières « BMF », représente un marché prioritaire pour la banque.

Banque de l'Entreprise

Attijariwafa bank a opté pour une segmentation qui fait ressortir deux grands portefeuilles : les entités dédiées à la PME qui sont regroupées au sein de la Banque de l'Entreprise et les Grandes Entreprises regroupées au sein de la Banque de Financement.

Ce choix tient compte de la différence des besoins en matière de crédits et de traitement clientèle entre les deux catégories et résulte non seulement de la taille et du chiffre d'affaires, mais aussi de la nature des structures, du mode de management, du secteur d'activité de chaque entreprise, etc.

La Banque de l'Entreprise est organisée autour de 3 réseaux, composés de 20 centres d'affaires.

Cette entité propose des produits et services dédiés aux PME/PMI à travers la cellule financement de l'investissement PME la quelle intervient également tant qu'interface avec la structure en charge de la Gestion Globale des Risques.

Afin de répondre aux exigences des besoins spécifiques de chaque entreprise, la banque de l'Entreprise a tissé des relations de partenariat privilégiés avec les associations professionnelles comme l'AMITH ou la fédération de la PME/PMI, et les instances spécialisées comme l'ANPME, la Caisse marocaine des marchés ou le Caisse Centrale de Garantie.

Principaux indicateurs de la Banque de l'Entreprises

A fin 2007, les principaux indicateurs de la banque de l'entreprise se présentent comme suit :

- Engagements PME : 24,5 Mrds
- Nombre de client PME : 5 491
- Nombre de réseaux de centres d'affaires : 3
- Nombre de centre d'affaires : 20

Banque des Particuliers et des Professionnels

La gamme de produits dédiée à ce marché est très étoffée, et permet de cerner les différents besoins de la clientèle, dont l'exigence ne cesse de croître dans un marché de plus en plus concurrentiel.

A fin 2007, le réseau commercial de la BPP compte 600 agences.

Le réseau de la BPP assure le placement des produits bancaires et financiers classiques, mais aussi parabancaires développés par d'autres entités du groupe : produits d'assurance, de prévoyance, monétique, crédits, etc. :

- Les comptes : compte chèques, compte sur carnet, compte à terme ou dépôt à terme, compte en devise, etc. ;
- La monétique : carte Aisance, carte Mastercard Internationale, carte Gold, carte Joker, Carte Mizane, carte Kesma, etc. ;
- La bancassurance : Age d'or, Assuremprunt, Securicompte, Epargne Retraite Attijari, Activ'Epargne, Assistance Plus, etc. ;
- Les crédits : crédit Miftah, crédit Miftah 1^{er} toit, crédit Miftah Prim¹⁰, crédit express, crédit opportunités, crédit coup de cœur, crédit sérénité, Rasmali, etc. ;
- La banque à distance : Allô mon compte, Attijari Net, Info-Fax, Suimoi.

L'organisation commerciale des agences de la BPP est caractérisée par la segmentation du portefeuille client en fonction de plusieurs critères tels que la nature d'activité (par catégorie socioprofessionnelle),

¹⁰ Crédit immobilier remboursable in fine, couplé à un produit d'épargne retraite, permettant d'épargner tout en remboursant son crédit.

le montant de l'épargne, les mouvements du compte... Ainsi, chaque segment de clients, « grand public » ou « privé » est regroupé au sein d'un portefeuille homogène.

Au titre de l'exercice 2006, la Banque des Particuliers et des Professionnels a concrétisé le projet INMAE - fonds d'un milliard de dirhams pour la promotion de la TPE - avec le montage d'offres pour le financement de projets de TPE :

- Bidaya, un projet d'investissement adossé au programme gouvernemental Moukawalati ;
- Machroue.com, un crédit d'investissement destiné à tous les professionnels dotés d'une expérience significative pour créer leur entreprise ;
- Rasmali, un crédit dédié exclusivement aux petits artisans et commerçants.

Principaux indicateurs de la Banque des Particuliers et Professionnels

Au titre de l'exercice 2007, les principaux indicateurs de la « Banque des Particuliers et Professionnels » se présentent comme suit :

- Part dans les dépôts d'Attijariwafa bank : 75%
- Nombre d'agences : 600
- Nombre de clients : 1 383 254
- Crédits distribués : 24,4 Mrds dh (+50,6%)
- Dépôts de la clientèle : 102,6 Mrds dh (+15,8%)

Banque des Marocains sans Frontières

Plaçant le marché des Marocains Résidant à l'Etranger au cœur de sa stratégie de développement, Attijariwafa bank a mis en place en 2005 une nouvelle « Business Unit », exclusivement dédiée aux besoins spécifiques de cette catégorie de clientèle.

A cet effet, des structures spécialisées ont été mises en place, notamment :

- **Les implantations par pays** : des responsables pays rattachés directement à la direction de la BMF représentent officiellement Attijariwafa bank auprès des autorités de tutelle des différents pays et prennent en charge les activités MRE qu'elles soient retail ou corporate ;
- **les entités de soutien**, de support et de back-office dédiées au marché MRE et basées à Casablanca. Il s'agit des entités « Distribution, Produits, Marchés », « Supports et Moyens » et « Risques et Recouvrement BMF » ;
- « **Attijariwafa bank Europe** » : filiale bancaire en France qui permettra à Attijariwafa bank de déployer ses activités dans toute l'Union Européenne en partant de l'implantation existante dans différents pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Hollande, Allemagne, Grande-Bretagne).

L'année 2006 a été marquée par le développement du réseau de distribution avec l'ouverture de deux nouveaux guichets en France (Lyon et Nice), du bureau d'Almeria et du desk de Valence.

Cette extension du réseau s'est accompagnée par la signature de plusieurs accords avec des banques étrangères, permettant de mettre à la disposition des clients un large réseau pour leurs transferts d'argent vers le Maroc :

- En Espagne, un partenariat a été mis en œuvre avec Grupo Santander et plusieurs conventions ont été signées avec la Caixa Catalunya, Banco Popular et Caja de Madrid ;
- En Italie, une convention a été conclue avec Gruppo MPS, constitué de la Banque Monte Dei Paschi de Siena, de Banca Toscana et de Banca Agricola Mantovana ainsi qu'avec la Banque Unicredito ;
- En Hollande, une convention a été signée avec DHB Bank.

Principaux indicateurs de la Banque des Marocains sans Frontières

- Comptes chèques MRE : 17,9 Mrds dh (+18,5%)
- Volume des transferts : 4,8 Mrds dh (+28,8%)
- Nombre de réseaux : 8 réseaux MSF (Moyen Orient, France, Belgique, Hollande, Espagne, Allemagne, Angleterre, Italie)
- Nombre de comptes MRE : 471 454

III.2.2. Le pôle Banque de Financement & Investissement et filiales financières

La banque de financement & investissement et filiales financières regroupe la banque de financement, les services financiers spécialisés et la banque de détail à l'international. Ce pôle coiffe également la banque d'investissement et des marchés, composée de la banque d'investissement et de la banque des marchés.

Banque de Financement

La Banque de Financement opère sur le segment des grandes entreprises.

la banque de financement assure la coordination et le pilotage de la relation globale du Groupe avec les grandes entreprises, un segment de clientèle sur lequel la concurrence ne cesse de s'intensifier, imposant un suivi de proximité.

La banque de financement est organisée autour de :

- Une entité « Grandes Entreprises » structurée par secteur d'activité économique ; 12 secteurs sont ainsi identifiés. Au 31.12.2007, les engagements de l'entité « Grandes Entreprises » ont atteint 73,7 Mrds dh, en progression de 29,5% par rapport à l'exercice précédent ;
- Une entité « International » qui a pour principal objectif d'accompagner d'une part les entreprises marocaines dans leur stratégie d'internationalisation et d'autre part les entreprises étrangères ayant un lien d'affaires avec le Maroc ou des projets d'investissement dans le pays. La ligne métier International intègre « Attijari International Bank », banque offshore du groupe installée à Tanger.
En septembre 2006, Attijariwafa bank a conclu un partenariat avec US Eximbank, banque fédérale chargée de promouvoir les exportations américaines dans le monde. L'objectif de ce partenariat est de proposer des formules de financement et d'accompagnement privilégiées pour l'importation des biens d'équipement américains et pour la canalisation d'investissements américains dans la région, réalisés par des opérateurs maghrébins et ouest africains. A travers ce partenariat, Eximbank accordera sa garantie pour le financement des projets retenus par Attijariwafa bank ;
- Une entité « Gestion des flux » ayant pour objectif de mettre en place des produits et des services innovants qui répondent aux attentes de la clientèle ;
- Une entité « Financement de l'investissement », créée fin 2004 et entièrement dédiée aux besoins de financement à moyen et long terme de la clientèle Grandes Entreprises. Cette structure s'articule autour de trois lignes de métiers : la « Promotion de l'Investissement », le « Financement de projets » et le « Financement du Tourisme et de la Promotion Immobilière » ;
Parmi les principaux financements bouclés en 2006, l'opération de swap de la dette de Meditel, le financement de la modernisation de la raffinerie de Mohammedia de la Samir ainsi que le financement structurel et récurrent au niveau de certains organismes publics.
Dans le secteur touristique en particulier, cette entité a accompagné plusieurs opérateurs internationaux (Four Seasons, Banyan Tree, etc.) ainsi qu'un certain nombre d'opérateurs immobiliers à travers la mise en place de montages combinant le financement de l'hôtellerie, de la promotion immobilière et de cautions VEFA¹¹.
- Une entité « Conventions Personnel Entreprise » ayant pour vocation de constituer un levier de production, d'accompagner et de fidéliser les relations grandes entreprises, d'activer et de recenser de manière permanente toutes les niches de synergies internes au sein du groupe Attijariwafa bank.

¹¹ Vente en l'état futur d'achèvement.

En février 2007, Attijariwafa bank a lancé Online Trade, une solution basée sur Internet qui permet au client de réaliser ses opérations de commerce international en ligne.

Principaux indicateurs de la Banque de Financement

A fin 2007, les principaux indicateurs de la banque de financement se présentent comme suit :

- Engagements GE : 73,7 Mrds dh
- Nombre de clients GE : 841
- Nombre de réseaux de centres d'affaires : 1
- Nombre de centres d'affaires : 4

Services financiers spécialisés

Ce domaine regroupe :

Offre Produits	
Services Financiers Spécialisés	Crédit à la consommation (Wafasalaf) Financement immobilier (Wafa Immobilier) Transfert d'argent (Wafacash) Location longue durée (Wafa LLD) Leasing (Wafabail) Factoring (Attijari Factoring)

Le Groupe Attijariwafa bank dispose d'une offre para-bancaire complète via ses filiales spécialisées (crédit à la consommation, crédit immobilier acquéreur et crédit-bail). Elles constituent un relais de croissance significatif dans le développement du Groupe.

Principaux indicateurs des filiales financières à fin 2007

A fin 2007, les principaux indicateurs des filiales financières se présentent comme suit :

- Indicateurs des Services Financiers Spécialisés :

Wafasalaf	Wafa Immobilier	Wafacash	Wafa LLD	Wafabail	Attijari Factoring
571 collaborateurs 32 agences propres	226 collaborateurs 63 311 clients	183 collaborateurs 267 agences dédiées	30 collaborateurs 3 124 véhicules gérés	70 collaborateurs	18 collaborateurs
Encours brut : 10,3 Mrds dh	Encours sain : 18,2 Mrds dh	Volume cash : 8,47 Mrds dh		Encours : 5,6 Mrds dh	Encours financement : 346,7 Mdh

Bank de détail à l'international

Ce domaine regroupe :

Filiales	
Banque de détail à l'international	Attijari bank Tunisie Attijari bank Sénégal

En relation avec l'entité Stratégie & Développement et Attijari Finances Corp, la BDDI contribue activement à la mise en œuvre de la stratégie de développement du Groupe, en initiant des opérations de prospection des opportunités d'implantation et de développement de marchés cibles.

Veillant à l'harmonisation globale des Process adoptés, la BDDI a déployé un modèle d'organisation et de gouvernance conforme aux pratiques et valeurs d'Attijariwafa bank. Grâce au soutien du groupe et aux nombreuses synergies, la BDDI veille par ailleurs au développement de l'ensemble des métiers de la banque et des activités para-bancaires. Organisée autour de trois entités, à savoir, Développement, Tutelle & Animation et Support & Moyens, la BDDI s'est dotée d'équipes projets pluridisciplinaires pour la mise en œuvre et la réussite de nouveaux chantiers.

III.2.3. Banque d'Investissement et des marchés

La Banque d'Investissement et des marchés dépend du pôle Banque de financement & Investissement et filiales financières. Elle regroupe les activités de marché, de financement et de conseil.

		Offre Produits
Banque d'Investissement	Corporate Finance	Conseil en fusion-acquisition, origination de dette privée, introduction en bourse, activités de marché primaire Actions (Attijari Finances Corp.).
	Capital Investissement	Participation en capital risque, gestion de fonds d'investissement, conseil en restructuration et mise à niveau.
	Gestion d'actifs	SICAV et FCP (Wafa Gestion)
	Intermédiation boursière	Investissement en actions (Attijari Intermédiation).
Banque des Marchés	Marché des capitaux (Salle des Marchés)	- Produits de taux et de change, dérivés de change et matières premières, structuration financière. - Produits de financement et d'investissement : crédits spots, financements en devises, placements dans des opérations de pension, acquisition sur le marché primaire et secondaire, commercialisation de Bons du Trésor et de titres de créances.
	Custody	Interface commerciale des investisseurs pour l'ensemble des services titres.

Principaux indicateurs de la Banque des Marchés et d'Investissement

A fin 2007, les principaux indicateurs de la « Banque d'Investissement » se présentent comme suit :

- Indicateurs d'activité Corporate Finance :
 - Volume de transaction émission d'actions : 4,9 Mrds dh
 - Volume de transaction émission d'obligations : 7,2 Mrds dh
 - Volume de transaction opérations stratégiques : 6,5 Mrds dh
- Indicateurs d'activité gestion d'actifs :
 - Encours sous gestion : 46 Mrds dh
- Indicateurs d'activité intermédiation boursière :
 - Volume de transactions annuel : 97 Mrds dh

III.3. Évolution des indicateurs d'exploitation

III.3.1.Évolution des crédits

Sur les trois dernières années, l'encours des crédits clientèle par type de crédits a évolué comme suit :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Créances sur la clientèle	53 692,9	68 934,3	87 759,8	28,4%	27,3%
Crédits de trésorerie et à la consommation	27 196,9	34 590,2	43 488,6	27,2%	25,7%
Crédits à l'équipement	12 551,8	16 237,8	18 663,9	29,4%	14,9%
Crédits immobiliers	10 306,4	15 514,9	22 857,3	50,5%	47,3%
Autres crédits	666,9	127,5	1 417,1	-80,9%	>100%
Créances acquises par affacturage	1 248,7	982,8	427,6	ns	-56,5%
Créances en souffrance nettes de provision	1 202,5	792,4	228,1	-34,1%	-71,2%
Intérêts courus à recevoir	519,7	688,9	677,2	32,6%	-1,7%

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

L'encours des crédits clientèle a connu une évolution de 27,3% en 2007, sous l'effet d'une croissance soutenue, liée à l'effort commercial de la banque dans la plupart des segments d'activité (crédits de trésorerie et à la consommation (+25,7%), crédits à l'équipement (+14,9%) et crédits immobiliers (+47,3%)).

Par ailleurs, la banque a poursuivi son effort d'assainissement de son encours clientèle, les créances en souffrance ayant enregistré une baisse de 71,2%.

La structure des crédits d'Attijariwafa bank par segment de clientèle se présente comme suit :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Créances par décaissements nets *					
Secteur public	308	1 929	2 222	>100,0%	15,17%
Entreprises financières	1 573	365	2 493	-76,80%	>100,0%
Entreprises non financières	38 478	52 436	62 442	36,30%	19,08%
Autre clientèle**	13 334	14 203	20 604	6,50%	45,07%
Total crédits par décaissements nets***	53 693	68 934	87 760	28,40%	27,31%

* Hors provisions et hors crédits sur sociétés de financement

** Particuliers, commerçants

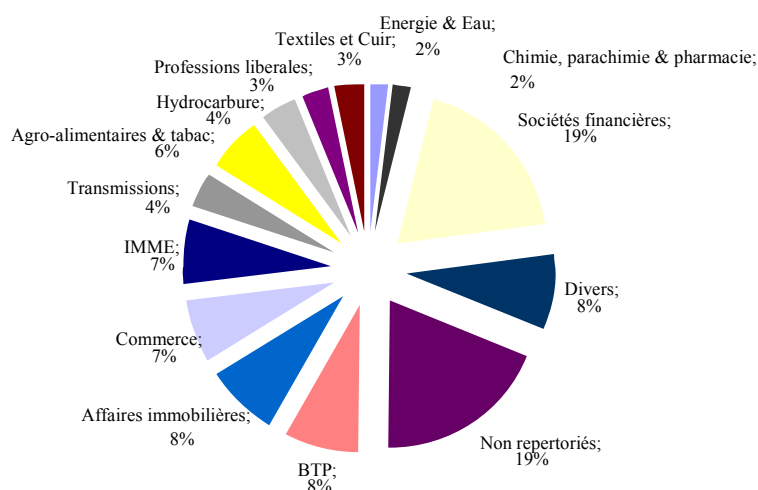
*** Y compris intérêts courus à recevoir

Mdh- Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

Attijariwafa bank est particulièrement présente sur le segment des entreprises non financières qui représente près de 71,2% des crédits octroyés à la clientèle au 31/12/2007.

Par ailleurs, la ventilation des crédits d'Attijariwafa bank par secteur d'activité fait ressortir les pondérations suivantes :

- Les établissements financiers représentant 19% du total des crédits ;
- Le BTP représentant 8 % du total des crédits ;
- Le commerce s'affiche à 7% du total ;
- Les I.M.M.E¹² représentent 7% du total, les hydrocarbures 4% et l'agro-alimentaire & tabac 6% ;
- Les non-répertoriés représentent 19% du total des encours crédits.



Source : Attijariwafa bank

En 2007, la ventilation des crédits par région se présente comme suit :

	2007
Réseau Casablanca	73,5%
Réseau Rabat	9,7%
Réseau Fès-Meknès	4,7%
Réseau Nord	3,4%
Réseau Centre Rif Oriental	1,9%
Réseau Souss Sahara	3,2%
Réseau Sud	3,5%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

La répartition des crédits par zone géographique montre une concentration sur la région de Casablanca (73,5%) suivie de la région de Rabat (9,7%) et celle de Fès-Meknès alors que la région du Centre Rif Oriental représente 1,9% du total des crédits distribués.

¹² Industries métallurgiques, mécaniques et électriques

III.3.2.Évolution des dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur les trois dernières années :

	2005	2006	2007	Var. 06/05	Var. 06/07
Comptes à vue créditeurs	54 993,5	64 616,9	80 644,6	17,5%	24,8%
Comptes d'épargne	12 515,1	13 358,8	14 631,7	6,7%	9,5%
Dépôts à terme	26 237,9	38 324,7	35 106,5	46,1%	-8,4%
Autres comptes créditeurs	4 389,0	4 152,2	5 605,0	-5,4%	35,0%
Intérêts courus à payer	339,8	452,3	431,9	33,1%	-4,5%
Total dépôts	98 475,3	120 904,9	136 419,7	22,8%	12,8%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée

Les dépôts de la clientèle Maroc, ont totalisé 136,4 milliards de dirhams, en progression de 12,8% comparé à l'année précédente. Cette évolution recouvre un accroissement de 25,2% des ressources non rémunérées et une baisse volontaire de 3,8% des ressources rémunérées (AWB a fait le choix d'une sélection stricte de sa clientèle). Attijariwafa bank se maintient en première position avec une part de marché de 26,5%.

L'encours des dépôts par segment de clientèle a évolué comme suit :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Dépôts					
Secteur public	575	3 575	2 963	>100,0%	-17,11%
Entreprises financières	3 251	6 912	8 925	>100,0%	29,1%
Entreprises non financières	24 420	32 232	34 579	32,00%	7,3%
Autre clientèle	70 230	78 185	89 952	11,30%	15,1%
Total dépôts*	98 476	120 905	136 420	22,80%	12,83%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée - * y compris intérêts courus

En terme de structure du portefeuille client, la part de la catégorie « Autre clientèle », constituée de la clientèle de particuliers (commerçants, professions libérales...) s'établit à 65,9% de l'encours des dépôts clientèle en 2007.

La ventilation des dépôts par région en pourcentage de l'encours global se présente comme suit :

	2007
Réseau Casablanca	44,3%
Réseau Rabat	12,0%
Réseau Fès-Meknès	8,6%
Réseau Nord	8,7%
Réseau Centre Rif Oriental	14,7%
Réseau Souss Sahara	5,4%
Réseau Sud	6,3%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

III.3.3.Évolution des engagements par signature

L'encours des engagements par signature a évolué comme suit sur les 3 dernières années :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Engagements en faveur de la clientèle	17 687	22 437	27 374	26,90%	22,01%
Engagements en faveur des intermédiaires financiers	3 692	3 302	6 352	-10,60%	92,38%
Total engagements par signature	21 379	25 739	33 727	20,40%	31,03%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc

Les crédits par signature ont évolué de 31,03% par rapport à 2006 passant de 25,7 Mrds dh à 33,7 Mrds dh. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des cautions, avals et garanties en faveur de la clientèle et des engagements en faveur des intermédiaires financiers.

III.3.4. Réseau de distribution

L'organisation du réseau de distribution est fondée sur le concept de points de vente spécialisés, aménagés en espaces de vente et de conseil et privilégiant une gestion ciblée de la relation client. Ce concept prévoit un réseau réparti, d'une part en agences dédiées à la clientèle des particuliers et professionnels (600 agences) et d'autre part, en agences consacrées aux entreprises (24 centres d'affaires), avec pour chacune, des équipes et une organisation spécifiques.

Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif d'ouvrir 120 agences en 2008.

Le réseau de distribution d'Attijariwafa bank au cours des trois années se présente de la manière suivante :

	2005	2006	2007
Guichets permanents	519	543	624
Guichets périodiques	3	3	1
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	317	494	550
Succursales et agences à l'étranger	7	7	9
Bureaux de représentation à l'étranger	24	31	34
Total	870	1 078	1 218

Source : Attijariwafa bank

IV. CAPITAL HUMAIN

Dans le domaine des ressources humaines, 2007 a été l'année de réalisation des principaux projets qui ont transformé les modes de gestion du Capital Humain : création de la fonction Gestion des Carrières, renforcement de la fonction Formation, modernisation de la gestion administrative et sociale par la mise en place de systèmes d'information performants.

Pour accompagner et anticiper le développement du Groupe, favoriser le développement des compétences et des talents et enrichir son expertise, la Gestion des Carrières a pour objectif de répondre à la fois aux besoins de l'entreprise et aux aspirations des salariés en terme de développement professionnel et de progression au sein du Groupe.

En matière de formation, les orientations adoptées en 2006, ont été concrétisées avec, d'une part, l'Académie Attijariwafa bank qui généralise à toutes ses jeunes recrues la formation aux métiers et favorise la mobilité des collaborateurs grâce à l'acquisition ou au renforcement de leurs compétences et, d'autre part, les Cycles Structurants qui sont des rendez-vous réguliers de formation, depuis l'intégration du collaborateur et tout au long de sa carrière professionnelle.

Par ailleurs, un important projet a été lancé pour mettre en place une nouvelle organisation qui vise la modernisation de la gestion administrative pour le collaborateur, les managers et le Capital Humain.

La modernisation du système d'information RH faisait également partie des priorités et s'est matérialisée par la création d'un site intranet « Mawarid », offrant à l'ensemble des collaborateurs un centre de services en ligne. Une nouvelle version du logiciel Pléiades a été déployée.

Parallèlement, et dans un souci d'apporter une nouvelle source de motivation à ses collaborateurs, Attijariwafa bank leur a proposé, en novembre 2007, la deuxième Offre Publique de Vente du programme d'Actionnariat Salarié validé par les instances de la banque, portant ainsi à 2,48% du capital, la part détenue par les collaborateurs du Groupe.

IV.1. Effectifs

Evolution récente des effectifs de la banque

L'évolution récente du personnel de la banque se présente comme suit :

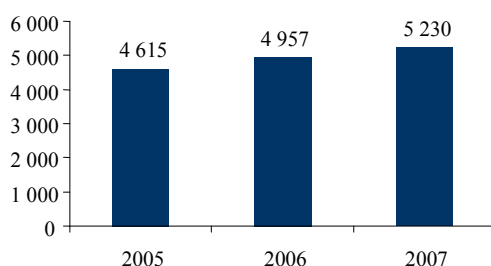
	2005	2006	2007	Var. 06/05	Var. 07/06
Effectif permanent	4 615	4 957	5 230	7,4%	5,5%
Cadres	1 757	2 053	2 249	16,8%	9,5%
Gradés	2 643	2 853	2 944	7,9%	3,2%
Employés	215	51	37	-76,3%	-27,5%
Effectif temporaire	58	ns	75	ns	ns
Total	4 673	4 957	5 305	6,1%	7,0%

Source : Attijariwafa bank

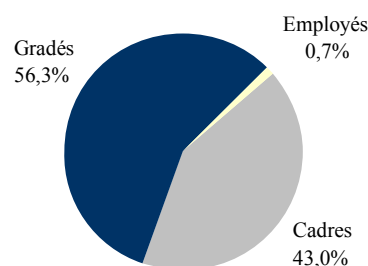
Au 31 décembre 2007, le niveau des effectifs permanents gérés par Attijariwafa bank s'établissait à 5 230 collaborateurs, représentant une augmentation de 5,5% par rapport à 2006, liée à la politique de recrutement de la banque pour accompagner le développement de ses activités.

En 2007, le nombre de cadres représente 43% des collaborateurs permanents de la banque et a connu une progression de 9,5% par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de gradés a évolué de 3,2% et celui des employés a encore baissé, pour ne représenter que 0,7% de l'effectif total d'AWB.

Evolution de l'effectif permanent de AWB



Structure hiérarchique de l'effectif permanent en 2007



Source : Attijariwafa bank

Structure de l'effectif

L'évolution de la structure des effectifs du groupe Attijariwafa bank se présente comme suit :

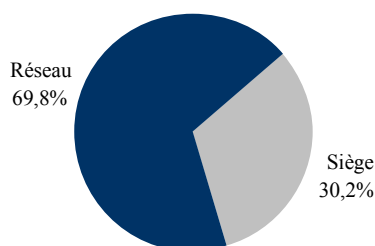
	2005	2006	2007	Var. 06/05	Var. 07/06
Banque	4 615	4 957	5 230	7,4%	5,5%
Siège	1 436	1 560	1 581	8,6%	1,3%
Réseau	3 179	3 397	3 649	6,9%	7,4%
Réseau extérieur	1 574	1 745	1 975	10,9%	13,2%
Filiales	1 360	1 502	1 653	10,4%	10,1%
Total	7 549	8 204	8 858	8,7%	8,0%

La progression des effectifs du groupe a été liée à la poursuite du développement axé sur des métiers cibles et dans des zones géographiques porteuses de croissance.

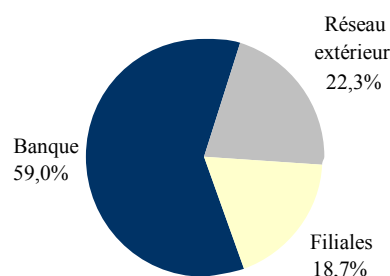
Les effectifs du réseau extérieur ont continué de progresser, pour atteindre 1 975 collaborateurs en 2007, soit une évolution de 13,2%.

En ce qui concerne les filiales, la progression des effectifs est constante et se maintient à 10,1% par rapport à l'exercice 2006.

Structure des métiers de AWB en 2007



Répartition des effectifs du groupe AWB en 2007



Source : Attijariwafa bank

La structure des métiers de la banque fait ressortir un pourcentage de près de 70% des collaborateurs affectés au réseau des agences contre 30,2% affectés au siège. En 2007, la progression de l'effectif réseau a atteint 7,4% alors que celle de l'effectif siège était de 1,3%.

La répartition par âge des effectifs du groupe Attijariwafa bank se présente comme suit :

Tranche d'âge	H	F	Total
25 ans et moins	618	469	1 087
de 26 à 35 ans	980	566	1 546
de 36 à 45 ans	776	341	1 117
de 46 à 55 ans	791	331	1 122
plus de 55 ans	281	77	358
Total	3 446	1 784	5 230

Turnover

Le turnover durant l'exercice 2007 se présente comme suit :

	2007
Recrutement net	273

Source : Attijariwafa bank

Le maintien de la politique de recrutement au sein de la banque a permis de couvrir les besoins du développement du réseau, tout en anticipant le renouvellement naturel des collaborateurs.

IV.2. Politique sociale

Au courant de l'année 2007, Attijariwafa bank a développé les domaines d'activité de sa politique sociale :

- Prêts au personnel au 31/12/2007
Une grande majorité des collaborateurs bénéficie d'un encours de prêt immobilier.
 - Encours prêts immobiliers en KDH : 923 608
 - Encours prêts consommation et OPV en KDH : 709 257
 - Encours prêts sociaux en KDH : 7 068
- Couverture sociale : en juillet 2007, une assurance complémentaire maladie hospitalisation a été mise en place par Attijariwafa bank, pour améliorer davantage la protection de ses collaborateurs.
- Une politique de santé préventive a été déployée :
 - assurant à chaque collaborateur au moins une visite médicale par an
 - proposant des bilans de santé pour les collaborateurs de plus de 50 ans

- sensibilisant l'ensemble des collaborateurs sur des programmes de santé publique par le lancement de la campagne anti-tabac
- Fonds de solidarité : il apporte un soutien financier aux collaborateurs en cas d'événement grave tel que maladie de longue durée sans solde, hospitalisation lourde...
- Restauration collective : deux nouveaux espaces de restauration collective à prestations de services plus élaborées ont été ouverts pour enrichir l'offre aux collaborateurs.
- Pèlerinage à la Mecque : prise en charge chaque année d'un certain nombre de collaborateurs pour l'accomplissement du pèlerinage.
- Centres de vacances, colonies de vacances, Club Attijariwafa bank, Fête d'Achoura...

IV.3. Actionnariat salarié

Du 12 au 26 septembre 2005, Attijariwafa bank a ouvert son capital à l'ensemble des salariés. Le personnel a ainsi souscrit à 172 131 actions sur un total de 201 997 actions proposées, pour un montant global de 153 millions de dirhams, devenant ainsi actionnaire à hauteur de 0,89%.

Au 31.12.2007, les salariés détiennent 2,38% du capital d'Attijariwafa bank.

V. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

V.1. Système d'information

Les chantiers mis en œuvre dans le cadre de la fusion ont permis une revue de l'ensemble des processus opérationnels et dispositifs de contrôle, de suivi et de pilotage, donnant lieu au lancement de projets d'envergure, notamment au niveau de l'organisation commerciale et du management des risques.

L'ensemble des jalons prévus dans le plan d'intégration a été réalisé aux dates prévues. Ainsi de septembre 2004 à Avril 2005, l'organisation des back-offices régionaux -mis en place pour alléger la charge administrative des agences- a été déployée et fonctionne avec les systèmes d'information cibles. En janvier 2005, un nouvel outil CRM (Customer Relation Management) devant permettre d'asseoir une nouvelle organisation commerciale du réseau a été mis en œuvre. Les activités de la salle des marchés ont été intégrées et fonctionnent sous la même plate-forme technologique.

Les développements devant permettre la convergence totale des systèmes d'information ont été clôturés en mars 2005. Ils ont été réalisés dans le cadre d'une stratégie de convergence, basée sur un déploiement progressif sur le réseau, permettant une meilleure maîtrise des risques technologiques ainsi que ceux liés à la gestion du changement. Par ailleurs, les systèmes cibles ont fait l'objet de plusieurs cycles d'homologation ayant pour but de s'assurer de leur complète qualification dans des conditions très proches des conditions opérationnelles réelles afin d'atteindre une parfaite industrialisation du processus de déploiement.

Le système d'information cible est principalement constitué d'un socle technologique et fonctionnel ayant pour origine le système de l'ex-BCM amendé des évolutions permettant d'y intégrer les meilleures pratiques des deux banques. Ce socle est complété par un ensemble de systèmes d'origine ex-Wafabank ayant été conservés. Cette démarche a permis de définir un ensemble stable, ayant déjà démontré ses capacités opérationnelles de fiabilité et de montée en charge garantissant l'absorption des volumes additionnels.

Entamé le 8 avril 2005, avec la phase de simulation des bascules informatiques, le programme d'intégration s'est achevé avec succès le 16 décembre 2005. Le déploiement effectif du système d'information a, quant à lui, démarré le 8 juillet avec le lancement du site pilote à Meknès. Au total ce sont 188 agences et 418 agences dites « non-commerciales » (unités du siège) qui ont basculé dans le nouveau système d'information d'Attijariwafa bank.

Cette démarche, essentielle pour le développement d'Attijariwafa bank, vise à doter le Groupe d'une plate-forme technique à même de porter son projet sur le moyen terme. Dans ce sens, elle doit lui permettre de :

- Prendre en charge les besoins prioritaires de la banque et de ses filiales en matière de fonctionnalités métiers, de réflexion marketing, de contrôle budgétaire, de suivi des risques, de contraintes réglementaires, etc. ;
- Maintenir une croissance soutenue ;
- S'inscrire dans une optique structurante, contribuant à l'amélioration et au respect des procédures.

En 2007, un plan d'action « Système d'Information Groupe » (SIG) aligné sur les orientations stratégiques de la banque a été défini et mis en place. Les grands axes de ce plan sont :

- L'amélioration de la qualité de service par une meilleure disponibilité des services informatiques et une modernisation des infrastructures,
- L'amélioration de l'organisation, des méthodes et des process par une généralisation du mode projet à l'ensemble des actions menées par l'informatique, une industrialisation et automatisation des processus de production et un renforcement du contrôle interne,
- L'optimisation des frais généraux à travers une rationalisation des infrastructures centrales et des plate-formes techniques,
- L'augmentation de la productivité des ressources SIG par la formation, la motivation et le recrutement et un pilotage de l'activité du SIG à travers les indicateurs de suivi et de performance.

Cette année a été particulièrement marquée par le lancement d'un grand nombre de chantiers, qui vont non seulement asseoir la position de leader d'Attijariwafa bank sur le marché marocain, mais aussi servir de tremplin pour un SI cible concurrentiel qui s'inscrit dans le mouvement international des SI bancaires.

La mise en œuvre d'un GRC (Gestion de la relation clientèle) a été lancée en 2007 afin d'être en phase avec le nouveau paradigme international de la relation client – banque.

Par ailleurs, et pour être en phase avec les recommandations de BAM (Bank AL Maghrib) concernant l'instauration des directives de BâleII, un grand projet a été lancé par la banque afin d'être au rendez vous de cette échéance.

Dans le même contexte de maîtrise des risques opérationnels et pour améliorer la capacité de résistance du système d'information de la banque, le plan de secours informatique a été lancé en 2007.

Enfin, le Groupe Attijariwafa bank a été enrichi en 2007 par de nouvelles opérations d'acquisition (Attijari bank Sénégal et Attijari bank Tunisie) et par l'extension de son réseau au Maroc et à l'étranger. La direction des systèmes d'information a accompagné cette expansion sur le volet informatique.

V.2. Qualité

La qualité répond à deux objectifs principaux, à savoir l'amélioration des processus et l'amélioration de la relation client.

V.2.1. Amélioration des processus

Le mode organisationnel adopté par Attijariwafa bank repose sur les correspondants Qualité dans chaque unité de la banque, et un comité de pilotage Qualité, organe de décision de la Qualité.

Dans le souci d'assurer une amélioration continue des processus de la banque -représentant un ensemble d'activités permettant de transformer des éléments en entrée en éléments en sortie- une démarche qualité bien précise a été mise en place.

En effet, l'élément en entrée d'une activité constitue l'élément en sortie de l'activité précédente. Toute différence dans les exigences d'un élément en entrée d'une activité et les exigences d'un élément en

sortie de l'activité précédente constitue un écart ou un dysfonctionnement. Les dysfonctionnements ainsi identifiés sont alors soumis dans un premier temps à une analyse de risque process.

Pour chaque dysfonctionnement, sont alloués deux indicateurs après analyse : un indicateur d'occurrence et un indicateur d'impact client. Le produit des deux affiche le risque process et donc la priorité de traitement dans le plan d'actions à établir.

Ensuite tout dysfonctionnement, en commençant par les prioritaires, est analysé par la méthode des causes permettant de parvenir à une action corrective par l'analyse des raisons d'occurrence du dysfonctionnement.

Cette méthode scientifique hybride (se composant de plusieurs outils de la démarche Qualité) est celle adoptée par Attijariwafa bank pour analyser les process jugés clés ou problématiques par les clients au travers du large programme d'écoute clients mis en place.

Il est important de signaler que l'écoute clients est le point d'entrée de toute démarche Qualité. A cet effet, Attijariwafa bank a mis en place progressivement depuis 2004 un programme utilisant tous les outils d'écoute et ce par segment de clientèle : particuliers, professionnels, entreprises, grandes entreprises, MRE, etc.

V.2.2. Amélioration de la relation client

En 2005, Attijariwafa bank a repensé son approche client, notamment par la mise en place d'une organisation en «business units » dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe. Un plan de développement du réseau d'agences est également en marche, pour offrir un service de plus grande proximité et des plates-formes commerciales complémentaires ont été créées pour la Grande Entreprise, les PME et la Banque Privée. Le dispositif de vente a en parallèle été renforcé grâce à une spécialisation des réseaux, au recours à l'outil CRM et à la délocalisation des tâches administratives vers des back-offices. Enfin, un effort a été fourni en matière d'innovation pour renouveler l'offre de produits des filiales et s'adapter aux attentes des clients.

Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un système de management certifié par AFAQ/AFNOR France, organisme certificateur international lui permettant de s'engager de manière transparente avec les entreprises sur la qualité des services rendus. Ainsi, Attijariwafa bank se met au niveau des meilleures pratiques en terme de qualité de service par la mise en place d'une démarche de certification par engagements de services ayant le triple objectif d'améliorer la satisfaction des clients, d'optimiser les circuits de traitement et d'améliorer le fonctionnement des centres d'affaires.

Partant de l'analyse des enquêtes de satisfaction clientèle et des attentes exprimées lors des focus groupes organisés à cet effet, il ressort trois champs d'amélioration majeurs :

- Le rôle de l'interlocuteur commercial du client au niveau du centre d'affaires ;
- L'octroi et la mise en place des crédits ;
- Les délais d'exécution des opérations à l'international.

La mise en oeuvre de cette politique nécessite de :

- Se centrer sur les besoins de l'entreprise cliente ;
- Clarifier l'organisation interne ;
- Asseoir le leadership du directeur du centre d'affaires tant en interne que vis-à-vis du siège partant du principe qu'il représente le client ;
- Organiser l'enregistrement et le suivi des actes dans une logique de traçabilité et d'amélioration continue.

A fin 2006, l'ensemble des centres d'affaires entreprises a été certifié par AFAQ-AFNOR France.

VI. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

VI.1. Grands axes de développement

Bilan de la fusion

L'exercice 2005 a marqué l'achèvement du plan stratégique lancé en 2003, et visant l'édification d'un groupe bancaire et financier de référence sur le marché marocain.

Ayant nécessité deux années de mise en œuvre opérationnelle, la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank a naturellement induit un changement de taille significatif pour Attijariwafa bank, caractérisé notamment par un total bilan consolidé de 166,4 Mrds dh et des fonds propres part du groupe de 12,4 Mrds dh à fin 2006.

Le déroulement du programme d'intégration s'est axé sur trois principales étapes :

- Une phase de cadrage en vue de la mise en place du premier organigramme de la banque dans une optique d'intégration ;
- Une phase de définition du plan d'intégration. Cette phase, qui s'est étalée sur une période de 5 mois, a connu l'implication de plus de 350 cadres issus de tous les domaines d'activité dans des groupes de travail. Les premiers chantiers entamés ont concerné la définition progressive de l'organisation des différentes entités et la désignation des responsables. En juin 2004, cette phase s'est soldée par le lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank » ;
- Une phase d'intégration qui s'est déroulée en deux temps :
 - de juillet 2004 à juin 2005, les principales actions avaient trait à la mise en application des Business Models, le rapprochement des équipes, le développement informatique, la commercialisation de l'offre produit sur l'ensemble du réseau et la réorganisation du réseau d'agences ;
 - de juillet à fin décembre 2005, la bascule informatique du système d'information source (ex-Wafabank) vers le système d'information cible s'est effectuée progressivement par lot d'agences. Les autres démarches ont porté sur la réalisation des synergies RH et la mise en place du contrôle interne.

Au final, la fusion a été caractérisée par plusieurs changements structurels. Ainsi, l'organisation d'Attijariwafa bank a été totalement repensée, s'articulant autour de Business units dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe.

De même, Attijariwafa bank a mis en place un dispositif commercial fondé sur le concept de points de vente. Deux réseaux ont ainsi été créés, l'un dédié aux particuliers et professionnels, l'autre aux entreprises. Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif de porter à 600 le nombre d'agences à fin 2007.

Attijariwafa bank a, par ailleurs, consolidé les fondamentaux de l'ensemble de ses métiers, en instituant de nouvelles règles de management des risques s'appuyant sur une entité totalement restructurée, indépendante des fonctions commerciales. La culture du contrôle interne a également été renforcée à travers la mise en place d'un dispositif de contrôle en 4 niveaux.

Sur le volet informatique, un travail de réorganisation procédurale et de paramétrage a été mené pour disposer d'un système d'information unique, qui gère d'une manière consolidée toutes les activités d'Attijariwafa bank.

Autre élément important induit par la fusion, le renouvellement des ressources humaines avec un recrutement favorisant le relèvement du niveau global des compétences.

Par ailleurs, la fusion a coûté près de 386 Mdh par rapport à un budget de 426 Mdh. La plus grande part a été affectée à la refonte des systèmes d'information et à l'intégration des nouvelles technologies, soit 186 Mdh. La réorganisation du capital humain et la formation du personnel ont nécessité la somme de 126 Mdh. Le reste est partagé entre les aménagements (56 Mdh) et la communication (18 Mdh).

Politique de partenariats

Attijariwafa bank compte parmi ses actionnaires de référence le groupe Santander, première capitalisation boursière bancaire au niveau européen. Au delà de l'aspect capitalistique, les deux groupes bancaires développent des axes de partenariat concernant aussi bien la clientèle des entreprises que des particuliers. Les deux banques entendent ainsi accroître les opérations commerciales entre leurs réseaux d'agences et accompagner l'activité des entreprises marocaines et espagnoles opérant sur les deux marchés. Le partenariat recouvre aussi un adossement d'Attijariwafa bank au groupe Santander, en Espagne, pour renforcer son positionnement auprès de la clientèle des marocains résidant dans ce pays. Les actions définies portent principalement sur le développement d'une offre diversifiée spécifique pour les MRE dans le domaine du transfert d'argent, du crédit à la consommation, de la monétique et de la prévoyance ainsi que l'implantation de desks d'Attijariwafa bank dédiés aux MRE dans certaines agences du groupe Santander.

Le Crédit Agricole est également un autre groupe bancaire présent dans le tour de table d'Attijariwafa bank. Les deux banques sont engagées dans une stratégie de partenariat multi-métiers, notamment dans le crédit à la consommation à travers Sofinco et la gestion d'actifs via Crédit Agricole Asset Management Par ailleurs, Attijariwafa bank s'est adossé à CALYON, la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole SA, pour ouvrir un desk à Shanghai en Chine. Ce desk offre aux opérateurs marocains un réseau opérationnel dans les principaux centres économiques de la Chine.

Le partenariat avec le groupe français se traduit également par les multiples synergies développées autour du Crédit du Maroc, filiale marocaine du Crédit Agricole SA, dans laquelle Attijariwafa bank détient 31,22%.

Par ailleurs, Attijariwafa bank et Barid Al Maghrib ont signé, courant 2005, un accord de partenariat visant à développer des synergies au profit des clientèles des deux groupes, notamment en matière de messagerie, d'assurance, de crédit à la consommation et d'intermédiation boursière. Parallèlement, une autre convention a été conclue entre Barid Al Maghrib et Wafa Assurance, afin de commercialiser, sous la marque « Barid », toute une gamme de nouveaux produits de prévoyance, d'épargne et de retraite.

VI.2. Politique d'investissement

Investissements réalisés de 2005 à 2007

L'évolution des investissements réalisés par Attijariwafa bank durant les trois dernières années se présente de la manière suivante :

Investissements réalisés	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Frais d'établissement	48,8	17,7	58,9	-63,70%	> 100%
Immobilisations incorporelles	53,2	59,6	77,1	12,00%	29,4%
Immobilisations corporelles	187,5	445,5	570,7	>100,0%	28,1%
Immeubles d'exploitation	103,4	219,9	280,1	>100,0%	27,4%
Mobilier et matériel d'exploitation	71,8	101,8	266	41,80%	161,3%
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	-	88,6	-	ns	ns
Immobilisations corporelles hors exploitation	12,3	35,2	24,2	>100,0%	-31,3%
Total	289,5	522,8	706,7	80,60%	35,2%

Mdh – Source : Attijariwafa bank -

En 2007, les investissements réalisés par Attijariwafa bank ont enregistré une progression de 35,2% par rapport à l'exercice précédent. Ils ont concerné essentiellement la création et l'aménagement de nouvelles agences.

Investissements prévisionnels pour 2008

Investissements prévisionnels	Budget 2008
Frais d'établissement	73,6
Acquisitions d'immeubles	130,0
Aménagements, Agencements, Installations	316,3
Matériel & Mobilier	151,9
Monétiques	55,8
Informatique	404,4
Immobilisations corporelles hors exploitation	11,792
Total	1 143,8

Mdh - Source: Attijariwafa bank

En 2008, Attijariwafa bank poursuit ses objectifs stratégiques en prévoyant un budget d'investissement de 1,1 milliard de dirhams.

Sur le plan logistique, ce budget concerne la création d'une centaine d'agences, l'aménagement de plusieurs agences selon la nouvelle signalétique et la mise à niveau de la sécurité.

En outre, le budget prévoit la modernisation des infrastructures informatiques et notamment les investissements dans les projets de transformation du schéma directeur.

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK

I. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES

Avertissement :

Les comptes annuels 2005, 2006 et 2007 sont des comptes agrégés¹³ d'Attijariwafa bank.

I.1. Profitabilité et rentabilité de la banque

I.1.1. Produits d'exploitation bancaire

Les produits d'exploitation bancaire de AWB se présentent comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	691,3	870,4	1171,5	25,9%	34,6%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	3 475,8	3 897,6	4 495,6	12,1%	15,3%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	812,8	662,5	664,2	-18,5%	0,2%
Produits sur titres de propriété	128,0	282,8	529,2	120,9%	87,1%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	93,7	50,7	28,8	-45,9%	-43,1%
Commissions sur prestations de service	630,6	735,9	872,0	16,7%	18,5%
Autres produits bancaires	491,6	777,1	1119,9	58,1%	44,1%
Produits d'exploitation bancaire	6 323,8	7 277,0	8 881,2	15,1%	22,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- Au terme de l'exercice 2006, les produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank s'établissent à plus de 7,3 milliards de dirhams en progression de 15,1% par rapport à l'exercice 2005.

Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 179,1 millions de dirhams, en 2006, en raison du placement des excédents de trésorerie générés par l'activité de la banque en créances sur les établissements de crédit et assimilés.

Malgré la progression des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de 12,1% en 2006, leur contribution aux produits d'exploitation bancaire se réduit, passant de 55,0% en 2005 à 53,6% à fin 2006.

Les « produits sur titre de propriété » ont progressé de 120,9% compte tenu de la hausse des dividendes perçus, soit 262,2 Mdh au titre de l'exercice 2006 par rapport à 126,4 Mdh en 2005.

Par ailleurs, les postes « commissions sur prestations de service » et « autres produits bancaires » (activités de change et de marché) ont augmenté respectivement de 105,3 Mdh et 285,4 Mdh en 2006.

Enfin, les intérêts et produits assimilés sur titres de créance ont baissé de 18,5% en 2006. Cette évolution est due à la fois à la baisse des taux de rendement de près de 50 points de base et à la diminution de l'encours portefeuille de titres.

- En 2007, les produits d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 22% à 8,8 Mrds dh. Cette progression provient essentiellement de l'évolution des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (+34,6%) et avec la clientèle (+15,3%).

Les postes « commissions sur prestations de service » et « autres produits bancaires » (activités de change et de marché) ont augmenté respectivement de 136,1 Mdh et de 342,8 Mdh en 2007.

¹³ Les comptes agrégés comprennent les comptes d'Attijariwafa bank et des succursales à l'étranger.

I.1.2. Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank évoluent sur la période considérée comme suit :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	197,4	254,5	286,2	28,9%	12,4%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1106,2	1493,8	1803,3	35,0%	20,7%
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis	-	-	36,2	ns	ns
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	83,9	47,4	14,0	-43,5%	-70,5%
Autres charges bancaires	302,0	439,9	825,6	45,7%	87,7%
Charges d'exploitation bancaire	1 689,5	2 235,5	2 965,2	32,3%	32,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Au 31.12.2006, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 32,3% à 2,2 Mrds dh contre 1,7 Mrds dh à fin 2005. Cette évolution est en grande partie attribuable à l'augmentation des autres charges bancaires et à la progression des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle en relation avec la hausse de l'encours des dépôts.
 Aussi, les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 28,9% suite à la hausse des intérêts servis sur les opérations de couverture à terme et sur les emprunts en devises.
- Au terme de l'exercice 2007, les charges d'exploitation bancaire s'établissent à 2,9 Mrds dh, soit une progression de 32,6% par rapport à 2006. Cette évolution trouve son origine dans la hausse des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle (+20,7%).
- Les autres charges bancaires progressent de 87,7% en 2007, leur contribution aux charges d'exploitation bancaire augmente, passant de 19,7% en 2006 à 27,8 à fin 2007.

I.1.3. Produit net bancaire

Evolution et structure du PNB

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Intérêts et produits assimilés	4 979,9	5 430,4	6 331,2	9,0%	16,6%
Intérêts et charges assimilées	1 303,6	1 748,2	2 125,6	34,1%	21,6%
Marge d'intérêt	3 676,3	3 682,2	4 205,6	0,2%	14,2%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	93,7	50,7	28,8	-45,9%	-43,1%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	83,9	47,4	14,0	-43,5%	-70,5%
	9,8	3,3	14,9	-66,3%	350,2%
Résultat des opérations de crédit-bail et location					
Commissions perçues	632,4	736,0	874,9	16,4%	18,9%
Commissions servies	2,9	12,3	0,7	324,1%	-94,2%
Marge sur commissions	629,5	723,7	874,2	15,0%	20,8%
Résultat des opérations sur titres de transactions	-	-	-	ns	ns
Résultat des opérations sur titres de placement	89,8	327,8	338,0	265,0%	3,1%
Résultat des opérations de change	284,2	362,0	356,8	27,4%	-1,4%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-7,7	4,8	12,1	-162,3%	152,8%
Résultat des opérations de marché	366,3	694,6	706,9	89,6%	1,8%
Divers autres produits bancaires	143,5	286,6	544,8	99,7%	90,1%
Divers autres charges bancaires	191,1	349,0	430,4	82,6%	23,3%
Produit net bancaire	4 634,4	5 041,4	5 916,0	8,8%	17,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Au titre de l'exercice 2006, Attijariwafa bank a réalisé un produit net bancaire s'élevant à 5 041,4 millions de dirhams en hausse de 407,0 Mdh par rapport à l'année 2005.

La part de la marge d'intérêt dans le PNB d'Attijariwafa bank accuse un recul de près de 6,3% par rapport à 2005 et s'établit à 73,0% du PNB. Cette évolution trouve son origine dans :

- la baisse des taux de rendement ;
- la forte évolution des ressources rémunérées ;
- la baisse des taux et des encours des titres.
- La marge sur commissions s'établit à 723,7 millions de dirhams en 2006, enregistrant ainsi une évolution de 15,0%.

Le résultat des opérations de marché s'inscrit, pour sa part, en hausse à 694,6 millions de dirhams grâce à :

- la forte progression du résultat des opérations sur titres de placement (+265,2%) rendue possible à travers un dynamisme soutenu des activités de trading, d'intermédiation et de trésorerie où les volumes levés sur le marché secondaire ont progressé de 117% (soit plus de 50 Mrds dh). Aussi, les prestations sur les émissions obligataires ont permis d'atteindre un volume global de 4,4 Mrds dh ;
- l'évolution favorable du résultat des opérations de change (+27,3%) grâce notamment à la captation d'un volume clientèle de 153 Mrds dh, soit +23,0% par rapport à 2005, ainsi que le développement élargi des produits dérivés.

- En 2007, le produit net bancaire s'affiche en progression de 17,3% par rapport à 2006, pour s'établir à 5,9 Mrds dh. Cette évolution tire profit de :

- La progression de la marge d'intérêts de 14,2% ;
- La hausse de la marge sur commissions (+20,8%) ;
- les activités génératrices de commissions concernent essentiellement :
 - les commissions sur opérations sur titres et notamment les commissions d'ordre de bourse, les droits de garde, les commissions de placement, etc. ;

- les commissions sur produits et services aux particuliers ;
- les commissions sur les opérations internationales provenant principalement des virements étrangers compte tenu de l'augmentation des activités de transfert et de rapatriement.

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Produits d'exploitation bancaire	6 323,9	7 276,9	8 881,2	15,1%	22,0%
Charges d'exploitation bancaire	1 689,5	2 235,5	2 965,2	32,3%	32,6%
Produit Net bancaire (1)	4 634,4	5 041,4	5 916,0	8,8%	17,3%
Charges de personnel	1 028,1	1 015,9	1 354,5	-1,2%	33,3%
Impôts et taxes	57,2	80,1	69,2	40,0%	-13,6%
Charges externes	861,7	931,1	972,8	8,1%	4,5%
Autres charges générales d'exploitation	1,7	1,8	29,2	5,9%	1521,2%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	291,8	302,9	298,6	3,8%	-1,4%
	2 240,5	2 331,9	2 724,3	4,1%	16,8%
Charges générales d'exploitation (2)					
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	48,3%	46,3%	46,1%	-2,0 pts	-0,2 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

- Au cours de l'exercice 2006, les charges générales d'exploitation se sont établies à 2,3 Mrds dh, en légère progression de 4,1%. Cette évolution est le résultat combiné de la baisse des charges du personnel (-1,2%) et de la hausse des charges externes (8,1%) résultant de la poursuite de l'externalisation et de l'extension du réseau.
- Le coefficient d'exploitation passe ainsi de 48,3% en 2005 à 46,3% à fin 2006, soit une amélioration de 2,0 points.
- En 2007, le coefficient d'exploitation s'établit à 46,1%, soit un gain de 0,2 points par rapport à 2006. Cette légère amélioration trouve son origine dans la progression des charges générales d'exploitation (+16,8%) qui reste inférieure à celle du PNB (+17,3%).
- L'évolution des charges générales d'exploitation s'explique principalement par :
 - L'OPV aux salariés qui a généré une charge liée à la décote de 200 MDH
 - Le projet de développement de la banque, notamment l'extension du réseau d'agences.

Hors effet OPV, les charges d'exploitation auraient augmenté de +8,3%, une bonne performance étant donnés les efforts de développement menés en parallèle : extension du réseau et déploiement du schéma directeur.

I.1.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Produit Net Bancaire	4 634,4	5 041,4	5 916,0	8,8%	17,3%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	18,5	157,9	271,2	753,5%	71,8%
Autres produits d'exploitation non bancaire	131,6	66,1	62,5	-49,8%	-5,5%
Autres charges d'exploitation non bancaire	0,1	0,1	0,0	-34,2%	-74,7%
Charges générales d'exploitation	2 240,6	2 331,9	2 724,3	4,1%	16,8%
Résultat Brut d'exploitation	2 543,7	2 933,4	3 525,3	15,3%	20,2%
Dotations nettes des reprises aux provisions	- 355,8	- 159,3	- 276,6	-55,2%	73,6%
Autres dotations nettes de reprises	- 147,2	58,5	- 23,0	-139,7%	-139,3%
Résultat courant	2 040,7	2 832,6	3 225,8	38,8%	13,9%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- Au terme de l'exercice 2006, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,9 Mrds dh, principalement du fait des efforts engagés par la banque en terme de réduction des charges et de maîtrise des risques. Cette maîtrise est également matérialisée par une baisse des dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables de près de 402,2 Mdh.
- Par ailleurs, le résultat des opérations sur immobilisations financières a connu une forte progression provenant essentiellement de la plus-value réalisée sur la cession des titres SONASID (122 Mdh).
- Le résultat courant de la banque s'élève à 2,8 Mrds dh pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, en progression de 38,8% par rapport à l'exercice 2005.
- En 2007, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank enregistre une progression de 20,2% par rapport à 2006, résultant de la maîtrise des charges générales d'exploitation qui progressent moins vite que le produit net bancaire.
- Le résultat des opérations sur immobilisations financières a connu une progression de 71,8%, en 2007, qui s'explique par la plus value liée au portefeuille détenu par AWB.
- Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont élevées à 276,6 millions de dirhams, en hausse de 125,1 millions de dirhams par rapport à l'année 2006. Cette variation découle principalement de la hausse des dotations aux provisions pour créances et engagements (+136,1Mdh), et de l'augmentation des pertes sur créances irrécouvrables (102,6 Mdh) (lesquels s'explique notamment par la hausse des volumes de crédits octroyés durant ces dernières années)
- Le résultat courant affiche une progression moins importante de 13,9% à 3,2 Mrds dh qui s'explique par l'augmentation des dotations nettes des reprises aux provisions.

I.1.5. Résultat net

Le résultat net évolue comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Résultat courant	2 040,7	2 832,6	3 225,8	38,8%	13,9%
Résultat non courant	-121,6	-82,1	-267,6	-32,5%	ns
Impôt sur les résultats	701,7	820,7	818,3	17,0%	-0,3%
Résultat net	1 217,4	1 929,9	2 139,8	58,5%	10,9%

Mdh – Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- Au titre de l'exercice 2006, le résultat non courant a connu une amélioration de 32,5% due essentiellement à des reprises de provisions sur des exercices antérieurs. La capacité bénéficiaire a évolué de 58,5% par rapport à l'exercice 2005, pour s'établir à 1 929,9 Mdh.
- En 2007, le résultat net enregistre une progression de 10,9% à 2 139,8 Mdh. Cette évolution tient compte de la progression du résultat non courant qui passe -82,1 Mdh à -267,6 Mdh.

I.1.6. Rentabilité des Fonds Propres et Rentabilité des Actifs

La rentabilité financière de la banque a évolué comme suit au cours de la période considérée :

	2005	2006	2007	Var.05/06	Var.06/07
Résultat net	1 217,4	1 929,9	2 139,8	58,5%	10,9%
Fonds propres	12 334,2	13 489,3	14 760,5	9,4%	9,4%
Actifs	117 958,6	142 775,7	168 240,3	21,0%	17,8%
Return On Equity (ROE)*	10,13%	14,95%	15,15%	483 pts	20 pts
Return On Assets (ROA)*	1,10%	1,48%	1,38%	38 pts	-10 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank * Sur la base des chiffres moyens

La rentabilité financière d'Attijariwafa bank a connu une forte amélioration en 2006, avec un ROE agrégé qui s'est redressé de 483 points à 14,95% suite à une évolution positive du résultat net (+58,5%).

Parallèlement, et pour des raisons similaires, la rentabilité des actifs a enregistré une augmentation en 2006, atteignant 1,5%.

En 2007, le ROE d'Attijariwafa bank progresse de 20 points à 15,15%. Par ailleurs, la rentabilité des actifs affiche une baisse de 10 points à 1,38%.

I.2. Analyse du bilan

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Actif	117 958,6	142 775,7	168 240,3	21,0%	17,8%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 681,4	14 619,4	16 092,6	15,3%	10,1%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 345,6	24 155,1	31 499,3	24,9%	30,4%
Créances sur la clientèle	52 444,1	67 951,6	87 332,2	29,6%	28,5%
Créances acquises par affacturage	1 248,7	982,8	427,6	-21,3%	-56,5%
Titres de transaction et de placement	17 089,8	19 641,9	16 268,6	14,9%	-17,2%
Autres actifs	1 442,1	1 799,4	2 743,5	24,8%	52,5%
Titres d'investissement	3 959,9	3 543,6	2 919,7	-10,5%	-17,6%
Titres de participation et emplois assimilés	5 709,4	6 169,4	6 618,2	8,1%	7,3%
Immobilisation en crédit bail et en location	83,0	35,6	245,0	-57,1%	588,9%
Immobilisations incorporelles	1 436,6	1 453,4	1 537,4	1,2%	5,8%
Immobilisations corporelles	2 518,0	2 423,8	2 556,2	-3,7%	5,5%
Passif	117 958,6	142 775,7	168 240,3	21,0%	17,8%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		5,3		ns	ns
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 506,9	5 229,9	8 055,4	16,0%	54,0%
Dépôts de la clientèle	98 475,3	120 904,8	136 419,8	22,8%	12,8%
Titres de créances émis			1 713,2		
Autres passifs	1 679,0	2 308,4	3 377,1	37,5%	46,3%
Provisions pour risques et charges	788,1	588,0	593,7	-25,4%	1,0%
Provisions réglementées	175,0	250,0	250,0	42,9%	0,0%
Dettes subordonnées			3 070,6		ns
Fonds propres	12 334,2	13 489,3	14 760,5	9,4%	9,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

I.2.1. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	19 345,6	24 155,1	31 499,3	24,9%	30,4%
Créances sur la clientèle (C2)	53 692,9	68 934,3	87 759,8	28,4%	27,3%
Crédits de trésorerie et à la consommation	27 196,9	34 590,2	43 488,6	27,2%	25,7%
Crédits à l'équipement	12 551,8	16 237,8	18 663,9	29,4%	14,9%
Crédits immobiliers	10 306,4	15 514,9	22 857,3	50,5%	47,3%
Autres crédits	666,9	127,5	1 417,1	-80,9%	1011,9%
Créances acquises par affacturage	1 248,7	982,8	427,6	-21,3%	-56,5%
Créances en souffrance nettes de provision	1 202,5	792,4	228,1	-34,1%	-71,2%
Intérêts courus à recevoir	519,7	688,9	677,2	32,6%	-1,7%
Total crédits (C1)+ (C2)	73 038,5	93 089,4	119 259,1	27,5%	28,1%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- Les crédits nets distribués à la clientèle à fin 2006 se sont appréciés de 28,4% pour atteindre 68,9 Mrds dh. Ils sont portés par la bonne progression des encours immobiliers qui gagnent 50,5%, des crédits à l'équipement (+29,4%) et des crédits à la consommation et de trésorerie (+27,2%).

Les créances en souffrance nettes de provisions enregistrent une baisse de 34,1% par rapport à 2005.

- En 2007, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank enregistre une progression de 28,1%. Une évolution portée notamment par :
 - La croissance importante des crédits immobiliers (+47,3%) à 22,9 Mrds dh
 - La hausse de l'encours des crédits de trésorerie et à la consommation (+25,7%).

Les créances en souffrance ont enregistré une baisse importante (-71,2%) à 228,1 Mdh.

La structure des crédits de la Banque reste marquée par une prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, cumulativement, une moyenne de 51,5%.

Structure en %	2 005	2006	2007
Crédits de trésorerie et à la consommation	52,50%	51,60%	50,35%
Crédits à l'équipement	24,20%	24,20%	21,54%
Crédits immobiliers	19,70%	22,80%	26,21%
Autres crédits	3,60%	1,40%	1,90%
Total crédits*	100,00%	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Y compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

Dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Comptes à vue créditeurs*	54 993,5	64 616,9	80 644,6	17,5%	24,8%
Comptes d'épargne	12 515,1	13 358,8	14 631,7	6,7%	9,5%
Dépôts à terme	26 237,9	38 324,7	35 106,5	46,1%	-8,4%
Autres comptes créditeurs*	4 389,0	4 152,2	5 605,0	-5,4%	35,0%
Intérêts courus à payer*	339,8	452,3	431,9	33,1%	-4,5%
Total dépôts	98 475,3	120 904,8	136 419,7	22,8%	12,8%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

A fin 2006, l'encours agrégé des dépôts s'est amélioré de 22,8% à 120,9 Mrds dh. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des dépôts à terme de 12,1 Mrds dh et des comptes à vue créditeurs qui se sont appréciés de 9,6 Mrds dh.

En 2007, l'encours agrégé des dépôts s'est amélioré de 12,8% à 136,4 Mrds dh. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des comptes à vue créditeurs de 16,0 Mrds dh et des comptes d'épargne qui se sont appréciés de 9,5%.

Structure en %	2005	2006	2007
Comptes à vue créditeurs*	55,90%	53,50%	59,99%
Comptes d'épargne	12,80%	11,10%	10,79%
Dépôts à terme	28,40%	32,00%	25,11%
Autres comptes créditeurs*	3,00%	3,40%	4,11%
Total dépôts**	100,00%	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Dépôts non rémunérés ** Y compris Intérêts courus à payer

La part des dépôts non rémunérés représente 64,1% de l'ensemble des dépôts en 2007 (vs 56,9% en 2006). La baisse de la part des dépôts rémunérés dans le total des ressources provient d'une décélération sur la collecte des dépôts à terme.

Ratio de transformation de la banque

A fin 2006, le taux de transformation d'Attijariwafa bank a été relevé à 60,2%, dénotant une meilleure distribution des crédits.

Cette même tendance se poursuit en 2007 avec un taux de transformation de 67,04%, soit une amélioration de 6,8 points.

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Encours crédits bruts	57 835	72 822	91 455	25,9%	25,6%
Encours dépôts	98 475	120 905	136 420	22,8%	12,8%
Encours crédits / Encours dépôts	58,73%	60,23%	67,04%	+1,5 pts	+6,8 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Structure des Ressources d'Attijariwafa bank

Les ressources d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Fonds propres & assimilés dont :	12 334,2	13 489,3	17 830,6	9,4%	32,2%
Dettes subordonnées	-	-	3 070,6	-	-
Capital	1 929,9	1 929,9	1 929,9	ns	ns
Réserves et primes liées au capital	9 115,9	9 636,6	10 695,0	5,7%	11,0%
Résultat net de l'exercice	1 217,4	1 929,9	2 139,8	58,5%	10,9%
Report à nouveau	70,5	-7,6	-4,6	-110,8%	-38,8%
Ressources	102 982,2	126 134,7	146 188,4	22,5%	15,9%
Etablissements de crédit	4 506,9	5 229,9	8 055,4	16,0%	54,0%
<i>Comptes à vue</i>	3 115,8	4 850,0	4 777,1	55,7%	-1,5%
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	1 391,1	379,9	3 278,3	-72,7%	762,8%
Clientèle	98 475,3	120 904,8	136 419,8	22,8%	12,8%
Titres de créances émises	-	-	1713,23	-	ns

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Au terme de l'exercice 2006, les fonds propres de la banque s'élèvent à 13,5 Mrds dh, en progression de 9,4% par rapport à fin 2005, résultant des effets combinés d'un renforcement du bénéfice net et de l'affectation de 520,7 Mdh du résultat 2005 en réserves.

La principale composante des ressources bancaires est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à 120,9 Mrds dh à fin 2006, y contribuent en moyenne à hauteur de 95,7% entre 2004 et 2006.

En 2007, les dépôts de la clientèle représentent 93,3% des ressources d'Attijariwafa bank. Pour leur part, les fonds propres et assimilés de la banque enregistrent une progression de 32,2% liée principalement à l'émission d'emprunts obligataires subordonnés totalisant 3 Mrds dh.

I.2.2. Maîtrise des risques – Ratio de solvabilité

Répartition des créances en souffrance nettes des provisions

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Créances pré-douteuses	39,8	0,8		-98,1%	-100,0%
Créances douteuses	14,8	22,8		53,6%	-100,0%
Créances compromises	1147,9	768,8	228,1	-33,0%	-70,3%
Total	1 202,50	792,4	228,1	-34,1%	-71,2%

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Les créances en souffrance sur la clientèle sont classées selon le degré de risque en créances pré-douteuses, douteuses et compromises conformément à la réglementation en vigueur.

Depuis l'exercice 2004, Attijariwafa bank procède à la classification de ses créances en souffrance conformément à la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib et qui prévoit la répartition des créances en souffrance en trois catégories, compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100% respectivement.

L'encours des créances en souffrance nettes des provisions s'inscrit en baisse continue, passant de 1,2 Mrds dh en 2005 puis à 0,8 Mrds dh à fin 2006 pour s'élever à 0,2 Mrds dh en 2007.

Ratios de maîtrise des risques

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Provisions					
Provisions (décaissement)	4 142	3 888	3 695	-6,13%	-4,96%
Provisions (décaissement et signature)	4 312	4 037	3 827	-6,38%	-5,20%
Créances en souffrance (brut)					
Créances en souffrance (décaissement)	5 344	4 680	3 923	-12,43%	-16,18%
Créances en souffrance (décaissement et signature)	5 780	5 118	4 371	-11,45%	-14,60%
Encours de crédits brut					
Crédit par décaissement	57 835	72 822	91 455	25,91%	25,59%
Crédit par décaissement et par signature	80 338	98 411	125 182	22,50%	27,20%
Taux de couverture¹⁴					
Taux de couverture (décaissement)	77,50%	83,10%	94,20%	+5,6 pts	+11,1 pts
Taux de couverture (décaissement et signature)	74,60%	78,90%	87,60%	+4,3 pts	+8,7 pts
Taux de contentieux¹⁵					
Taux de contentieux (décaissement)	9,20%	6,40%	4,30%	-2,8 pts	-2,1 pts
Taux de contentieux (décaissement et signature)	7,20%	5,20%	3,50%	-2,0 pts	-1,7 pts
Taux de contentieux du secteur *	10,30%	7,90%	8,70%	-2,4 pts	+0,8 pts

Mdh - Source Attijariwafa bank – Comptes agrégés * source : GPBM

¹⁴ Provisions sur créances en souffrance/ Créances en souffrance

¹⁵ Créances en souffrances / Encours brut de crédit

- Le taux de contentieux de la banque a baissé de 2 points en 2006, passant à 5,2%.
- En 2007, le taux de contentieux s'établit à 3,5%. Il est ainsi inférieur à celui du système bancaire¹⁶ qui atteint 8,7% sur la même année.

Parallèlement le taux de couverture des créances en souffrance de la banque s'est élevé à 74,6% en 2005. Le niveau de ce taux a été de 78,9% en 2006, et de 87,6% en 2007, sous l'effet de l'importance des garanties détenues par la banque.

Les dotations et reprises de provisions relatives aux créances en souffrance y compris les pertes nettes sur créances irrécouvrables ont évolué comme suit :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Dotations aux provisions	2 295	1 149	1 387	-49,9%	20,7%
Reprises de provisions	1 940	989	1 111	-49,0%	12,3%
Dotations nettes aux provisions (1)	356	160	277	-55,1%	73,1%
Encours brut de crédit* (2)	57 835	72 822	91 455	25,9%	25,6%
Charge de risque nette (1)/(2)	0,60%	0,22%	0,30%	-0,38 pts	0,08 pts

Kdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Notons la baisse de la charge nette du risque qui passe de 0,6% à fin 2005 à 0,2% en 2006. Elle enregistre, cependant, une légère hausse de 0,08 pts en 2007, corrélativement à l'évolution simultanée des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et de l'encours brut des crédits.

Le niveau des ratios de solvabilité en vigueur s'établit comme suit :

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Fonds propres réglementaires – Mdh (1)	7 923	8 382	12 578	5,79%	50,06%
Risques pondérés – Mdh (2)	67 299	85 997	106 893	27,78%	24,30%
Ratio de solvabilité (1) / (2)	11,77%	9,75%	11,77%	-2,02 pts	+2,02 pts

Source : Attijariwafa bank

Le ratio de solvabilité¹⁷ de la banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'est établi à 9,75% en 2006 et à 11,77% à fin 2007. Ce niveau reste supérieur à celui du ratio de solvabilité réglementaire qui est de 8%.

L'amélioration du ratio de solvabilité en 2007 s'explique par les emprunts obligataires subordonnés d'un montant de 3 milliards de dirhams.

¹⁶ Banques commerciales (hors CAM et CIH)

¹⁷ Correspond au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la banque.

I.3. Analyse du hors bilan

	2005	2006	2007	Var. 05/06	Var. 06/07
Engagements donnés	21 897,7	25 589,5	33 726,7	16,9%	31,8%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédits et assimilés	-	-	30,9	-	ns
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 291,7	7 355,8	9 473,9	16,9%	28,8%
Engagements de garantie d'ordre d'établissement de crédit et assimilés	4 340,5	3 292,8	6 321,4	-24,1%	92,0%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	11 265,5	14 940,9	17 900,4	32,6%	19,8%
Titres achetés à réméré	-	-	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-	-	-
Engagement reçus	10 536,9	18 031,3	19 627,2	71,1%	8,9%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	10 511,3	18 005,3	19 588,8	71,3%	8,8%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	25,6	25,9	38,3	1,5%	47,8%
Titres vendus à réméré	-	-	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- A la clôture de l'exercice 2006, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont constitués des engagements de garantie d'ordre de la clientèle à hauteur de 58,4%. Les engagements reçus s'élèvent à 18,0 Mrds dh et concernent essentiellement les garanties reçues d'établissements de crédit.
- Comme pour les exercices précédents, les engagements donnés d'Attijariwafa bank au terme de l'exercice 2007 sont principalement constitués des engagements de garantie d'ordre de la clientèle (53%). Par ailleurs, les engagements reçus sont composés en majorité des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés (99,9%).

II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

A compter de 2007, le Groupe Attijariwafa bank publie ses comptes consolidés aux normes IAS/IFRS. La mise en application de ces normes intervient une année avant l'échéance annoncée par Bank Al Maghrib aux établissements de crédit de la place.

Avertissement :

Par souci de comparabilité, les comptes consolidés de l'exercice 2005 ne sont pas pris en compte dans cette présentation. En effet, seuls les comptes consolidés de 2007 ont été établis selon les normes IAS /IFRS. Cependant, et à titre comparatif, sont présentés les comptes consolidés de l'exercice 2006 retraités selon les mêmes règles à l'exception de la norme IFRS 3 qui, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1, a été appliquée rétrospectivement à compter du 30 septembre 2005.

II.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2007

Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts
Attijariwafa bank *					Maroc			
Attijariwafa bank Europe					France	IG	100,00%	100,00%
Attijari International Bank					Maroc	IG	50%	50%
Attijari bank Sénégal			(1)	(6)	Sénégal	IG	71,43%	71,43%
Attijari bank Tunisie					Tunisie	IG	54,56%	45,66%
Wafasalaf					Maroc	IG	65,94%	65,94%
Wafa Bail					Maroc	IG	97,83%	97,83%
Wafa Immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Factoring Maroc					Maroc	IG	75%	75%
Wafa Cash					Maroc	IG	98,46%	98,46%
Wafa LLD					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Finances Corp.					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Gestion					Maroc	IG	66,00%	66,00%
Attijari Intermédiation					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Finanziara Spa		(2)			Italie	IG	100,00%	100,00%
FCP Sécurité					Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Optimisation					Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Stratégie					Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Expansion					Maroc	IG	79,23%	79,23%
FCP Fructi Valeurs					Maroc	IG	79,23%	79,23%
Wafa Assurance					Maroc	IG	79,23%	79,23%
BCM Corporation					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Corp					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Andalunaghreb					Espagne	IG	83,70%	83,70%
Moussafir Hôtels					Maroc	MEE	33,34%	33,34%
Sud SICAR**					Tunisie	IG	30,70%	30,70%
PANORAMA					Maroc	IG	79,23%	79,23%

Source : Attijariwafa bank (*) société consolidante (**) filiale contrôlée via Attijaribank Tunisie qui détient 67% des parts IG : Intégration globale MEE : Mise en équivalence ;

(A) Mouvements intervenus au premier semestre 2006

(B) Mouvements intervenus au second semestre 2006

(C) Mouvements intervenus au premier semestre 2007

(D) Mouvements intervenus au second semestre 2007

1- Acquisition	7- Changement de méthode – Intégration proportionnelle à intégration globale
2- Création, franchissement de seuil	8- Changement de méthode – Intégration globale à mise en équivalence
3- Entré de périmètre IFRS	9- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration globale
4- cession	10- Changement de méthode – Intégration globale à intégration proportionnelle
5- Déconsolidation	11- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration proportionnelle
6- Fusion entre entités consolidées	12- Reconsolidation

Mouvements relatifs aux deux exercices 2005 et 2006

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2005	Banque du Sud ¹⁸ Andalumaghreb	Mlihia ¹⁹ Attijari Management ²⁰
2006	Attijariwafa bank Sénégal Attijari Finanziaria SPA Attijari Eurofinance Attijariwafa bank Europe	Sifap ²¹

Source : Attijariwafa bank

Mouvements relatifs à l'exercice 2007

- Acquisition de la Banque Sénégal-Tunisienne (BST) ;
- Fusion de la BST avec Attijariwafa banque Sénégal, donnant naissance à Attijari bank Sénégal.

Mouvements relatifs au passage aux normes IFRS

- Déconsolidation de Crédit du Maroc, Attijari Gestion, Wafa Investissement, CAPRI, Attijaria Al Youssoufia et SIFAP ;
- Entrée dans le périmètre de consolidation de Wafa LLD, des FCP, Moussafir Hôtels, Sud SICAR et Panorama ;
- Changement de méthode de consolidation de Wafa Assurance de mise en équivalence à intégration globale.

¹⁸ Acquisition de 53,54% du capital en 2005

¹⁹ La SCI Mlihia a cédé tous ses actifs en 2005

²⁰ Fusionnée avec Wafa Gestion

²¹ Cession de la société Sifap en 2006

II.2. Analyse du compte de résultat consolidé IFRS

	2006	2007	Var. 06/07
Intérêts et produits assimilés	7 162,83	8 694,71	21,39%
Intérêts et charges assimilés	2 553,77	3 120,86	22,21%
Marge d'intérêt	4 609,06	5 573,85	20,93%
Commissions perçues	1 609,40	1 882,62	16,98%
Commissions servies	173,79	175,56	1,02%
Marge sur commissions	1 435,62	1 707,05	18,91%
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 354,87	820,68	-39,43%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	197,19	328,32	66,50%
Résultat des activités de marché	1 552,06	1 148,99	-25,97%
Produits des autres activités	2 643,20	3 556,58	34,56%
Charges des autres activités	2 824,64	3 193,42	13,06%
Produit net bancaire	7 415,29	8 793,07	18,58%
Charges générales d'exploitation	3 190,67	3 885,33	21,77%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	378,87	340,10	-10,23%
Résultat brut d'exploitation	3 845,76	4 567,64	18,77%
Coût du risque	-2,51	-658,59	ns
Résultat d'exploitation	3 843,25	3 909,05	1,71%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,34	-1,57	-216,62%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18,38	7,22	-60,73%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôts	3 862,97	3 914,70	1,34%
Impôts sur les bénéfices	1 471,37	1 164,99	-20,82%
Résultat net	2 391,60	2 749,72	14,97%
Résultat hors groupe	124,17	295,31	137,83%
Résultat net part du groupe	2 267,43	2 454,41	8,25%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Evolution et structure du PNB

	2006	2007	Var. 06/07
Intérêts et produits assimilés	7 162,83	8 694,71	21,39%
Intérêts et charges assimilés	2 553,77	3 120,86	22,21%
Marge d'intérêt	4 609,06	5 573,85	20,93%
Commissions perçues	1 609,40	1 882,62	16,98%
Commissions servies	173,79	175,56	1,02%
Marge sur commissions	1 435,62	1 707,05	18,91%
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 354,87	820,68	-39,43%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	197,19	328,32	66,50%
Résultat des activités de marché	1 552,06	1 148,99	-25,97%
Produits des autres activités	2 643,20	3 556,58	34,56%
Charges des autres activités	2 824,64	3 193,42	13,06%
Produit net bancaire	7 415,29	8 793,07	18,58%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

En 2007, le PNB a enregistré une évolution de 18,58% pour s'établir à 8,8 Mrds dh suite à une progression de la marge d'intérêt (+20,93%) et de la marge sur commissions (+18,91%).

En terme de structure, la part de la marge d'intérêt dans le PNB du groupe Attijariwafa bank reste stable (62,15% en 2006 et 63,38% en 2007).

La marge sur commissions s'établit à 1 707,05 Mdh en 2007, soit une progression de 18,91% par rapport à 2006. Elle contribue pour 19,41% (contre 19,36% en 2006) à la formation du PNB.

En 2007, les produits et charges des autres activités progressent respectivement de 34,56% et de 13,06%, compensant ainsi la baisse de 25,9% du résultat des activités de marché.

Résultat Brut d'Exploitation

	2006	2007	Var. 06/07
Produit net bancaire	7 415,29	8 793,07	18,58%
Charges générales d'exploitation	3 190,67	3 885,33	21,77%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	378,87	340,10	-10,23%
Résultat brut d'exploitation	3 845,76	4 567,64	18,77%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Les charges générales d'exploitation se sont établies à 3,9 Mrds dh, en progression de 21,8% par rapport à 2006. Cette évolution s'explique principalement par les projets de développement de la banque, notamment l'extension du réseau d'agences.

Le coefficient d'exploitation ressort à 44,2% en 2007 contre 43,% en 2006.

Par ailleurs, et compte tenu de l'évolution des dotations aux amortissements et aux dépréciations de -10,23%, le résultat brut d'exploitation s'inscrit en progression de 18,77% à 4,6 Mrds dh.

Coût du risque

La norme IAS 39 « Dépréciation des prêts et créances » introduit une approche différente pour le calcul des provisions pour créances. Dans ce cadre, les options retenues par Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002 ;
- La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

En appliquant cette nouvelle approche économique du coût du risque, les principaux indicateurs de risque s'améliorent en 2007, partant d'un niveau qui était déjà favorable en 2006 :

- Le taux de contentieux²² a baissé à 6,49%, au 31 décembre 2007, par rapport à 8,6% au 30.06.2007 ;
- Le taux de couverture²³ s'établit à 80,7% en 2007 contre 86,2% en 2006 ;

²² Créances en souffrances / Encours brut de crédit

²³ Provisions sur créances en souffrance / Créances en souffrance

- Le coût du risque²⁴ est de 0,52% en 2007.

Résultat net part du groupe

	2006	2007	Var. 06/07
Résultat d'exploitation	3 843,25	3 909,05	1,71%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1,34	-1,57	-216,62%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18,38	7,22	-60,73%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôts	3 862,97	3 914,70	1,34%
Impôts sur les bénéfices	1 471,37	1 164,99	-20,82%
Résultat net	2 391,60	2 749,72	14,97%
Résultat hors groupe	124,17	295,31	137,83%
Résultat net part du groupe	2 267,43	2 454,41	8,25%

Le résultat net d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007 s'établit à 2 749,7 Mdh, en progression de 14,97% par rapport 2006.

Pour sa part, le résultat net part du groupe affiche une croissance de 8,25% à 2 454,4 Mdh.

Le ROE (résultat net consolidé / fonds propres hors résultat net) du groupe Attijariwafa bank est de 17,8% en 2007, il est stable sur les deux dernières années.

Le ROA (résultat net consolidé / total bilan) est de 1,3% en 2007.

²⁴ Dotations nettes aux provisions / Encours brut de crédit

II.3. Analyse du bilan consolidé IFRS

Principes des retraitements

L'application des normes IAS/IFRS nécessite :

- Lors de la première application « First Time Adoption (FTA) », le retraitement rétrospectif des différentes rubriques du bilan d'ouverture en impactant les capitaux propres au niveau des réserves consolidées ;
- Lors des clôtures semestrielles et annuelles ultérieures, l'enregistrement de la contrepartie des corrections observées sur les différentes rubriques en impactant, en fonction des options retenues, les réserves consolidées ou le résultat du groupe.

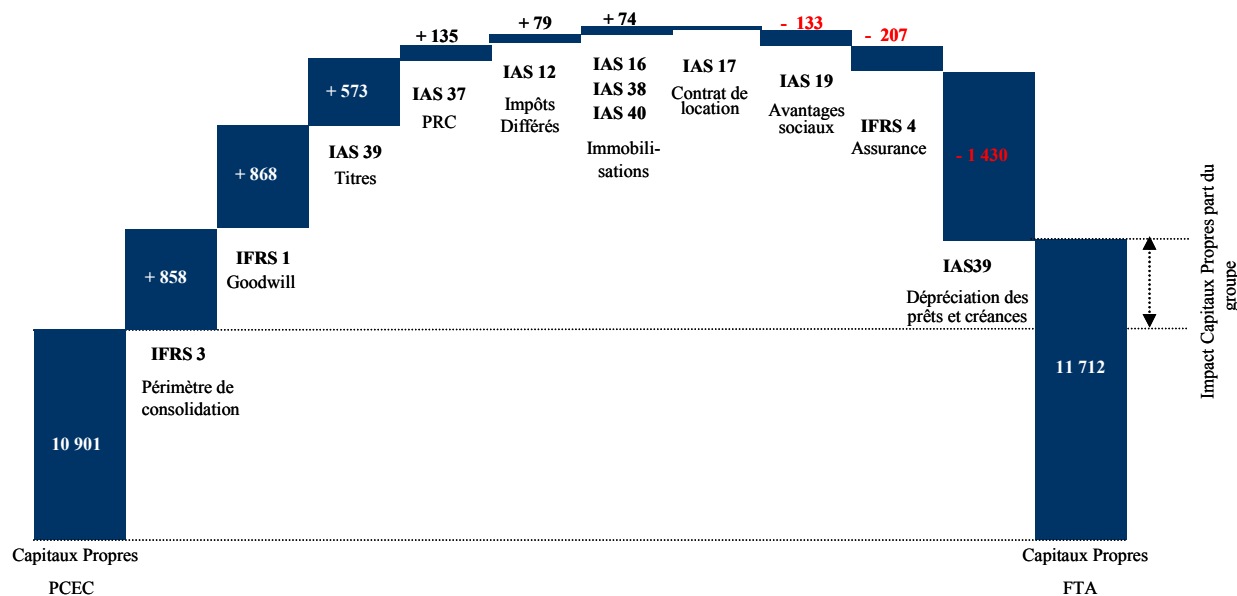
Synthèse des impacts FTA au 31.12.2005

L'application des normes IAS/IFRS a induit une augmentation du total du bilan de 10,6 Mrds, soit 7,6%. Cette augmentation est principalement due aux impacts compensés relatifs à l'évolution du périmètre de consolidation, l'évaluation du goodwill, la valorisation des titres ainsi que la dépréciation des prêts et créances.

Par ailleurs, les normes IAS/IFRS ont induit une hausse de 7,4% dans les capitaux propres consolidés part du groupe qui s'établissent à 11,7 Mrds dh (par rapport à 10,9 Mrds suivant les normes PCEC).

Les capitaux propres consolidés n'ont pas subi de variation significative pour se stabiliser à hauteur de 11,9 Mrds dh.

Le graphique ci-dessous reprend les principaux impacts capitaux propres part du groupe par norme :



Mdh - Source : Attijariwafa bank

Bilan consolidé IFRS

	2006	2007	Var. 06/07
Actif	182 550,32	211 911,09	16,08%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 589,25	16 792,77	7,72%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	19 589,89	17 464,75	-10,85%
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers disponibles à la vente	19 983,93	20 827,04	4,22%
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 500,26	21 716,98	1,01%
Prêts et créances sur la clientèle	91 596,98	119 047,10	29,97%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements détenus jusqu'à leur échéance			
Actifs d'impôt exigible	176,74	240,45	36,05%
Actifs d'impôt différé	676,59	684,05	1,10%
Comptes de régularisation et autres actifs	5 050,36	6 156,88	21,91%
Actifs non courants destinés à être cédés	50,78		-100,00%
Participations dans des entreprises mises en équivalence	89,54	87,97	-1,75%
Immeubles de placement	794,98	755,57	-4,96%
Immobilisations corporelles	2 972,48	3 283,10	10,45%
Immobilisations incorporelles	588,58	763,43	29,71%
Ecart d'acquisition	3 889,96	4 090,99	5,17%
Passif	182 550,31	211 911,09	16,08%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	239,66	18,14	-92,43%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2620,46	2 471,29	-5,69%
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 184,85	12 496,06	22,69%
Dettes envers la clientèle	133 990,23	151 662,07	13,19%
Titres de créance émis	937,58	2 527,34	>100%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible	512,84	645,772	25,92%
Passifs d'impôt différé	1637,38	1 232,28	-24,74%
Comptes de régularisation et autres passifs	4 400,02	6 317,05	43,57%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance	10 331,02	11 788,73	14,11%
Provisions pour risques et charges	1 070,56	997,24	-6,85%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	288,2	262,05	-9,07%
Dettes subordonnées	404,37	3 337,23	>100%
Capital et réserves liées	7 366,52	7 366,52	0,00%
Réserves consolidées	5 129,64	6 769,03	31,96%
<i>Part du groupe</i>	<i>4 413,21</i>	<i>5 856,01</i>	<i>32,69%</i>
<i>Part des minoritaires</i>	<i>716,43</i>	<i>913,03</i>	<i>27,44%</i>
Gains ou pertes latents ou différés	1045,39	1 270,57	21,54%
Résultat net de l'exercice	2 391,60	2 749,72	14,97%
<i>Part du groupe</i>	<i>2 267,43</i>	<i>2 454,41</i>	<i>8,25%</i>
<i>Part des minoritaires</i>	<i>124,17</i>	<i>295,31</i>	<i>>100%</i>

Mdh - Source : Attijariwafa bank

En 2007, le total bilan consolidé s'est élevé à 211,9 Mrds dh, en progression de 16,0% par rapport à 2006. Cette progression résulte principalement de l'augmentation des prêts et créances sur la clientèle (+29,9%), sa contribution dans le total actif passe de 50,17% en 2006 à 56,2% en 2007;

Pour leur part, les dettes envers la clientèle enregistrent une progression de 13,19% pour s'établir à 151,7 Mrds dh.

Les capitaux propres du groupe ont totalisé, en 2007, 18,2 Mrds, enregistrant une évolution de 13,95% par rapport à leur niveau en 2006. Cette variation est la conséquence de l'évolution des réserves consolidées (+31,96%), des gains latents ou différés (+21,54%) et du résultat net de l'exercice qui a progressé de 14,97% en 2007.

II.3.1. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2006	2007	Var. 06/07
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	21 500,3	21 717,0	1,0%
Créances sur la clientèle (C2)	85 620,2	111 176,2	29,8%
Créances commerciales	24 645,5	27 030,1	9,7%
Autres concours à la clientèle	52 178,7	70 097,4	34,3%
Valeurs reçues en pension	1 398,9	1 204,7	-13,9%
Comptes ordinaires débiteurs	13 577,0	18 175,3	33,9%
Créances rattachées	797,8	880,0	10,3%
Provisions	6 977,7	6 211,3	-11,0%
Opérations de crédit bail (C3)	5 976,8	7 870,9	31,7%
Total crédit (C1+C2+C3)	113 097,2	140 764,1	24,5%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- A fin 2007, l'encours des crédits du groupe Attijariwafa bank enregistre une progression de 24,5%. Une évolution portée notamment par la progression des créances sur la clientèle :
 - La croissance importante des autres concours à la clientèle (+34,3%) à 70,09 Mrds dh
 - La hausse des comptes ordinaires débiteurs (+33,9%) à 18 Mrds dh.
 - La croissance des créances commerciales (+9,7%) à 27 Mrds dh
 - Les provisions rattachées ont enregistrées une baisse significative (-11%) à 6,2 Mrds dh.

La ventilation des prêts et créances sur la clientèle par zone géographique, en 2006 et 2007, se présente comme suit :

	2006				2007			
	Encours sains	Encours dépréciés	Provisions individuelles	Provisions collectives	Encours sains	Encours dépréciés	Provisions individuelles	Provisions collectives
Maroc	76 731	6 196	5 299	264	99 901	5 787	4 809	253
Tunisie	7 942	3 246	1 763	14	10 219	2 091	1 322	61
Sénégal	19				1 318	241	134	
Europe	931	6	5		1 240	9	8	
Autres	3 051	11			3 906	31		
Total en principal	88 675	9 459	7 067	278	116 585	8 159	6 273	314
Créances rattachées	808				890			
Provisions								
Valeur nette au bilan	89 483	9 459	7 067	278	117 475	8 159	6 273	314

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Les prêts et créances sur la clientèle sont destinés principalement au marché marocain. Ils représentent en moyenne 85% sur les années 2006 et 2007.

Le marché sénégalais a enregistré une forte croissance (>100%) en 2007 suite à l'acquisition de la banque sénégalaise-tunisienne.

Dépôts

L'encours consolidé des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2006	2007	Var.	06/07
Dettes envers les établissements de crédit (C1)	10 184,9	12 496,1		22,7%
Dettes envers la clientèle (C2)	133 990,2	151 662,1		13,2%
Comptes ordinaires créditeurs	82 376,8	100 523,1		22,0%
Comptes d'épargne	43 055,5	39 127,9		-9,1%
Autres dettes envers la clientèle	4 708,9	6 161,1		30,8%
Valeurs données en pension	3 380,1	5 366,5		58,8%
Dettes rattachées	468,9	483,4		3,1%
Total dépôts (C1+C2)	144 175,1	164 158,1		13,9%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

A fin 2007, l'encours consolidé des dépôts s'est amélioré de 13,9% à 164,2 Mrds dh. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des comptes ordinaires créditeurs (+22%) à 100,5 Mrds dh.

La répartition des dettes envers la clientèle par zone géographique, sur les deux derniers exercices, se présente comme suit :

	2006	2007
Maroc	70,8%	69,9%
Tunisie	8,4%	7,8%
Senegal	0,0%	1,1%
Europe	0,6%	0,8%
Autres	19,8%	20,0%
Dettes rattachées	0,3%	0,3%
Total	100,0%	100,0%

Les dettes envers la clientèle proviennent principalement du marché marocain. Ils représentent en moyenne 70% sur les années 2006 et 2007.

Structure des Ressources consolidées d'Attijariwafa bank

Les ressources du groupe Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2006	2007	Var.	06/07
Fonds propres & assimilés dont :	16 338	21 493		31,56%
Dettes subordonnées	404	3 337		>100%
Capital	1 930	1 930		ns
Réserves liées au capital	5 437	5 437		ns
Actions propres	-	1 497	-	15,37%
Réserves et résultats consolidés	8 178	10 038		22,74%
Gains ou pertes latents ou différés	1 045	1 271		21,54%
Capitaux propres part du groupe	15 093	16 948		12,29%
Intérêts minoritaires	841	1 208		43,75%
Ressources	145 113	166 685		14,87%
Etablissements de crédit	10 185	12 496		22,69%
Clientèle	133 990	151 662		13,19%
Titres de créances émis	938	2 527		170%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS

Au terme de l'exercice 2007, les fonds propres de la banque s'élèvent à 21,5 Mrds dh, en progression de 31,6% par rapport à fin 2006, liée principalement à l'émission d'emprunts obligataires subordonnés totalisant 3 Mrds dh.

La principale composante des ressources bancaires du groupe est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à 151,7 Mrds dh à fin 2007, y contribuent en moyenne à hauteur de 91,6% entre 2006 et 2007.

Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2007 est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31/12/05	1 930,0	5 436,6	-1 486,8	5 515,5	316,7	11 711,8	216,4	11 928,2
Impact des changements de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31/12/05 corrigés	1 930,0	5 436,6	-1 486,8	5 515,5	316,7	11 711,8	216,4	11 928,2
Opérations sur capital				1 086,7		1 086,7	451,5	1 538,2
Paievements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-10,4			-10,4		-10,4
Dividendes				-643,7		-643,7	-41,3	-684,9
Résultat de l'exercice				2 267,4		2 267,4	124,2	2 391,6
Immobilisations corporelles et incorporelles :								
Réévaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-62,8	728,7	666,0	80,0	746,0
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat ©				14,7		14,7	9,8	24,4
Gains ou pertes latentes ou différés (A) + (B) + ©				-48,1	728,7	680,6	89,8	770,4
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture 31/12/06	1 930,0	5 436,6	-1 497,2	8 177,9	1 045,4	15 092,6	840,6	15 933,2
Changements de méthode comptables								
Capitaux propres clôture 31/12/06 corrigés	1 930,0	5 436,6	-1 497,2	8 177,9	1 045,4	15 092,6	840,6	15 933,2
Opérations sur capital				118,3		118,3	31,0	149,4
Paievements fondés sur des actions				-106,0		-106,0		-106,0
Opérations sur actions propres			-230,1	393,7		163,5		163,5
Dividendes				-814,1		-814,1	-66,4	-880,5
Résultat de l'exercice 2007				2 454,4		2 454,4	295,3	2 749,7
Immobilisations corporelles et incorporelles :								
Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)				-211,5	225,2	13,7	66,3	80,0
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				27,4		27,4	-2,1	25,3
Gains ou pertes latentes ou différés (D) + (E) + (F)				-184,1	225,2	41,0	64,2	105,3
Variations de périmètre				-2,2		-2,2	43,6	41,3
Capitaux propres clôture 31/12/07	1 930,0	5 436,6	-1 727,4	10 037,8	1 270,6	16 947,5	1 208,3	18 155,8

Mdh - Source : Attijariwafa bank

III. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

III.1. Orientations stratégiques

Après une phase de trois ans, ayant permis de s'assurer de l'intégration des activités de l'ex-BCM et de l'ex-Wafabank, et du renforcement des différents partenariats mis en place, Attijariwafa bank entame l'année 2008 dans une position favorable pour tirer profit des synergies internes, et mettre en œuvre son plan de développement à l'horizon 2010.

Sur le plan national, le Groupe compte se focaliser sur les axes de développement suivants :

- La poursuite du développement de la politique de proximité, avec un objectif de 120 nouvelles agences en 2008 ;
- L'accélération de l'activité de collecte de dépôts, de distribution de crédits et de capture des flux de transferts des MRE en s'appuyant sur une organisation dédiée, la Banque des Marocains sans Frontière, et Attijariwafa bank Europe, filiale bancaire française à statut européen ;
- La poursuite du plan d'acquisition PME et la mise en place d'une approche dédiée à la TPE ;
- Le renforcement du positionnement du groupe avec les relations corporate
- L'amélioration du dispositif de la gestion des risques ;
- Optimisation des synergies groupe (filiales Maroc et international) ;

De plus, Attijariwafa bank poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie de développement à l'international qui s'articule autour des trois grands axes suivants :

- Renforcement de la présence au Maghreb, à travers le déploiement du plan de développement d'Attijari bank Tunisie et le lancement des activités en Lybie ;
- Lancement du plan de rapprochement CBAO ;
- Poursuite de l'extension régionale en Afrique du Nord, de l'Ouest et Centrale

III.2. Données financières prévisionnelles

Avertissement

Les prévisions données ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part d'Attijariwafa bank.

Conformément à la circulaire n°04/04 relative aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, et dans la mesure où Attijariwafa bank fait l'objet d'une notation émise par l'agence internationale S&P, l'émetteur est dispensé d'intégrer les données prévisionnelles.

III.2.1. Hypothèses d'exploitation

Les hypothèses d'exploitation retenues pour l'estimation du budget d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2008 sont exposées dans le tableau suivant :

	2008
Dépôts	157 038
Crédits	118 518

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Les dépôts devraient enregistrer une croissance de 15,1% par rapport au niveau enregistré à fin 2007. Pour leur part, les crédits devraient stagner sur la période 2007-2008.

Attijariwafa bank a mis en place un programme d'investissement qui concerne le système d'information et le réseau, avec l'ouverture de 120 nouvelles agences en 2008.

Le tableau ci-dessous résume, sur trois exercices, les budgets alloués aux principaux postes d'investissement :

	2008 ^p	2009 ^p	2010 ^p	Var 09/08	Var 10/09
Réseau hors GAB	308	308	308	0,00%	0,00%
Schéma directeur	178	60	30	-66,29%	-50,00%
Investissements IT récurrents	260	280	300	7,69%	7,14%
Autres	389	408	428	4,88%	4,90%
Total	1135	1 056	1 066	-6,96%	0,95%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

III.2.2. Compte de produits et charges sociaux prévisionnels

Le compte d'exploitation prévisionnel d'Attijariwafa bank pour l'exercice 2008 se présente comme suit :

	2008 ^p	2009 ^p	2010 ^p	Var 09/08	Var 10/09
Produit net bancaire	6 410	7 230	8 100	12,79%	12,03%
Charges générales d'exploitation	2 790	3 100	3 420	11,11%	10,32%
Résultat brut d'exploitation	3 630	4 100	4 650	12,95%	13,41%
Dotations nettes de reprises aux prov. pour créances	280	560	980	100,00%	75,00%
Résultat net	2 400	2 640	2 900	10,00%	9,85%

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Au terme de l'exercice 2008, le produit net bancaire devrait progresser de 8,4% par rapport à fin 2007. Sur la période prévisionnelle 2008-2010, le PNB devrait afficher un taux de croissance annuelle moyen de 12,4%.

Par ailleurs, et suite à une maîtrise des charges d'exploitation, celles-ci évoluent moins rapidement que le PNB, soit un TCAM de 10,7% sur la période 2008-2010.

Pour sa part, le résultat net enregistre une croissance annuelle moyenne de 9,9% entre 2008 et 2010 pour s'établir à 2,9 Mrds dh à fin 2010.

IV. FACTEURS DE RISQUES

La gestion des risques d'Attijariwafa Bank est centralisée au niveau du pôle Gestion Globale des Risques (GGR) qui se charge de la supervision, du contrôle et de la mesure des risques encourus par le Groupe à l'exception des risques opérationnels.

L'indépendance de cette structure vis-à-vis des autres pôles et métiers permet d'assurer une objectivité optimale aux propositions de prise de risque qu'elle soumet au comité de crédit et à leur contrôle.

IV.1. Risque de taux et de change

En 2005, Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un dispositif spécifique de contrôle des risques de marché qui s'inscrit dans le cadre du dispositif global du Contrôle Interne conformément aux dispositions de la circulaire n° 6/G/2001 de Bank Al-Maghrib.

Ce dispositif s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- 1- Le contrôle interne de premier niveau, assuré par les opérateurs du Front Office qui sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et à la politique définie par la banque en matière de suivi et de gestion des risques ;
- 2- Le suivi des risques par le Middle Office qui s'assure quotidiennement du respect des limites relatives aux risques de change, de taux et de contrepartie. Il informe périodiquement la Direction et les autres entités de contrôle à travers un système de reporting. D'autre part, l'entité « Surveillance et suivi des risques de marché » a pour fonction de détecter, analyser et suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis rationaliser ces positions par des autorisations formalisées et enfin être alertée à toute déviation de ces positions. Ce suivi se fait notamment à travers les supports suivants :
 - Un suivi mensuel de l'exposition au risque de change permet le calcul rétrospectif de la Value at Risk (VaR) qui mesure la perte potentielle maximale liée à l'exposition au risque de change de l'établissement ;
 - Un reporting mensuel présente de manière synthétique l'exposition au risque de change de la banque par rapport aux limites fixées.
- 3- Les organes de contrôle réalisent des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale.

Le modèle VaR²⁵ a été développé par les soins de la gestion globale des risques d'Attijariwafa Bank. Il couvre le risque de taux Dirham ainsi que le risque de change au comptant et à terme. Le choix de la méthode RiskMetrics développée par JP Morgan afin d'appréhender une mesure de la VaR présente différents avantages : elle est facile à implémenter, tient compte des corrélations existantes entre les prix des actifs et prend en considération les fluctuations récentes et historiques des prix. Par conséquent, la méthode RiskMetrics repose sur une matrice de variances et covariances des rendements des actifs du portefeuille ainsi que leur composition dans le portefeuille.

La gestion globale des risques produit mensuellement un reporting détaillé qui retrace le calcul et l'évolution de la VaR et le contrôle des limites réglementaires et internes. Le modèle permet de faire du backtesting qui est une technique permettant de tester la validité du modèle de calcul de la VaR. Il consiste à se baser sur des opérations historiques de calcul de la VaR et voir par la suite si cette VaR encadrerait réellement la perte potentielle réalisée en la comparant au P&L théorique. Pour l'instant, le modèle VaR n'est pas encore implémenté dans le système d'information d'Attijariwafa Bank (sa mise en place se fera vers 2008-2009 avec l'application de la méthode interne relative à Bâle II).

²⁵ La Value at Risk représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance.

Par ailleurs, la banque a instauré un système de limites internes pour mesurer et contrôler les risques de marché. Ces limites sont relatives au portefeuille de négociation, la position de change, matières premières et options de change.

IV.1.1. Risque de taux

Le système bancaire est en proie à une baisse tendancielle des taux d'intérêt. Le rendement des crédits combiné au renchérissement des coûts des ressources affecte les marges d'intermédiation bancaire. La banque encourt le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les Produits Nets Bancaires prévisionnels.

Au 31/03/2008, la valeur de marché du portefeuille des Bons du Trésor s'élève à 204,35 millions de Dhs, avec une VaR de 171,55 milliers de Dhs. Les principaux instruments de couverture des taux utilisés sont les prêts/emprunts, les swaps de taux et les forwards rate agreements (FRA's). En l'absence d'outils de couverture, le risque de taux est géré en se basant sur l'optimisation des adossements des actifs et des passifs (gestion dynamique actif/passif) à travers l'orientation de la stratégie en matière de dépôts et de crédits.

IV.1.2. Risque de change

Tout établissement bancaire encourt un risque de change. Celui-ci trouve son origine dans les différentes activités de la banque (participations, filiales à l'étranger, crédits en devises, titres en devises, emprunts en devises, swap, options de change, change à terme, etc). L'établissement bancaire peut constater une évolution des taux de change futurs en sa défaveur, et enregistrer en conséquence une réduction de sa marge prévisionnelle. Le risque de change de AWB peut être analysé selon le tableau suivant :

Devises	Position en devises	Contre-valeur (000 Dh)	% des fonds propres
USD	35 226	272 318,16	0,33%
EUR	596963	6776723,98	5,57%
JPY	3381	234	0,03%
CHF	621	4 256	0,01%
GBP	446	6909,21	0,00%
CAD	2 191	17 191	0,02%
DKK	975	1 484	0,01%
NOK	1 533	2 190	0,01%
SEK	308	371	0,00%
DZD	26	3,01	0,00%
TND	183	1162,16	0,00%
SAR	2 501	5 158	0,02%
KWD	360	10 195	0,00%
AED	1 428	3 008	0,01%
LYD	19	120	0,00%
MRO	6	0	0,00%

En milliers – Source : Attijariwafa bank

* Actifs - Passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme

La somme des positions de change au 31/12/2007 de la banque se présente comme suit :

- En terme de positions longues : 660 974 Kdh ;
- En terme de positions courtes : 2 657 Kdh.

IV.2. Risque de liquidité

L'activité de transformation propre aux établissements bancaires implique nécessairement un risque de liquidité. Les maturités des emplois et des ressources, toutes différentes les unes des autres, créent au sein du bilan de la banque des écarts entre volume d'actifs et de passifs qui sont à la source du risque de liquidité.

En cas de bouleversements structurels, la banque peut se trouver dans l'impossibilité de se procurer des liquidités dans des conditions normales de volume et de taux. Dans un pareil cas, les besoins de refinancement futurs peuvent réduire les marges prévisionnelles.

Le ratio de liquidité réglementaire²⁶ se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité Maroc
31 décembre 2002	121,8%
31 mars 2003	118,8%
30 juin 2003	120,3%
30 septembre 2003	111,5%
31 décembre 2003	106,5%
31 mars 2004	100,4%
30 juin 2004	110,9%
31 décembre 2004	110,2%
31 mars 2005	105,2%
30 juin 2005	107,4%
31 décembre 2005	77,0%
31 mars 2006	92,8%
30 juin 2006	87,2%
31 décembre 2006	96,4%
31 mars 2007	77,6%
30 juin 2007	131,4%
31 décembre 2007	107,93%

Source : Attijariwafa bank

IV.3. Gestion du risque de contrepartie

Dans un contexte de profonds changements au Maroc que représentent la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement douanier et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait davantage être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

Pour gérer le risque de contrepartie, l'entité « Risque de crédit » au sein de la GGR a pour mission principale d'analyser et d'instruire les demandes de prise de risque émanant des différentes forces de vente du groupe. Elle a, en outre, pour prérogatives l'évaluation de la consistance et de la validité des garanties, l'appréciation du volume d'activité de la relation et le bien-fondé économique des financements sollicités. Chaque Business Unit est dotée d'une structure d'engagement et d'une structure de recouvrement clairement indépendantes et hiérarchiquement liées au pôle Gestion Globale des Risques.

IV.3.1. Répartition des engagements de l'établissement au 31/12/2007

Par secteur d'activité

La répartition des risques selon les secteurs de l'économie fait l'objet d'une attention particulière et se double d'une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs.

La répartition des engagements donnés par secteurs, rapportés au total des engagements de la Banque à fin décembre 2007, se décline comme suit :

- Les établissements financiers –holding et assurances représentant 18,89%, en quasi-stagnation par rapport à 2006. Les risques sur les engagements de ce secteur sont très faibles (96% des engagements des établissements financiers spécialisés sont sur des filiales de banques et la CDG).

²⁶ Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

- Le BTP & matériaux de construction représente 7.97% en 2007 en quasi-stagnation par rapport à 2006. Les crédits par signature représentent plus de 50% des engagements globaux de ce secteur.
- La promotion immobilière représente 8% contre 5.2% en 2006. Les engagements sur ce secteur ont connu une forte progression du fait de la stratégie de la Banque d'accompagner la réalisation de nombreux grands projets d'envergure en matière d'habitat.

Par contrepartie

Évaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification est une constante de la politique de risque de la Banque. L'étendue et la variété des activités du Groupe pourraient y participer.

Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

Par zone géographique

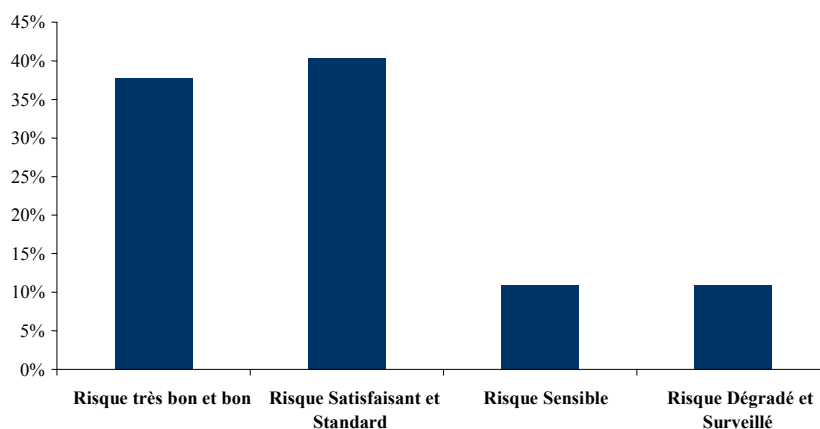
La répartition des engagements par zone géographique montre que l'exposition de la Banque est très largement concentrée sur la région de Casablanca (+ des 3/4 des engagements), suivie de la région de Rabat (11%) et celle de Fès- Meknès-Oriental-Rif (3%), alors que les régions du Sud, Souss, Nord ne représentent que 3 % des engagements chacune malgré l'importance des projets d'investissements touristique, d'infrastructure lancés ces dernières années.

Cette concentration s'explique par :

- Le fait que les régions de Casablanca et de Rabat représentent le «cœur économique, financier et administratif» du Royaume.
- La domiciliation des comptes à Casa et Rabat des principaux projets d'infrastructure lancés et réalisés en province.

Par qualité du portefeuille

Grâce à un dispositif de notation interne, les engagements commerciaux sur les entreprises sont accordés et suivis selon leur qualité. Environ 38% des engagements sont concentrés sur les entreprises à bons et très bons risques. Quant aux risques sensibles, une attention particulière leur est accordée à travers des entités dédiées au pré-recouvrement amiable et à la gestion des créances difficiles appuyées par une direction de contrôle et de la surveillance des risques de contrepartie de la banque. Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par classe de risque :



Source : Attijariwafa bank au 31.12.2007

IV.3.2. Système de notation interne

Le Groupe développe un système de notation pour évaluer l'ensemble de ses contreparties. Ce système de notation est en phase avec les exigences de « Bâle II ». Ainsi, la mise en œuvre de l'approche de notation interne repose sur des exigences minimales qui permettent à chaque établissement de crédit de choisir les systèmes et les méthodes les mieux adaptés à son activité.

En effet, le système de notation doit être caractérisé par deux paramètres bien distincts : le risque de défaut de l'emprunteur et les facteurs spécifiques à la transaction. L'horizon temporel des évaluations du risque de défaut est estimé à 1 an.

Le modèle doit également avoir un caractère prédictif et prendre en compte le jugement humain tout en faisant l'objet d'une validation régulière et d'un suivi de ses performances.

En terme de documentation, la conception du système de notation et ses modalités opérationnelles doivent être formalisées. En particulier, les aspects différenciation du portefeuille, critères de notation, responsabilité des différents intervenants, fréquence de revue et implication du management doivent être traités de manière approfondie.

Les données sur les principaux emprunteurs et les caractéristiques des facilités doivent être collectées et stockées.

En outre, les banques doivent disposer d'un système solide pour valider l'exactitude et la cohérence des systèmes et procédures de notation et l'estimation de tous les grands facteurs de risque. Elles doivent démontrer à leur autorité de contrôle que leur processus de validation leur permet d'évaluer, de manière cohérente et significative, les performances de leurs systèmes internes de notation et d'appréciation du risque.

Le système de notation interne d'Attijariwafabank a été élaboré en juin 2003 avec l'assistance technique de la société de financement internationale et du cabinet Mercer Oliver Wyman.

Le Périmètre englobe le portefeuille des entreprises (PME et GE) hors les collectivités locales et les banques. La classification « Compromis » a été adoptée comme définition du défaut

Le système prend en compte deux paramètres : une échelle de notation de six notes (A, B, C, D, E et F) et les probabilités de défaut (PD) estimées.

Le modèle intègre cinq facteurs financiers explicatifs du risque de crédit :

- La taille
- La structure
- La rentabilité
- La liquidité
- Le levier

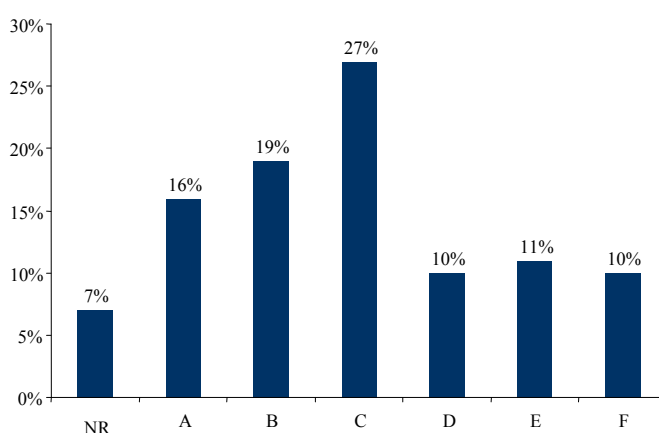
Pour chacun des cinq facteurs, une table de notation a été créée. Le score final est la somme des notes pondérées obtenues au niveau de chaque facteur.

Le support des scores a été segmenté en six classes de risque de type « Master Scale ». Les probabilités de défaut ont été calculées et ajustées par rapport à chaque classe de risque.

La notation proposée s'étage de la note « A » à la note « F », en plus d'une classe « X » correspondant aux dossiers en souffrance. Le niveau de risque correspondant à chaque note est spécifié dans le tableau suivant :

Note	Niveau de risque
A	Très bon
B	Bon
C	Satisfaisant
D	Moyen
E	Sensible
F	Dégradé

La répartition des engagements d'Attijariwafa bank, selon le système de notation interne, est présentée dans le graphique suivant :



Source : Attijariwafa bank au 31.12.2007 - * Non répertorié

L'utilisation du système de notation interne dans les processus de gestion du risque de crédit est effective depuis le deuxième semestre 2004, à travers les systèmes de délégation et d'appréciation des risques. Il s'agit de système de délégation de compétences régissant le processus de décision en matière de risques et reposant sur le double principe d'indépendance des risques et de collégialité dans la prise de risque.

Attijariwafa bank, pourra adopter, d'ici quelques années, l'approche de notation interne simple recommandée par « Bâle II ».

En effet, cette approche permet à chaque établissement bancaire de réaliser ses propres évaluations internes du risque de crédit et donc de mesurer un besoin en fonds propres reflétant plus précisément le profil de risque de l'établissement.

Les banques doivent classer leurs expositions au sein de 5 portefeuilles définis réglementairement mais calqués sur les pratiques actuelles des banques : Entreprises (dont les financements spécialisés), Souverains, Banques, Détail et Actions.

Pour chacun de ces portefeuilles, il y a trois éléments principaux :

- Un ensemble de paramètres d'appréciation du risque de crédit (la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance, l'exposition à la défaillance, la maturité) fourni tout ou partie par la banque ;
- Une fonction de calcul des pondérations intégrant l'ensemble de ces paramètres ;
- Un nombre d'exigences minimales de qualité que doit remplir la banque souhaitant utiliser cette approche.

Un premier Backtesting du modèle de notation interne a été finalisé fin Août 2007 au niveau du segment « Corporate -GE & la grande PME-».

Les objectifs fixés de ce Backtesting sont :

- Tester le pouvoir prédictif du modèle de notation
- S'assurer de la bonne calibration des probabilités de défauts

Le système de notation interne fait actuellement partie intégrante du processus d'évaluation et de décision de crédit. En effet, lors du traitement de la proposition de crédit, une confirmation de la notation est effectuée en accord avec l'instance de décision. Les niveaux de délégation des compétences en termes de décisions de crédit sont d'ailleurs fonction de la notation risque.

Risque du marché actions

La valeur nette comptable des titres de placement et d'investissement de AWB au 31/12/2007 en social ressort comme suit :

En milliers de DH	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus ou moins values latentes	Provisions
Titres de placement	16 304 847	16 268 573		36 274	36 274
Bons et valeurs assimilées	8 408 321	8 398 615		9 706	9 706
Obligations	1 373 015	1 353 957		19 058	19 058
Autres titres de créance	390 384	390 384			
Titres de propriété	6 133 127	6 125 617		7 510	7 510
Titres d'investissement	2 919 732	2 919 732			
Bons et valeurs assimilées	1 175 359	1 175 359			
Obligations					
Autres titres de créance	1 744 373	1 744 373			

Kdh Source: Attijariwafa bank

IV.4. Risques réglementaires

Ratio de solvabilité

Attijariwafa bank dégage une assise financière solide lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements, comme en atteste le ratio de solvabilité dégage au 31/12/2007 :

	Montant
Fonds propres réglementaires – Mdh (1)	12 578
Risques pondérés – Mdh (2)	106 893
Ratio de solvabilité (1) / (2)	11,77%

Source: Attijariwafa bank

V. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Néant.

PARTIE VI : ANNEXES

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFABANK

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES EMISES

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

RAPPORT DE NOTATION

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFABANK

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES

I.1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc et à l'étranger et les succursales de Bruxelles. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités Marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

I.2. Principes Généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

I.3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

- 1- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
 - Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédit immobilier et autres crédits pour la clientèle.
- 2- Les engagements par signature comptabilisés hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.
- 3- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
- 4- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- 1- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises ;
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de : 20 % pour les créances pré-douteuses, 50 % pour les créances douteuses, 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- 2- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.
- 3- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- 4- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

- 5- La banque a retenu, au titre des dispositions de l'article 22 de la circulaire n°19/G/2002, l'option d'anticiper la mise à niveau de la valeur des hypothèques relatives aux créances compromises. Cette mise à niveau, a été achevée fin 2007 s'est traduite par un impact sur le résultat d'environ 195 millions de dirhams.
- 6- La banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées. Cette opération a porté sur un montant de 568 millions de dirhams, sans se traduire par un impact sur le résultat de l'exercice.

I.4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

I.5. Portefeuille titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Au 31/12/2007, la banque n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan ; le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

I.6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

I.7. La conversion des états financiers libelles en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères (Succursales de Bruxelles) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique. L'écart résultant de la correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat est converti au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

I.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

I.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vies estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	NA
Immobilisations en recherche et développement	NA
Logiciels informatiques	6,67
Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	25
Mobilier de bureau	6,67
Matériel informatique	6,67
Matériel roulant	5
Agencements, aménagements et installations	6,67

I.10. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Frais préliminaires	3
Frais d'acquisition des immobilisations	5
Frais d'émission des emprunts	NA
Prime d'émission ou de remboursement de titres de créances	NA
Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

I.11. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

I.12. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

I.13. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWAFABANK

II.1. Bilan des 3 derniers exercices

ACTIF	2005	2006	2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 681 402	14 619 432	16 092 583
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 345 594	24 155 056	31 499 302
A vue	9 719 917	14 361 282	15 170 213
A terme	9 625 677	9 793 774	16 329 089
Créances sur la clientèle	52 444 141	67 951 564	87 332 225
Crédits de trésorerie et à la consommation	27 549 850	35 049 102	43 973 644
Crédits à l'équipement	12 698 330	16 455 411	18 811 370
Crédits immobiliers	10 325 788	15 526 925	22 888 189
Autres crédits	1 870 173	920 126	1 659 022
Créances acquises par affacturage	1 248 732	982 762	427 569
Titres de transaction et de placement	17 089 819	19 641 854	16 268 573
Bons du Trésor et valeurs assimilées	12 757 734	11 983 424	8 398 615
Autres titres de créance	2 667 385	1 723 803	1 744 341
Titres de propriété	1 664 700	5 934 627	6 125 617
Autres actifs	1 442 071	1 799 373	2 743 480
Titres d'investissement	3 959 896	3 543 552	2 919 732
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 704 067	1 526 449	1 175 359
Autres titres de créance	2 255 829	2 017 103	1 744 373
Titres de participation et emplois assimilés	5 709 436	6 169 374	6 618 167
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location	82 957	35 567	245 008
Immobilisations incorporelles	1 436 556	1 453 416	1 537 448
Immobilisations corporelles	2 517 950	2 423 750	2 556 241
TOTAL ACTIF	117 958 554	142 775 700	168 240 328
Kdh			

PASSIF	2005	2006	2007
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		5 294	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 506 911	5 229 917	8 055 373
A vue	3 115 805	4 849 982	4 777 106
A terme	1 391 106	379 935	3 278 267
Dépôts de la clientèle	98 475 272	120 904 819	136 419 786
Comptes à vue créditeurs	55 012 271	64 671 379	81 841 643
Comptes d'épargne	12 583 585	13 440 266	14 716 434
Dépôts à terme	27 926 634	38 637 642	34 256 684
Autres comptes créditeurs	2 952 782	4 155 532	5 605 025
Titres de créance émis			1 713 230
Titres de créance négociables émis			1 713 230
Emprunts obligataires émis			
Autres titres de créance émis			
Autres passifs	1 679 043	2 308 375	3 377 094
Provisions pour risques et charges	788 119	588 003	593 720
Provisions réglementées	175 000	250 000	250 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			3 070 622
Ecarts de réévaluation	420	420	420
Réserves et primes liées au capital	9 115 920	9 636 620	10 695 000
Capital	1 929 960	1 929 960	1 929 960
Actionnaires, Capital non versé (-)			
Report à nouveau (+/-)	70 529	-7 589	-4 643
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)			
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 217 380	1 929 881	2 139 766
TOTAL PASSIF	117 958 554	142 775 700	168 240 328
Kdh			

II.2. Hors Bilan des 3 derniers exercices

ENGAGEMENTS DONNES	2005	2006	2007
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés			30 886
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 291 714	7 355 811	9 473 933
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	4 340 452	3 292 824	6 321 445
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	11 265 527	14 940 862	17 900 416
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Total	21 897 693	25 589 497	33 726 680

ENGAGEMENTS RECUS	2005	2006	2007
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés			
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	10 511 330	18 005 345	19 588 837
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	25 568	25 944	38 344
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			
Total	10 536 898	18 031 289	19 627 181

Kdh

II.3. Comptes de produits et de charges 2005-2007

	2005	2006	2007
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	691 304	870 366	1 171 525
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	3 475 852	3 897 611	4 495 571
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	812 766	662 470	664 152
Produits sur titres de propriété	128 011	282 833	529 202
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	93 757	50 674	28 842
Commissions sur prestations de service	630 619	735 907	871 935
Autres produits bancaires	491 605	777 023	1 119 937
TOTAL I	6 323 914	7 276 884	8 881 214
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	197 443	254 465	286 151
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	1 106 197	1 493 764	1 803 254
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis			36 229
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	83 879	47 390	13 987
Autres charges bancaires	301 998	439 899	825 587
TOTAL II	1 689 517	2 235 518	2 965 208
III. PRODUIT NET BANCAIRE	4 634 397	5 041 366	5 916 006
Produits d'exploitation non bancaire	133 712	284 585	344 562
Charges d'exploitation non bancaire	120	79	20
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	1 028 103	1 015 905	1 354 531
Impôts et taxes	57 233	80 119	69 167
Charges externes	861 749	931 151	972 830
Autres charges générales d'exploitation	1 682	1 819	29 182
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	291 839	302 867	298 636
TOTAL IV	2 240 606	2 331 861	2 724 346
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	911 109	647 865	783 915
Pertes sur créances irrécouvrables	1 384 345	500 829	603 391
Autres dotations aux provisions	349 293	363 866	498 265
TOTAL V	2 644 747	1 512 560	1 885 571
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Reprises de prov. pour créances & engagements par signature en souffrance	1 915 978	887 664	993 868
Récupérations sur créances amorties	23 655	101 701	116 867
Autres reprises de provisions	218 422	361 817	464 384
TOTAL VI	2 158 055	1 351 182	1 575 119
VII. RESULTAT COURANT	2 040 691	2 832 633	3 225 750
Produits non courants	19 975	9 501	9 042
Charges non courantes	141 602	91 576	276 681
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	1 919 064	2 750 558	2 958 111
Impôts sur les résultats	701 684	820 677	818 345
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 217 380	1 929 881	2 139 766
TOTAL PRODUITS	8 635 656	8 922 152	10 809 937
TOTAL CHARGES	7 418 276	6 992 271	8 670 171
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 217 380	1 929 881	2 139 766

Kdh

II.4. État des soldes de gestion 2005-2007

	2005	2006	2007
Intérêts et produits assimilés	4 979 922	5 430 447	6 331 249
Intérêts et charges assimilés	1 303 640	1 748 229	2 125 635
MARGE D'INTERET	3 676 282	3 682 218	4 205 614
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	93 757	50 674	28 842
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	83 879	47 390	13 987
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	9 878	3 284	14 855
Commissions perçues	632 442	735 991	874 905
Commissions servies	2 930	12 255	711
MARGE SUR COMMISSIONS	629 512	723 736	874 194
Résultat des opérations sur titres de transaction			
Résultat des opérations sur titres de placement	89 764	327 783	337 973
Résultat des opérations de change	284 254	361 991	356 800
Résultat des opérations sur produits dérivés	-7 692	4 817	12 133
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	366 326	694 591	706 906
Divers autres produits bancaires	143 554	286 597	544 840
Diverses autres charges bancaires	191 155	349 060	430 403
PRODUIT NET BANCAIRE	4 634 397	5 041 366	5 916 006
Résultat des opérations sur immobilisations financières	18 455	157 863	271 222
Autres produits d'exploitation non bancaire	131 553	66 133	62 458
Autres charges d'exploitation non bancaire	120	79	20
Charges générales d'exploitation	2 240 607	2 331 862	2 724 346
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 543 678	2 933 421	3 525 320
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-355 820	-159 329	-276 570
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-147 168	58 540	-23 000
RESULTAT COURANT	2 040 691	2 832 633	3 225 750
RESULTAT NON COURANT	-121 627	-82 075	-267 639
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 919 064	2 750 558	2 958 111
Impôt sur les résultats	701 684	820 677	818 345
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 217 380	1 929 881	2 139 766
Kdh			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2005	2006	2007
Résultat net de l'exercice	1 217 380	1 929 881	2 139 766
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	291 839	302 867	298 636
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		70 899	13 171
Dotations aux provisions pour risques généraux	94 786	12 080	51 636
Dotations aux provisions réglementées	175 000	200 000	250 000
Dotations non courantes			
Reprises de provisions	220 508	286 955	451 136
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	35 221	14 745	12 180
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	120	79	20
Plus-values de cession des immobilisations financières	2 158	218 452	282 104
Moins-values de cession des immobilisations financières			
Reprises de subventions d'investissement reçues			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 521 238	1 995 654	2 007 809
Distribution des bénéfices	578 988	694 785	868 482
AUTOFINANCEMENT	942 249	1 300 869	1 139 327
Kdh			

II.5. Tableau des flux de trésorerie 2005-2007

	2005	2006	2007
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	5 879 285	6 467 926	8 186 511
2. (+) Récupérations sur créances amorties	23 655	101 698	116 867
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	102 035	60 889	59 320
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-2 449 297	-2 586 631	-3 524 942
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées		0	0
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 948 971	-2 028 994	-2 425 710
7. (-) Impôts sur les résultats versés	- 701 684	-820 677	-818 345
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	905 023	1 194 211	1 593 701
Variation des :			
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 018 886	-4 809 462	-7 344 246
9. (±) Créances sur la clientèle	- 8 643 902	-15 241 453	-18 825 468
10. (±) Titres de transaction et de placement	-2 449 216	-2 552 035	3 373 281
11. (±) Autres actifs	149 396	-357 302	-944 108
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	83 879	47 390	-209 441
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	701 416	723 006	2 825 456
14. (±) Dépôts de la clientèle	13 339 511	22 429 547	15 514 967
15. (±) Titres de créance émis			1 713 230
16. (±) Autres passifs	-206 580	629 332	1 068 719
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-2 044 382	869 023	-2 827 610
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	-1 139 359	2 063 234	-1 233 909
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	227 774	199 459	1 899 101
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	107 718	53 543	41 198
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	201 616	-43 594	-1 434 688
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-43 080	77 340	-554 151
21. (+) Intérêts perçus			165 501
22. (+) Dividendes perçus	128 011	282 833	529 202
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	622 039	569 581	646 163
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24. (+) Emission de dettes subordonnées			3 000 000
25. (+) Emission d'actions			
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés			
27. (-) Intérêts versés			-70 622
28. (-) Dividendes versés	-578 988	-694 785	-868 481
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-578 988	-694 785	2 060 897
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	-1 096 308	1 938 030	1 473 151
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	13 777 710	12 681 402	14 619 432
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	12 681 402	14 619 432	16 092 583

Kdh

II.6. Tableau État des dérogations (A2) 2007

ETATS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCES DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

II.7. Tableau État des changements de méthodes (A3) 2007

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCES SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

II.8. Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1) 2007

en milliers de Dh

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
Comptes ordinaires débiteurs	14 301 895	57 280	868 616	1 515 068	16 742 859	15 801 117
Valeurs reçus en pension au jour le jour à terme						
Prêts de trésorerie		939 116	11 576 767	6 592 483	19 108 366	16 654 973
au jour le jour		670 568		1 624 935	2 295 503	1 064 443
à terme		268 548	11 576 767	4 967 548	16 812 863	15 590 530
Prêts financiers		2 094 909	7 387 660		9 482 569	4 413 087
Autres créances		122 262	139 238	2 512	264 012	283 525
Intérêts courus à recevoir	3 369		122 809	80 582	206 760	125 838
Créances en souffrance						
Total	14 305 264	3 213 567	20 095 090	8 190 645	45 804 566	37 278 540

II.9. Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2005-2007

Exercice 2007 en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2007
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES non FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	1 808 603	1 374 911	34 890 837	1 505 013	39 579 364
Comptes à vue débiteurs	1 808 603	1 374 911	12 133 158	1 505 013	16 821 685
Créances commerciales sur le Maroc			3 676 352		3 676 352
Crédits à l'exportation			487 328		487 328
Autres crédits de trésorerie			18 593 999		18 593 999
CREDITS A LA CONSOMMATION				3 909 196	3 909 196
CREDITS A L'EQUIPEMENT	410 955		18 252 960		18 663 915
CREDITS IMMOBILIERS	148		7 882 376	14 974 778	22 857 302
AUTRES CREDITS		1 108 773	278 653	29 699	1 417 125
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			427 569		427 569
CREANCES EN SOUFFRANCE	1 981	8 881	65 529	151 757	228 148
Créances pré-douteuses					
Créances douteuses					
Créances compromises	1 981	8 881	65 529	151 757	228 148
SOUS-TOTAL	2 221 687	2 492 565	61 797 924	20 570 443	87 082 619
INTERETS COURUS A RECEVOIR			643 673	33 502	677 175
TOTAL GENERAL	2 221 687	2 492 565	62 441 597	20 603 945	87 759 794

Exercice 2006

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2006
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	1 374 242	349 702	29 543 225	1 152 368	32 419 537
Comptes à vue débiteurs	1 374 242	349 702	9 548 556	1 152 368	12 424 868
Créances commerciales sur le Maroc			3 540 816		3 540 816
Crédits à l'exportation			493 009		493 009
Autres crédits de trésorerie			15 960 844		15 960 844
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 170 631	2 170 631
CREDITS A L'EQUIPEMENT	546 558		15 691 196		16 237 754
CREDITS IMMOBILIERS	6 185		4 975 932	10 532 774	15 514 891
AUTRES CREDITS		3 994	109 874	13 582	127 450
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			982 762		982 762
CREANCES EN SOUFFRANCE	2 374	11 384	471 479	307 115	792 352
Créances pré-douteuses			758		758
Créances douteuses			22 770		22 770
Créances compromises	2 374	11 384	447 951	307 115	768 824
SOUS-TOTAL			51 774 468	14 176 470	68 245 377
INTERETS COURUS A RECEVOIR			661 951	26 998	688 949
TOTAL GENERAL	1 929 359	365 080	52 436 419	14 203 468	68 934 326

Exercice 2005

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2005
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	304 417	1 353 545	22 935 162	1 078 925	25 672 049
Comptes à vue débiteurs	304 417	1 353 545	6 794 385	1 078 925	9 531 272
Créances commerciales sur le Maroc			3 003 676		3 003 676
Crédits à l'exportation			1 300 990		1 300 990
Autres crédits de trésorerie			11 836 111		11 836 111
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 524 838	1 524 838
CREDITS A L'EQUIPEMENT			12 551 789		12 551 789
CREDITS IMMOBILIERS			20 371	10 285 982	10 306 353
AUTRES CREDITS		204 031	456 438	6 433	666 902
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 248 732		1 248 732
CREANCES EN SOUFFRANCE	3 888	15 454	764 295	418 868	1 202 505
Créances pré-douteuses			39 789		39 789
Créances douteuses			14 690	134	14 824
Créances compromises	3 888	15 454	709 816	418 734	1 147 892
SOUS-TOTAL	308 305	1 573 030	37 976 787	13 315 046	53 173 168
INTERETS COURUS A RECEVOIR			500 835	18 870	519 705
TOTAL GENERAL	308 305	1 573 030	38 477 622	13 333 916	53 692 873

II.10. Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2005-2007

Exercice 2007

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				5 165 011	5 000 130		13 738 340	1 225 449	488 161
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	BANQUE D'AFFAIRE	10 000	100,00%	10 000	10 000		115 713	16 890	67 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	HOLDING	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900		1 017 072	94 784	300 000
SOMACOVAM	GESTION D'ACTIF	5 000	100,00%	30 000	6 108				
Wafa GESTION	GESTION D'ACTIF	4 900	66,00%	236 369	236 369		188 704	62 777	41 433
ATTIJARI INVEST.		11 000	100,00%	5 000	5 000		5 153	153	
Wafa BOURSE	INTERMEDIATION DE BOURSE	10 000	100,00%	40 223	40 223		44 633	-	
Wafa PATRIMOINE	GESTION DE PATRIMOINE	5 000	66,00%	1 700	1 700		2 668	10	
AGENA MAGHREB	VENTE MATERIEL INFORMATIQUE	4 000	74,96%	33	-		- 6 614	- 17	
ATTIJARI CAPITAL RISQUES	CAPITAL RISQUE	200 000	100,00%	10 000	10 000		14 007	- 3 013	
ATTIJARI PROTECTION	SECURITE	10 000	83,75%	3 350	3 350		4 615	1 017	
BCM CORPORATION	HOLDING		100,00%	200 000	200 000		203 451	- 49	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	CAPITAL DEVELOPPEMENT	1 200	50,00%	5 000	4 184		8 368	- 23	
DINERS CLUB DU MAROC	GESTION DE CARTES DE PAIEMENT	100		1 675					
MEDI TRADE	TRADING	1 000	20,00%	240	137		686	- 2	
AL MIFTAH	IMMOBILIER	300	100,00%	244	244		75	9	
Wafa COURTAGE		20 000	100,00%	2 397	915		915	- 229	
SOMGETI	INFORMATIQUE	3 000		100	100		692	- 19	
Wafa COMMUNICATION		17 000	86,67%	2 600	1 006		1 161	- 187	
Wafa FONCIERE	GESTION IMMOBILIERE	40 000	100,00%	3 700	2 375		2 375	- 17	
Wafa INVESTISSEMENT	HOLDING DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	20 000	100,00%	55 046	55 046		58 530	- 473	
Wafa SYSTEMES CONSULTING	CONSEIL EN SYSTEMES INFORMATIQUE	10 000	99,88%	4 994	4 994		6 564	669	1 000
Wafa SYSTEMES DATA	INFORMATIQUE	5 000	100,00%	1 500	1 500		5 036	521	3 000
Wafa SYSTEMES FINANCES	INGENIERIE INFORMATIQUE	1 500	99,85%	2 066	2 066		2 892	609	600
Wafa TRUST	CONSEIL ET INGENIERIE FINANCIERE	2 000	100,00%	5 000	1 693		1 693	- 933	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Sté Immobilière	150 000	100,00%	9 999	6 163		6 163	503	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSEUFIA	Sté Immobilière	1000	100,00%	51 449	51 449		68 308	-	25
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	Sté Immobilière	10 000	50,00%	25	25		928		8
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	Sté Immobilière	50 000	100,00%	11 863	11 863		13 792	-	81
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	Sté Immobilière	300	100,00%	2 841	777				
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE	Sté Immobilière	3 350	100,00%	15 531	2 929		2 929	-	1 127
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR I	Sté Immobilière	300	100,00%	3 844	458				
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR II	Sté Immobilière	15000	100,00%	4 176	549				
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR III	Sté Immobilière	480	100,00%	7 111	1 741				
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	Sté Immobilière	624	100,00%	5 266	4 765		4 765	-	234
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	Sté Immobilière	1824	100,00%	299	299		2 920	-	13
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	Sté Immobilière	300	100,00%	2 685	257		257	-	21
AYK		300	100,00%	100	100		- 1 090	-	20
CAPRI	IMMOBILIER	300	99,76%	172 400	122 000		70 053		38 982
ATTIJARI IMMOBILIER	IMMOBILIER	125 000	100,00%	179 224	132 785		132 785		6 120
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	BANQUE OFFSHORE	3 000	50,00%	13 183	13 183		56 289		11 737
WAFACASH	MONETIQUE	35 050	98,47%	319 406	319 406		165 708		27 673
WAFACIMMOBILIER	IMMOBILIER	40 000	100,00%	164 364	164 364		64 032		23 191
WAFACLLD	LEASING		100,00%	20 000	20 000		20 654		3 581
WAFACALAF	CREDIT A LA CONSOMMATION	113 180	65,94%	822 217	822 217		320 005		200 702
WAFACABAIL	CREDIT-BAIL		57,83%	86 983	86 983		175 971		73 014
WAFACANDALU MAGHREB	HOLDING		100,00%	10 950	10 950		- 1 043	-	478
WAFACATTIJARIWAFACFINANZARIA SPA			100,00%	6 590	6 590		433	-	167
WAFACATTIJARIWAFACFINANCES			77,00%	288 711	288 711		33 884	-	22
WAFACATTIJARIWAFACBANK SENEGAL	BANQUE		71,43%	293 487	293 487		10 922 209		669 650
WAFACWAFACAMBIO				962	962				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER				2 209	2 209				
Autres titres de participation				707 403	705 517		1 982 965	209 845	17 063
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES ONA	Métallurgie	3 415 000	2,72%	92 809	92 809				6 583
SNI	Holding			388 475	388 475				7 330
SONASID	Holding			554	554				20
AGRAM INVEST	Métallurgie	10 000	14,92%	28 391	28 391				991
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prise de participation	275 000	3,64%	1 492	1 492				
BOUZHNIKA MARINA	Promotion immobilière			10 000	10 000				
C.M.K.D.		829 483	1,36%	500	500		1 161 936	96 280	790
EUROCHEQUES MAROC				11 280	11 280				
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE		10 000	18,26%	118	118				
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	19 005	11,93%	1 826	1 826				
IMPRESSION PRESSE EDITION	Edition			2 267	2 267				
MOUSSAFIR HOTELS	Hôtellerie	193 000	33,34%	400	400		246 688	12 268	
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	64 343	64 343		100 818	68	
SOUK AL MOUHAJIR		6 500	15,25%	20 000	19 641		12 885	1 443	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER « SAPINO »	Promotion immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714		115 236	53 621	
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,71%	28 306	28 306		144 969	13 680	1 350
TECHNOPARK COMPANY « MITC »	Prestation de services			8 150	7 784				
MAROCLEAR	Dépositaire des Valeurs Mobilières	20 000	6,83%	1 342	1 342		81 164	18 556	
HAWAZIN	Immobilier	960	12,50%	704		-	3 209	-	555
INTAJ	Immobilier	576	12,50%	1 041	584		4 671	140	
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque			2 583	2 583				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	22,40%	22 000	22 000		103 494	12 037	
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	1 840		14 313	2 307	
SMAEX		37 500	11,41%	4 278	4 278				
Emplois assimilés				922 901	912 520				
C/C ASSOCIES				904 422	894 040				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES				18 480	18 480				
TOTAL				6 795 315	6 618 167		15 721 304	1 435 294	505 225

Exercice 2006

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 737 121	4 634 899		2 803 993	566 279	249 413
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	BANQUE D'AFFAIRE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2005	198 827	136 553	100 004
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	HOLDING	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/2005	967 287	48 242	45 000
SOMACOVAM	GESTION D'ACTIF	5 000	100,00%	30 000	6 108	31/12/2005	6 108	101	
WAFI GESTION	GESTION D'ACTIF	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/2005	162 285	36 496	23 996
AGENA MAGHREB	VENTE MATERIEL INFORMATIQUE	11 000	74,95%	33	-	31/12/2005	-6 597	-9	
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	CAPITAL RISQUE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2005	17 021	12 992	
ATTIJARI INVEST.		5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/2005	5 000	0	
ATTIJARI PROTECTION	SECURITE	4 000	83,75%	3 350	3 013	31/12/2005	3 597	1 190	
BCM CORPORATION	HOLDING	200 000	100,00%	200 000	200 000	31/12/2005	203 500	-43	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	CAPITAL DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	4 196	31/12/2005	8 391	-20	
DINERS CLUB DU MAROC	GESTION DE CARTES DE PAIEMENT	1 500		1 675		31/12/2005			
MEDI TRADE	TRADING	1 200	20,00%	240	138	31/12/2005	688	10	
SCI AL MIFTAH	IMMOBILIER	100	99,00%	244	244	31/12/2005	67	-20	
WAFI COURTAGE		1 000	100,00%	2 397	1 144	31/12/2005	1 144	23	
SOMGETI	INFORMATIQUE	300		100	100	31/12/2005	711	-24	
WAFI BOURSE	INTERMEDIATION DE BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223	31/12/2005	44 634	619	
WAFI COMMUNICATION		3 000	86,67%	2 600	1 168	31/12/2005	1 348	-937	
WAFI FONCIERE	GESTION IMMOBILIERE	17 000	100,00%	3 700	2 393	31/12/2005	2 393	-290	
WAFI INVESTISSEMENT	HOLDING DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	40 000	100,00%	55 046	55 046	31/12/2005	8 072	-740	
WAFI LLD	LEASING	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/2005	16 935	1 858	
WAFI PATRIMOINE	GESTION DE PATRIMOINE	10 000	66,00%	1 700	1 700	31/12/2005			
WAFI SYSTEMES CONSULTING	CONSEIL EN SYSTEMES INFORMATIQUE	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/2005	11 395	898	5 500
WAFI SYSTEMES DATA	INFORMATIQUE	1 500	100,00%	1 500	1 500	31/12/2005	5 115	665	598
WAFI SYSTEMES FINANCES	INGENIERIE INFORMATIQUE	2 000	99,85%	2 066	2 066	31/12/2005	5 283	681	3 000
WAFI TRUST	CONSEIL ET INGENIERIE FINANCIERE	5 000	79,60%	3 980	2 090	31/12/2005	2 625	-104	
WAFABAIL	CREDIT-BAIL	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/2005	149 876	52 607	
WAFATRADE		1 000	100,00%			31/12/2005	-3 091	-26	
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Sté Immobilière	10 000	100,00%	9 999	5 660	31/12/2005	5 660	355	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSOUFIA	Sté Immobilière	50 000	100,00%	51 449	51 449	31/12/2005	68 333	64 691	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	Sté Immobilière	300	50,00%	25	25	31/12/2005	919	6	
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	Sté Immobilière	3 350	100,00%	11 863	11 863	31/12/2005	13 873	10 760	
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	Sté Immobilière	300	100,00%	2 841	777	31/12/2005	777	-83	
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE	Sté Immobilière	15 000	100,00%	15 531	4 055	31/12/2005	4 055	-1 382	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR I	Sté Immobilière	480	100,00%	3 844	458	31/12/2005	458	-103	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR II	Sté Immobilière	624	100,00%	4 176	549	31/12/2005	549	-133	
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR III	Sté Immobilière	1 824	100,00%	7 111	1 741	31/12/2005	1 741	-91	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	Sté Immobilière	300	100,00%	5 266	4 999	31/12/2005	4 999	-246	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	Sté Immobilière	300	100,00%	299	299	31/12/2005	2 933	2 462	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	Sté Immobilière	300	100,00%	2 685	278	31/12/2005	278	-26	
ATTIJARI IMMOBILIER	IMMOBILIER	125 000	100,00%	179 224	142 665	31/12/2005	142 665	9 633	10 000
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	BANQUE OFFSHORE	3 000	50,00%	13 183	13 183	31/12/2005			
WAFACASH	MONETIQUE	35 050	98,46%	319 406	319 406	31/12/2005	138 051	38 071	
WAFACASH	IMMOBILIER	40 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2005	65 963	12 249	24 000
WAFASALAF	CREDIT A LA CONSOMMATION	113 180	65,94%	822 217	822 217	31/12/2005	540 124	139 396	37 315
ANDALU MAGHREB	HOLDING		68,68%	10 950	10 950				
ATTIJARIWAFACASH			100,00%	6 590	6 590				
ATTIJARIWAFACASH			100,00%	288 711	288 711				
ATTIJARI BANK SENEGAL	BANQUE		100,00%	35 979	35 979				
WAFACAMBIO				962	962				
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER				5 347	5 347				
Autres titres de participation et emplois assimilés				688 026	636 901		2 015 090	285 310	17 742
ATTIJARIWAFACASH	Banque	1 929 960		21 634	21 634	31/12/2005			1 123
ATTIJARIWAFACASH	Banque	1 929 960		1 203	1 203	31/12/2005			
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	Métallurgie	3 615 000	2,72%	98 249	98 249	31/12/2005			5 698
ONA	Holding	1 739 195		151 613	151 613	31/12/2005			6 114
SNI	Holding	1 090 000		4 062	4 062	31/12/2005			118
SONASID	Métallurgie	390 000		5 623	5 623	31/12/2005			892
SINCOMAR		300	47,50%			31/12/2005			
AGRAM INVEST		10 000	14,92%	1 492	1 492	31/12/2005			
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prise de participation	215 000	4,85%	10 000	10 000	31/12/2005			
BOUZHANI MARINA	Promotion immobilière	1 000		500	500				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
C.M.K.D.		829 483	1,36%	11 280	11 280	31/12/2005	1 098 835	48 361	451
CAPRI	Immobilier	124 000	99,76%	172 400	122 000	31/12/2005	31 071	48 178	
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	22,40%	22 000	22 000	31/12/2005	91 457	5 582	
EUROCHEQUES MAROC				118	118	31/12/2005			
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE		10000	18,26%	1 826	1 826	31/12/2005			
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	19 005	11,93%	2 267	2 267	31/12/2005			
IMPRESSION PRESSE EDITION	Edition	3 000		400	400	31/12/2005			
MOUSSAFIR HOTELS	Hôtellerie	193 000	33,34%	64 343	64 343	31/12/2005	145 420	13 065	
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2005	100 749	1 087	
SED FES		10 000	10,00%			31/12/2005			
SMAEX		37 500	11,41%	4 278	4 278	31/12/2005			
SOCIETE INTERBANK	Gestion des cartes bancaires	11 500		1 840	1 840	31/12/2005			
SOUK AL MOUHAJIR		6 500		991	991	31/12/2005	0	1 443	
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER « SAPINO »	Promotion immobilière	60 429	22 ,69%	13 714	13 714	31/12/2005	61 615	26	
ST hospitalitty holding « HGO »	tourisme	261 000	15,00%	39 150	39 150	31/12/2005	341 645	155 572	
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,72%	28 306	28 306	31/12/2005	144 298	13 490	3 346
TECHNOPARK COMPANY « MITC »	Prestation de services	46 000		8 150	7 784				
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 tnd		2 583	2 583				
Emplois assimilés				909 404	897 574				
C/C ASSOCIES				890 925	879 095				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES				18 480	18 480				
TOTAL				6 334 551	6 169 374		4 819 083	851 590	267 155

Exercice 2005

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 308 149	4 294 944				
OGM	Holding	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/2005	967 287	48 242	
ATTIJARI FINANCES	Banque d'affaire	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/2005	199 188	136 062	
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000	100,00%	30 000	24 000	31/12/2005			
WAFI GESTION	Gestion d'actif	4 000	66,00%	236 369	236 369	31/12/2005	162502	36712	
BCM CORPORATION	Holding	200 000	100,00%	199 995	199 995	31/12/2005	203500	-43	
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000	99,99%	9 999	3 999	31/12/2005	17021	12992	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000	49,98%	4 998	4 210	31/12/2005	8391	-20	
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000	80,75%	3 230	2 813	31/12/2005	3597	1190	
SOMGETI	Informatique	300	99,40%	99	99	31/12/2005	711	-24	
AGENA MAGHREB	Vente de matériel informatique	11 000	74,96%	33	33	31/12/2005	-6597	-9	
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500	100,00%	1 675	1 675	31/12/2005			
MEDI TRADE	Trading	1 200	20,00%	240	240	31/12/2005	688	10	
S C I AL MIFTAH	Immobilier	100	100,00%	244	244	31/12/2005	67	-20	
S.M.A.O.		1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/2005	1171	23	
WAFABAIL	Crédit-bail	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/2005	152381	50000	
WAFI BOURSE	Intermédiation de bourse	20 000	99,67%	40 223	40 223	31/12/2005			
WAFI COMMUNICATION	Communication	3 000	91,28%	2 550	2 550	31/12/2005	1348	-937	
WAFI FONCIERE.	Gestion immobilière	17 000	56,67%	3 700	3 700	31/12/2005	2393	-290	
WAFI INVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	39 999	100,00%	40 456	40 456	31/12/2005	8206	-606	
WAFI PATRIMOINE	Gestion de patrimoine	10 000	66,00%	1 700	1 700	31/12/2005			
WAFI SYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatique	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/2005	11395	898	
WAFI SYSTEMES DATA	Informatique	1 496	100,00%	1 500	1 500	31/12/2005	5115	665	
WAFI SYSTEMES FINANCE	Ingénierie Informatique	1 997	100,00%	2 066	2 066	31/12/2005	5283	681	
WAFI TRUST	Conseil et Ingénierie financière	5 000	66,00%	3 980	3 980	31/12/2005			
WAFI LLD	Leasing	15 500	100,00%	20 000	20 000	31/12/2005			
ATTIJARI INVEST.		5 000	100,00%	1 250	1 250	31/12/2005			
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000 \$	50,00%	13 181	13 181	31/12/2005	48732	2999	
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	125 000	100,00%	179 224	179 224	31/12/2005	142665	9633	
WAFI IMMOBILIER	Immobilier	40 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2005	68842	15128	
WAFI SALAF	Crédit à la consommation	113 081	65,94%	824 788	824 788	31/12/2005	540124	139395	
WAFI CASH	Monétique	35 050	98,46%	318 744	318 744	31/12/2005	174664	38071	
ATTIJARIWAFI BANK SENEGAL	Banque	2 100 000 FCFA	100,00%	40 362	40 362	31/12/2005			
ANDALU MAGHREB	Holding	1 000 Euro	68,68%	10 906	10 906	31/12/2005	10 909		

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Autres titres de participation et emplois assimilés				1 466 321	1 414 492				
ONA	Holding	1 739 195	2,41%	151 411	151 411	31/12/2005			
SONASID	Métallurgie	390 000	4,25%	94 148	94 148	31/12/2005			
SNI	Holding	1 090 000		554	554	31/12/2005			
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2005			
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000	14,99%	39 140	39 140	31/12/2005			
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000	33,34%	34 670	34 670	31/12/2005			
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,72%	28 309	28 309	31/12/2005			
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	1 840	31/12/2005			
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	Edition	3 000	8,68%	400	400	31/12/2005			
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2005			
CAPRI	Immobilier	124 000	100,00%	172 400	122 000	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	11,20%	10 999	10 838	31/12/2005			
BOUZHNIKA MARINA	Promotion Immobilière	1 000	50,00%	500	500	31/12/2005			
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000	12,28%	5 650	5 284	31/12/2005			
DAR ADDAMANE (CAPITAL)	Institution de Garantie	1 915		1 915	1 915	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTRBANCAIRE	Monétique	11 000		11 000	11 000	31/12/2005			
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	2 267		2 267	2 267	31/12/2005			
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution	6 500	15,25%	991	991	31/12/2005			
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prestation de service	215 000		2 500	2 500	31/12/2005			
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 TND	10,00%	2 584	2 584	31/12/2005			
Autres titres de participations				36 221	36 221	31/12/2005			
C/C associés				809 110	809 110				
Autres emplois assimilés				25 998	25 455				
Total Général				5 774 470	5 709 436				

II.11. Tableau des immobilisations données en crédit-bail en location avec option d'achat et en location simple (B8) 2007

en milliers de Dh

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	341 020	223 348		564 368	13 987	319 360			245 008
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
CREDIT-BAIL MOBILIER	315 373	222 884		538 257	13 923	297 471			240 786
- Crédit-bail mobilier en cours	315 373	222 884		538 257	13 923	297 471			240 786
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647			25 647	64	21 889			3758
- Crédit-bail immobilier en cours					64	21 889			3 758
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647					
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES		464		464					464
CREANCES EN SOUFFRANCE									
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE									
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES									
LOYERS EN SOUFFRANCE									
TOTAL	341 020	223 348		564 368	13 987	319 360			245 008

II.12. Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9) 2007

en milliers de Dh

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions en cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et Provisions					Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations aux titres de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	autres variations	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 605 327	150 914	2 900	1 753 341	151 910	63 982		215 893		1 537 448
- Droit au bail	185 369	31 196	2 900	213 665						213 665
- Immobilisations en recherche et développement										
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 419 958	119 718		1 539 676	151 910	63 982		215 893		1 323 784
- Immobilisations incorporelles hors exploitation										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 383 599	403 237	39 647	4 747 188	1 959 850	234 653	3 556	2 190 948		2 556 241
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 615 536	58 101	5 150	1 668 487	347 847	52 480	45	400 282		1 268 205
. Terrain d'exploitation	263 761	9 778	1 030	272 509						272 509
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 275 964	48 323	4 120	1 320 167	303 527	49 853	45	353 335		966 832
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	75 811			75 811	44 319	2 627		46 947		28 864
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	1 476 946	147 131	5 872	1 618 206	1 075 487	116 777	810	1 191 454		426 751
. Mobilier de bureau d'exploitation	305 816	35 683	145	341 354	216 340	21 442	10	237 772		103 582
. Matériel de bureau d'exploitation	723 799	38 071	4 803	757 067	542 824	52 799	166	595 458		161 609
. Matériel Informatique	437 417	72 675	45	510 047	306 769	42 035	1	348 803		161 244
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	9 915	702	878	9 738	9 554	501	634	9 421		317
. Autres matériels d'exploitation										
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	622 297	132 576	68	754 805	422 139	48 828	14	470 953		283 852
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS	668 819	65 428	28 558	705 690	114 377	16 568	2 687	128 258		577 433
. Terrains hors exploitation	217 612	57 577	10 962	264 227						264 227
. Immeubles hors exploitation	340 503	4 462	17 424	327 540	55 219	14 211	2 515	66 915		260 625
. Mobilier et matériel hors exploitation	31 755	601		32 356	31 813	544		32 356		0,00
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	78 949	2 789	172	81 567	27 345	1 812	172	28 986		52 580
Total	5 988 925	554 151	42 547	6 500 530	2 111 760	298 636	3 556	2 406 840		4 093 689

II.13. Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B 9 bis) 2007

en milliers de Dh							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Mai-07	PROP. EL HARHOURA 87	1 159	730	429	850	421	
	TERRAIN	1 10	0	110			
	Villa	844	525	319			
	AAI	172	172	0			
	Frais d'enregistrement	34	34	0			
2007	PROP. ATLANTIC	27 096	1 961	25 135	35 542	10 407	
	87 APPT SABAH	27 096	1 961	25 135	35 542	10 407	
Juin - 07	PROP. AFAK	270	29	241	465	224	
	AFAK MAGASIN 7 TF 128.812/3	270	29	241	465	224	
Avr - 07	PROP. SIDI BERNOUSSI	400	0	400	700	300	
	Bail Sidi Barnoussi	400	0	400	700	300	
Oct - 07	PROP. Diour Jamaa	400	0	400	900	500	
	Bail Rabat Diour Jamaa	400	0	400	900	500	
Janv - 07	Vehicule	645	643	2	166	164	
	4 Vehicules	645	643	2	166	164	
déc - 07	PROP. WOUROUD	2 256	0	2 256	2 355	120	20
	4 APPT WOROUD	2 256	0	2 256	2 355	120	20
déc - 07	PROP. MOUAHIDINE	175	0	175	2 20	45	
	MOUAHIDINE MAGASIN MAHA	175	0	175	2 20	45	
Total Général		32 402	3 363	29 038	41 198	12 180	20

II.14. Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10) 2007

en milliers de Dh

DETTES	BAM,TRESOR PUBLIC ET SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CREDIT A L'ETRANGER	31/12/2007	31/12/2006
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		11 164	212 588	666 967	890 719	880 828
VALEURS DONNEES EN PENSION	3 055 828	130 088			3 185 916	99 940
AU JOUR LE JOUR		130 088			130 088	
A TERME	3 055 828				3 055 828	99 940
EMPRUNTS DE TRESORERIE		1 300 000	1 075 652	1 346 300	3 721 952	3 933 970
AU JOUR LE JOUR		1 300 000		76 795	1 376 795	16 437
A TERME			1 075 652	1 269 505	2 345 157	3 917 533
EMPRUNTS FINANCIERS	28 188			113 105	141 293	183 331
AUTRES DETTES	27 124	25 357			52 481	75 519
INTERETS COURUS A PAYER		36 440		26 572	63 012	61 623
TOTAL GENERAL	3 111 140	1 503 049	1 288 240	2 152 944	8 055 373	5 235 211

II.15. Tableau des dépôts de la clientèle (B11) 2007

en milliers de Dh

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2007	31/12/2006
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	602 108	2 608 133	16 514 496	60 919 897	80 644 634	64 616 874
COMPTES D'EPARGNE				14 631 712	14 631 712	13 358 800
DEPOTS A TERME	2 349 968	6 280 313	12 734 812	13 741 404	35 106 497	38 324 654
AUTRES COMPTES CREDITEURS	11 210	36 597	5 330 183	227 036	5 605 026	4 152 193
INTERETS COURUS A PAYER				431 917	431 917	431 298
TOTAL GENERAL	2 963 286	8 925 043	34 579 491	89 951 966	136 419 786	120 904 819

II.16. Tableaux des provisions (B14) 2005-2007

Exercice 2007 en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2006	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2007
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	4 100 336	813 969	985 471	37	3 928 871
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	3 887 594	764 595	957 288	37	3 694 938
Titres de placement	27 054	36 203	25 893	-1 090	36 274
Titres de participation et emplois assimilés	165 177	13 171	2 290	1 090	177 148
Immobilisations en crédit bail et en location					
Autres actifs	20 511				20 511
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	838 004	504 413	498 675	-22	843 720
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	149 355	19 319	36 580	-167	131 927
Provisions risques de change	-	6 858	-	-	6 858
Provisions risques généraux	235 999	51 636	198 847	-	88 788
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	58 381	22 540	-	-	80 921
Provisions autres risques et charges	144 269	154 060	13 248	145	285 226
Provisions réglementées	250 000	250 000	250 000		250 000
TOTAL GENERAL	4 938 340	1 318 382	1 484 146	15	4 772 591

Exercice 2006 en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2005	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2006
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	4 273 216	712 413	852 751	-32 542	4 100 336
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	4 141 935	618 464	839 677	-33 128	3 887 594
Titres de placement	27 279	2 539	2 764		27 054
Titres de participation et emplois assimilés	76 279	70 899	10 310	28 309	165 177
Immobilisations					
Autres actifs	27 723	20 511	0	-27 723	20 511
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	963 119	318 234	399 496	-43 853	838 004
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	170 460	29 401	47 988	-2 518	149 355
Provisions risques de change	2 616		2 616		0
Provisions risques généraux	175 000	12 080	154 175	-43 970	235 999
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	39 814	25 883	7 316		58 381
Provisions autres risques et charges	153 165	50 870	62 401	2 635	144 269
Provisions réglementées	175 000	200 000	125 000		250 000
TOTAL GENERAL	5 236 335	1 030 647	1 252 247	-76 395	4 938 340

Exercice 2005

en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2004	Dotations	Reprises	Autres variations (*)	Encours 31/12/2005
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	5 303 721	857 220	1 912 999	25 274	4 273 216
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	5 183 591	837 655	1 904 866	25 555	4 141 935
Titres de placement	30 635	1 592	4 600	- 348	27 279
Titres de participation et emplois assimilés	78 161		1 949	67	76 279
Immobilisations	11 334				
Autres actifs		17 973	1 584		27 723
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	800 540	422 747	233 142	- 27 026	963 119
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	133 401	73 454	11 112	- 25 283	170 460
Provisions risques de change	2 616		-		2 616
Provisions risques généraux	384 353	94 905	57 193		422 064
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	15 881	27 853	20 765	16 845	39 814
Provisions autres risques et charges	154 290	51 535	34 072	- 18 588	153 165
Provisions réglementées	110 000	175 000	110 000		175 000
TOTAL GENERAL	6 104 261	1 279 967	2 146 141	-1 752	5 236 335

(*) : comprennent le stock de provisions de l'ex WAFABANK

II.17. Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B 21) 2007

en milliers de Dh

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES			
AUTRES TITRES		N/D	
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL			

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes et des engagements par signature reçus couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES AUTRES TITRES HYPOTHEQUES AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES	2 400 080	AUTRES VALEURS ET SURETES	
TOTAL	2 400 080		-

II.18. Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire (B23) 2005-2007

Exercice 2007 en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
9	21 775 883

Exercice 2006 en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
9	16 949 449

Exercice 2005 en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
8	14 339 124

II.19. Tableau de répartition du capital (C1) 2007

Montant du capital		DH: 1 929 959 600		
Montant du capital social souscrit et non appelé		DH: 0		
Valeur nominale des titres		DH: 100		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue en %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
A - Actionnaires marocains				
Financière d'investissements industriels	C/° ONA 61 rue d'Alger	2 848 809	2 848 809	14,76%
ONA	C/° ONA 61 rue d'Alger	2 880 033	2 880 033	14,92%
Al watania	83 avenue des FAR Casa	848 722	746 809	3,87%
Wafacorp	42 bd Abdelkrim Al Khattabi Casa	711 953	449 409	2,33%
Wafa Assurance	1 rue Abdelmoumen Casa	855 505	1 006 505	5,22%
Groupe Mamda & MCMA	16 rue Abou Inane Rabat	1 499 404	1 499 404	7,77%
Axa Assurances Maroc	120 avenue hassan II Casa	726 018	601 018	3,11%
SNI	Angle rue d'Alger et Duhaume Casa	673 203	499 093	2,59%
CDG	140 Place My El hassan Rabat	471 781	469 481	2,43%
CIMR	Bd Abdelmoumen Casa	462 070	462 070	2,39%
OPCVM		677 964	727 619	3,77%
Divers Actionnaires marocains		2 231 030	2 693 526	13,96%
Total - I		14 886 492	14 883 776	
B - Actionnaires Etrangers				
Santusa Holding	Paseo de la Castellana n°24 Madrid (Espagne)	2 808 581	2 808 581	14,55%
Credito Italiano	1 Piazza Cordzio 2010 Milan (Italie)	397 500	397 500	2,06%
Corpr Finac Caja De Madrid	Eloy Gonzalo n°10 - 28010 Madrid (Espagne)	660 465	660 465	3,42%
Crédit Agricole Investors	91/93 Bd Pasteur 6 eme etage bureau 30615 Paris (France)	277 200	277 200	1,44%
Divers Actionnaires étrangers		269 358	272 074	1,41%
Total - II		4 413 104	4 415 820	
Total		19 299 596	19 299 596	100%

II.20. Tableau d'affectation des résultats (C2) 2005-2007

Exercice 2007		en milliers de Dh	
Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	-7 590	Réserve légale	-
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	868 482
Résultat net de l'exercice	1 929 882	Autres réserves	1 058 453
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	-4 643
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 922 292	TOTAL B	1 922 292

Exercice 2006

en milliers de Dh

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	70 529	Réserve légale	21 869
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	694 785
Résultat net de l'exercice	1 217 380	Autres réserves	578 844
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	-7 589
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 287 909	TOTAL B	1 287 909

Exercice 2005

en milliers de Dh

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	70 733	Réserve légale	34 276
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	578 988
Résultat net de l'exercice	687 050	Autres réserves	73 990
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	70 529
Autres prélèvements			
TOTAL A	757 783	TOTAL B	757 783

(*) : Comprennent en plus des écarts de conversion, le report à nouveau de Wafa Bruxelles

II.21. Tableau des datations et évènements postérieurs au dernier exercice clos (C4) 2007

I. DATATION

Date de clôture : 31 Décembre 2007

Date d'établissement des états de synthèse : Mars 2008

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements	
	Favorables	NEANT
	Défavorables	NEANT

III. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES IFRS

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank à compter du 1er semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2006.

III.1. Principe de consolidation

Norme

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entité ad hoc » contrôlée par l'établissement de crédit assujetti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale, consolidation proportionnelle et mise en équivalence.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- Il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- Les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
 - ✓ Le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
 - ✓ La situation nette consolidée de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
 - ✓ Le chiffre d'affaires ou produits bancaires consolidés de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément au SIC 12 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

III.2. Les immobilisations

Norme

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : le modèle du coût amorti ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût amorti

Le coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieurs.

La juste valeur étant le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'approche par composantes correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe est de retenir le modèle du coût amorti. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contrepartie un compte de capitaux propres.

Le Groupe a aussi opté pour ne pas incorporer les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition dans le coût des actifs y afférents.

Attijariwafa bank a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé d'isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 kMAD.

La méthode de reconstitution historique des composants à partir des factures d'origine a été rejetée. Il a été jugé plus réaliste de décomposer le coût historique d'origine selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

III.3. Immeubles de placement

Normes

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendant des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

- **Le modèle de la juste valeur** : si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensemble des immeubles de placement ;
- **Le modèle du coût amorti.**

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par Attijariwafa bank est le coût historique corrigé selon l'approche par composants. L'information de la juste valeur devrait être présentée en annexes.

III.4. Immobilisations incorporelles :

Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire, identifiable (afin de la distinguer du goodwill) et sans substance physique.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- Le modèle du coût ;
- Le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une incorporelle à durée d'utilité indéterminée, elle n'est amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur la base de la dite durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droit au bail :

Les droits au bail doivent être valorisés de façon fiable par le biais d'un expert externe. Dans le cas où cette valorisation s'avère difficilement réalisable, ces baux doivent être annulés en contrepartie des réserves consolidées.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Il est admis que les durées d'amortissements appliquées au niveau de chacune des entités du Groupe présentent des différences par rapport aux durées d'amortissement adoptées à l'échelle du le Groupe dans la limite d'une fourchette de 2 ans.

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'information groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes PCEC et les comptes IAS/IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1 000 kMAD.

III.5. Goodwill

Norme

Coût d'un regroupement d'entreprises

L'acquéreur doit évaluer le coût d'un regroupement d'entreprises comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, majoré par l'ensemble des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises et minoré par les coûts administratifs généraux.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « FTA » et de IFRS 3, le Groupe a décidé d'arrêter l'amortissement des Goodwill et de ne retraiter que les Goodwill relatifs à des acquisitions intervenues au maximum 3 mois antérieurement à la date de transition (01/01/06).

Les Goodwill correspondants aux différentes acquisitions du Groupe ont fait l'objet d'affectation aux UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) pour les besoins des tests de dépréciation.

Des tests de dépréciation annuels sont effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est supérieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée.

III.6. Stocks

Norme

Les stocks sont des actifs :

- détenus pour être vendus pendant le cycle normal de l'activité ;
- en cours de production dans le but d'une vente future ;
- sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées au cours du processus de production ou de prestation de services.

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des :

- coûts estimés pour l'achèvement ;
- coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

III.7. Contrats de location

Norme

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il faut faire la distinction entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis/loué diminué/augmenté des commissions versées/perçues et tout autres frais inhérents à l'opération. Le taux d'arrêté étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE)

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie, et ;
- la valeur d'entrée du bien (= juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux).

Options retenues par Attijariwafa bank

Pour les contrats de location simple donnés, dont les durées sont déterminées et renouvelables par tacite reconduction, aucun retraitement n'est à faire.

Les contrats de location-longues durées sont considérés comme des contrats de location simple.

Les contrats de Leasing sont des contrats de location-financement. Attijariwafa bank est le bailleur. La banque ne comptabilise dans ses comptes que sa part dans le contrat.

A la date de début de contrat, les loyers relatifs aux contrats de location à durée indéterminée et aux contrats de leasing sont actualisés au taux d'intérêt effectif (TIE). Leur somme correspond au montant initial de financement.

III.8. Actifs et passifs financiers

Norme

Prêts & Créances

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale :

- diminué des remboursements en principal ;
- majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance ;
- diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité.

Ce calcul doit inclure l'ensemble des commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcôte.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances

Une provision est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur des prêts classés en prêts et créances.

Les provisions sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Ces dépréciations sont appliquées sur base individuelle et sur base collective.

Provision pour dépréciation sur base individuelle

Dans le cas d'un prêt faisant l'objet d'impayés, les pertes sont déterminées sur la base de la somme des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés aux taux effectif d'origine du prêt. Les flux futurs tiennent compte de l'évaluation des garanties reçues et des coûts de recouvrement.

Dans le cas d'un prêt sans impayé mais dont des indices objectifs de dépréciation indiquent des difficultés à venir, le Groupe a recours à des statistiques historiques de pertes pour des prêts comparables afin d'estimer et de positionner les flux futurs.

Provisions pour dépréciation sur base collective

Lorsque le test de dépréciation individuel des créances ne révèle pas l'existence d'indices objectifs de dépréciation, celles-ci sont regroupées par ensembles homogènes et de caractéristiques de risque de crédit similaires, afin d'être soumises à un test de dépréciation collectif.

Emprunt et dépôt

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » doit être évalué au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée des coûts de transaction et des commissions perçues.

Les dépôts et emprunts classés en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêt d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IAS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet en date d'arrêt d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

Options retenues par Attijariwafa bank

Prêts & créances

La norme Groupe consiste en l'application du coût amorti à l'ensemble des crédits à plus d'un an en fonction de leur importance significative. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances :

La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002.

La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

Emprunt

Les dettes et dépôts sont ventilés par nature entre les différentes catégories « Passifs financiers » / « Passifs de trading » / « Passifs à la juste valeur sur option ».

Dépôts

Les dépôts à vue

Pour les dépôts à vue, le groupe Attijariwafa bank applique la norme IAS 39 §49. La juste valeur d'un dépôt à vue ne peut être inférieure au montant payable sur demande. Elle est actualisée à partir de la première date où le paiement de ce montant pourrait être exigé.

Les dépôts rémunérés

Dépôts rémunérés à des taux de marché : la juste valeur correspond à la valeur nominale, sous réserve de la non significativité des coûts marginaux de transaction.

Il est nécessaire de conserver les historiques de taux sur 10 ans afin de pouvoir justifier que les taux correspondent à des taux de marché d'origine.

Dépôts rémunérés à des taux hors marché : la juste valeur est constituée de la valeur nominale et d'une décote.

Les comptes sur carnet

Le taux appliqué est réglementé pour la grande majorité des établissements de crédit de la place. Il est de ce fait, réputé être un taux de marché.

Par conséquent, Pas de retraitement IFRS n'a été prévu pour les comptes sur carnet.

Les produits de collecte doivent être classés dans la catégorie des « autres passifs ».

III.9. Titres

Norme

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs applicables aux titres :

- Titres de transaction (Actifs financiers à la juste valeur par résultat) ;
- Titres disponibles à la vente (Available For Sale – AFS) ;
- Titres détenus jusqu'à l'échéance (Held To Maturity – HTM) ;
- Prêts et créances (catégorie ouverte aux titres non cotés sur un marché actif souscrits directement auprès de l'émetteur).

Les titres sont classés en fonction de l'intention de gestion.

Titres du portefeuille de Transaction : Actifs financiers à la juste valeur par résultat (affectation par nature ou sur option)

Selon la norme IAS 39.9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Titres du portefeuille "Available For Sale" : "Disponible à la vente"

Cette catégorie de titre concerne : les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme.

Aussi, la norme stipule que sont classés dans cette catégorie les actifs et passifs qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories.

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenu fixe est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Titres du portefeuille "Held To Maturity": "Détenus jusqu'à l'échéance"

La catégorie «Titres détenus jusqu'à l'échéance» est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la déclassification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans).

La comptabilisation est au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE). La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Titres du portefeuille "Prêts et créances"

La catégorie «Prêts et créances» est ouverte aux actifs financiers non cotés et non destinés à être cédés et que l'établissement a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Classification des portefeuilles

Attijariwafa bank et autres entités hors compagnie d'assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Portefeuille de Trading de la Salle des Marchés (comptabilisés actuellement en titres de placement)	<ul style="list-style-type: none"> - Bons du Trésor négociables classés en portefeuille de placement - Obligations et autres titres de créances négociables - Titres de participation 	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Dette CNCA - Dette CIH - Bons socio-économiques - Bons du Trésor non négociables inscrits en comptes chez Bank Al Maghrib

III.10. Assurance

Norme

Contrat d'assurance

Les principales dispositions des contrats d'assurance sont récapitulées ci-après :

- La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels ;
- L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4 ;
- L'obligation de mettre en oeuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance ;
- Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :
 - ✓ il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance, qui font que la cédante ne recevrait pas l'intégralité des cash flows contractuels ;
 - ✓ cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevrait du réassureur.
- L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement, annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance.

Placement de l'assurance

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs financiers en fonction de l'origine de l'opération et de l'intention de détention :

- Prêts et créances : Ces instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti au moyen du taux d'intérêt effectif (TIE) ;
- Instruments financiers en juste valeur par résultat ;
- Investissements détenus jusqu'à l'échéance : Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti ;
- Actifs disponibles à la vente : ce portefeuille est évalué à sa juste valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Contrat d'assurance

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en oeuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Compte tenu du fait que l'assureur n'est pas tenu de changer ses méthodes comptables relatives aux contrats d'assurance pour éliminer une prudence excessive, la Compagnie n'est pas tenue d'éliminer le surplus de provisionnement tant au niveau des réserves techniques qu'au niveau des provisions pour dépréciation des créances.

Placement de l'assurance

Wafa Assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Les OPCVM non consolidés	<ul style="list-style-type: none"> - Les actions et parts sociales (CDM, Attijariwafa bank, IAM...) - Les participations dans les SCI (Panorama) 	Néant	<ul style="list-style-type: none"> - Les bons de sociétés de financement et les prêts immobilisés - Les bons de trésor et les obligations non cotés

III.11. Dérivés

Norme

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent ») ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) sont comptabilisés en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

III.12. Dérivés incorporés

Norme

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

La norme IAS39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;
- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par Attijariwafa bank

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeur fait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique trading. Il a été notamment le cas pour l'option de conversion incorporée aux obligations convertibles en actions émises par Attijari bank de Tunisie.

III.13. Provisions du passif

Norme

Une provision doit être comptabilisée lorsque l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé.

En IFRS, lorsque l'effet est significatif, l'actualisation des cash flows à décaisser devient obligatoire dès que l'horizon de la sortie probable des ressources dépasse une année.

Les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est impérative lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions pour risques généraux et leur :

- Affectation aux natures de risques inhérents ;
- Revue de valorisation et comptabilisation selon les dispositions des normes IAS/IFRS.

III.14. Avantages au Personnel

Norme

Principe général

L'entité doit comptabiliser non seulement l'obligation juridique ressortant des termes formels du régime à prestations définies, mais aussi toute obligation implicite découlant de ses usages.

Typologie des avantages au personnel

Les avantages au personnel sont classés en cinq catégories, selon la nature et les modalités de versement des prestations. On distingue :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi :
- régimes à cotisations définies ;
- régimes à prestations définies.
- avantages à long terme ;
- indemnités de fin de contrat de travail ;
- avantages sur les capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi : régimes à prestations définies.

- Ecarts actuariels : Des écarts actuariels pourront résulter d'augmentations ou de diminutions de la valeur actuelle d'une obligation au titre de prestations définies ou de la juste valeur des actifs du régime correspondant ;
- Méthode du corridor : L'entité doit comptabiliser une fraction de ses écarts actuariels en produits ou en charges si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent la plus grande des deux valeurs ci-dessous ;

- ✓ 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture ;
- ✓ Et, 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.
- Coût des services passés : Le coût des services passés est généré lorsque l'entité adopte un régime à prestations définies ou change les prestations à payer en vertu d'un régime existant ;
- Réductions et liquidations : Une réduction intervient lorsqu'une entité :
 - ✓ Peut démontrer qu'elle s'est engagée à réduire de façon significative le nombre de personnes bénéficiant d'un régime; ou
 - ✓ Change les termes d'un régime à prestations définies de sorte qu'une partie significative des services futurs des membres du personnel actuels ne leur donnera plus de droits à prestations ou ne leur donnera que des droits réduits.
- Une liquidation intervient lorsqu'une entité conclut une transaction éliminant toute obligation juridique ou implicite ultérieure pour tout ou partie des prestations prévues par un régime à prestations définies ;

Avantages à long terme

Indemnités de fin de contrat de travail

Une entité peut s'engager envers ses employés pour décaisser des cashs flows en leur faveur à la fin de leurs contrats de travail respectifs.

Une entité est manifestement engagée à mettre fin à un contrat de travail si et seulement si elle a un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Par la constitution d'une provision en interne ;
- Par l'externalisation de son obligation de verser les prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Les hypothèses actuarielles sont les meilleures estimations faites par l'entité des variables qui détermineront le coût final des avantages postérieurs à l'emploi. Ces hypothèses comprennent :

- hypothèses démographiques ;
- le taux attendu de rendement des actifs du régime ;
- taux d'actualisation / taux d'inflation ;
- salaires, avantages du personnel et coûts médicaux.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe Attijariwafa bank a décidé que les prestations de retraites relèvent du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attijariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

III.15. Impôt exigible et impôt différé

Norme

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

Il est probable que l'entreprise dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible :

- lorsqu'il y aura suffisamment de différences temporelles imposables relevant de la même autorité et relatives à la même entité imposable et dont on attend à ce qu'elles s'inversent ;
- lorsqu'il est probable que l'entreprise dégagera un bénéfice imposable suffisant relevant de la même administration fiscale et pour la même entité imposable au cours des exercices appropriés ;
- la gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS interdit l'actualisation des impôts différés.

Options retenues par Attijariwafa bank

Appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Comptabilisation d'impôt différé passif au titre des différences temporaires relatives à des immobilisations incorporelles générées dans le cadre d'un regroupement d'entreprise

Les écarts d'évaluation liés à des immobilisations incorporelles créées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et non cessibles séparément de l'entreprise acquise génèrent un impôt différé passif, et ce même si ces immobilisations ont des durées de vie indéfinies.

Impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés

Comptabilisation obligatoire d'un impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés dès lors que ces différences temporaires devraient se résorber dans un avenir prévisible et que le recouvrement de l'actif d'impôt différé est probable.

Possibilité de corriger le goodwill si un impôt différé est identifié après la période admise en IFRS pour la régularisation :

Un actif d'impôt différé considéré comme non identifiable à la date d'acquisition et ultérieurement réalisé, est comptabilisé en résultat consolidé et l'écart d'acquisition est corrigé de manière rétrospective même après l'expiration du délai d'affectation. L'impact de cette correction étant également comptabilisé en résultat consolidé.

Impôts différés initialement comptabilisés en capitaux propres :

Comptabilisation de l'impact des changements de taux d'impôt et/ou de modalités d'imposition en capitaux propres.

IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

IV.1. Bilans consolidés 2006-2007

	2006	2007
ACTIF		
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	15 589 251	16 792 773
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	19 589 892	17 464 753
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	19 983 933	20 827 045
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 500 260	21 716 978
Prêts et créances sur la clientèle	91 596 981	119 047 103
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Actifs d'impôt exigible	176 740	240 450
Actifs d'impôt différé	676 592	684 047
Comptes de régularisation et autres actifs	5 050 355	6 156 876
Actifs non courants destinés à être cédés	50 771	
Participations dans des entreprises mises en équivalence	89 535	87 971
Immeubles de placement	794 983	755 572
Immobilisations incorporelles	588 578	763 429
Immobilisations corporelles	2 972 480	3 283 108
Ecarts d'acquisition	3 889 964	4 090 987
Total actif	182 550 315	211 911 091
PASSIF		
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	239 662	18 138
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 620 461	2 471 285
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 184 853	12 496 059
Dettes envers la clientèle	133 990 230	151 662 070
Titres de créance émis	937 582	2 527 344
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt exigible	512 840	645 772
Passifs d'impôt différé	1 637 375	1 232 276
Comptes de régularisation et autres passifs	4 400 022	6 317 045
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance	10 331 015	11 788 733
Provisions pour risques et charges	1 070 557	997 238
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	288 199	262 050
Dettes subordonnées	404 365	3 337 234
Capital et réserves liées	7 366 523	7 366 523
Réserves consolidées	5 129 635	6 769 032
<i>Part du groupe</i>	4 413 207	5 856 005
<i>Part des minoritaires</i>	716 428	913 028
Gains ou pertes latents ou différés	1 042 393	1 270 573
Résultat net de l'exercice	2 391 602	2 749 718
<i>Part du groupe</i>	2 267 433	2 454 409
<i>Part des minoritaires</i>	124 170	295 308
Total passif	182 550 315	211 911 091

En Kdh

IV.2. Comptes de résultat consolidés IFRS 2006-2007

	2006	2007
Intérêts et produits assimilés	7 162 833	8 694 705
Intérêts et charges assimilés	2 553 772	3 120 856
MARGE D'INTERET	4609060	5 573 850
Commissions perçues	1 609 402	1 882 616
Commissions servies	173 787	175 562
MARGE SUR COMMISSIONS	1 435 615	1 707 054
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 354 872	820 684
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	197 186	328 315
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	1 552 058	1 148 999
Produits des autres activités	2 643 197	3 556 577
Charges des autres activités	2 824 638	3 193 415
PRODUIT NET BANCAIRE	7 415 292	8 793 065
Charges générales d'exploitation	3 190 671	3 885 326
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	378 865	340 095
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 845 756	4 567 643
Coût du risque	-2 506	-658 591
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 843 249	3 909 052
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1 342	-1 565
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18 377	7 216
Variation de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 862 969	3 914 704
Impôts sur les bénéfices	1 471 367	1 164 986
RESULTAT NET	2 391 602	2 749 718
Résultat hors groupe	124 170	295 308
RESULTAT NET PART DU GROUPE	2 267 433	2 454 409
En Kdh		

IV.3. Tableau des flux de trésorerie

En Kdh	2006	2007
Résultat avant impôts	3 862 969	3 914 704
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	378 865	340 095
Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations et des autres immobilisations		
Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	110 464	8 951
dotations nettes aux provisions	230 740	754 352
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	- 1 342	1 565
Perte nette / (gain nette) des activités d'investissement	- 1 179 996	- 746 972
Perte nette / (gain nette) des activités de financement		
Autres mouvements	31 399	41 564
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	- 429 871	399 554
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	- 2 985 699	959 833
Flux liés aux opérations avec la clientèle	6 384 701	- 9 710 709
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	- 5 223 654	4 066 800
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		
Impôts versés	- 97 601	69 223
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	- 1 922 253	- 4 614 852
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	1 510 845	- 300 595
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	- 325 110	- 38 285
Flux liés aux immeubles de placement	18 314	- 35 334
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 260 161	- 754 807
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 566 958	- 828 427
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 684 919	- 880 519
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	- 480 784	4 404 896
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 165 702	3 524 377
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	- 212	- 12 298
Augmentation /(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	- 222 026	2 383 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	19 761 021	19 538 995
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	12 475 906	15 349 588
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	7 285 115	4 189 407
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	19 538 995	21 922 053
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	15 349 588	16 774 635
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	4 189 407	5 147 418
Variation de la trésorerie nette	- 222 026	2 383 058

IV.4. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En Kdh	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat su option
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes		
Valeur reçus en pension		81
Effets publics et valeurs assimilées	45 332	
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 278 260	
	<i>Titres cotés</i>	1 288 466
	<i>Titres non cotés</i>	3 989 794
Actions et autres titres à revenu variable	8 434 893	
	<i>Titres cotés</i>	8 333 402
	<i>Titres non cotés</i>	101 491
Instruments dérivés	3 599 221	
Créances rattachées	106 967	
Juste valeur au bilan	17 464 673	81

IV.5. Actifs financiers disponibles à la vente

En kdh	2006	2007
Titres évalués à la juste valeur		
Effets publics et valeurs assimilés	10 354 803	11 505 051
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 393 036	2 891 981
	<i>Titres cotés</i>	173 805
	<i>Titres non cotés</i>	2 718 175
Actions et autres titres à revenu variable	3 461 175	2 291 011
	<i>Titres cotés</i>	2 162 470
	<i>Titres non cotés</i>	128 540
Titres de participations non consolidés	2 774 919	4 139 003
Total des titres disponibles à la vente	19 983 933	20 827 045

IV.6. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

En Kdh	2 006			2 007		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilés	10 354 803	505 746		11 505 051	189 531	- 56
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 393 036	108 372	- 7 022	2 891 981	4 474	- 117
Actions et autres titres à revenu variable	3 461 175	1 033 957	493	2 291 011	1 090 274	
Titres de participation non consolidés	2 774 919	430 023	4 309	4 139 003	1 275 047	- 115 681
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	19 983 933			20 827 045		
Total gains et pertes latents		2 078 098	- 2 219		2 559 325	- 115 854
Impôts différés		- 821 679	636		- 943 147	45 565
Gains et perte latents sur actifs financiers disponible à la vente nets		1 256 419	- 1 583		1 616 178	- 70 289
Gains et perte latents sur actifs financiers disponible à la vente nets part groupe		1 047 683	- 2 290		1 324 629	- 54 056

IV.7. Ventilation des prêts et créances par durée restant à courir

En Kdh	<=3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	>5 ans	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit	18 193 260	1 946 873	1 329 128		21 469 261

IV.8. Prêts et créances sur la clientèle par durée restant à courir

En Kdh	<=3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	>5 ans	Total
Prêts et créances émis sur la clientèle	32 096 552	14 435 676	40 064 699	29 987 569	116 584 586

IV.9. Locations financement : informations complémentaires

Durée résiduelle	Pour le bailleur (en Kdh)					
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Loyers conditionnels comptabilisés dans les produits	Valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤ 1 an	1 918 866	2 330 406	563 276			2 125 471
> 1 an ≤ 5 ans	6 938 680	3 779 883	641 062			3 447 810
> 5 ans	2 636 590	343 382	61 391			308 443
Total	11 494 135	6 453 671	1 265 729			5 881 724

IV.10. Comptes de régularisation et autres actifs

En Kdh	2006	2007
Autres actifs	3 289 558	3 534 351
Débiteurs divers	1 813 288	1 910 354
Valeurs et emplois divers	248 967	191 823
Autres actifs d'assurance	1 160 667	1 276 763
Autres	66 636	155 411
Comptes de régularisation	1 760 797	2 622 524
Produits à recevoir	538 637	563 180
Charges constatées d'avance	56 861	112 513
Autres comptes de régularisation	1 165 299	1 946 831
Total	5 050 355	6 156 876

IV.11. Comptes de régularisation et autres passifs

En Kdh	2006	2007
Autres passifs	2 818 150	3 441 762
Opérations divers sur titres	9 648	10 622
Créditeurs divers	2 606 688	3 195 072
Autres Passifs d'assurance	201 814	236 067

Comptes de régularisation	1 581 872	2 875 283
Charges à payer	499 078	610 038
Produits constatés d'avance	138 442	117 673
Autres comptes de régularisation	944 351	2 147 573
Total	4 400 022	6 317 045

IV.12. Ventilation des dettes par durée restant à courir

En Kdh	<=3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	>5 ans	Total
Dettes envers la clientèle	19 730 525	28 407 813	45 599 967	57 440 331	151 178 637

IV.13. Participation dans les entreprises mises en équivalence

En Kdh	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	87 971	-5 151	553 661	158 268	-1 565
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés MEE	87 971	-5 151	553 661	158 268	-1 565

IV.14. Immeubles de placement

En Kdh	31/12/2006	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2007
Valeur brute	971 654	-	65 472	- 30 138	-	- 72 989	933 999
Amortissements et provisions	176 671	-	26 539	- 3 476	-	- 21 307	178 427
Valeur nette au bilan	794 983	-	38 933	- 26 661	-	- 51 682	755 572

IV.15. Immobilisations corporelles et incorporelles

En Kdh	2006			2007		
	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette
Terrains et constructions	2 369 622	603 979	1 765 642	2 180 170	548 025	1 632 146
Equip. Mobilier, installation	1 920 407	1 439 422	480 985	2 112 929	1 429 814	683 115
Biens mobiliers donnés en location	292 709	56 206	236 503	389 571	57 754	331 817
Autres immobilisations	850 229	360 879	489 350	1 136 904	500 873	636 030
Total Immobilisations corporelles	5 432 966	2 460 486	2 972 480	5 819 573	2 536 466	3 283 108
Logiciels informatiques acquis	594 548	116 351	478 198	462 451	133 787	328 664
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	-	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	403 097	292 716	110 381	731 304	296 540	434 764
Total Immobilisations incorporelles	997 645	409 067	588 578	1 193 755	430 327	763 429

IV.16. Ecart d'acquisition

En Kdh	31/12/2006	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2007
Valeur brute	3 889 964	182 337	18 686		4 090 987
Cumul des pertes de valeurs					
Valeur nette au bilan	3 889 964	182 337	18 686	-	4 090 987

IV.17. Ecart d'acquisition par filiale

Attijaribank TUNISIE	1 005 328
Wafa salaf	711 708
Wafa cash	231 190
Wafa gestion	206 236
Attijariwafa bank (*)	1 164 549
Wafa assurance	589 639
Attijaribank SENEGAL	182 337
Valeur nette au bilan	4 090 987

En Kdh

IV.18. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En Kdh	2006	2007
Valeurs données en pension	830 236	7 728
Instruments dérivés	1 790 225	2 463 557
Juste valeur au bilan	2 620 461	2 471 285

IV.19. Dérivés détenus à des fins de transaction au 31/12/2007

Par type de risque	Valeur comptable		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Capitaux propres	13 814		224 656
Change	476 989	166 827	14 475 325
Crédit	835 505	17 726	2 790 531
Matières premières	2 272 913	2 279 004	
Total	3 599 221	2 463 557	17 265 856

IV.20. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

En Kdh	2006	2007
Autres dettes représentées par un titre	937 582	2 527 344
titres de créances négociables	383 652	2 049 301
emprunts obligataires	553 929	478 042
Dettes subordonnées	404 365	3 337 234
Emprunt subordonné	404 365	3 337 234
à durée déterminée	404 365	3 337 234
à durée indéterminée		
Titres subordonnés		
à durée déterminée		
à durée indéterminée		
Total	1 341 947	5 864 578

IV.21. Provisions pour risques et charges

En Kdh	Stock au 31/12/2006	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2007
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	251 608	152	44 352		63 417	-1 751	230 944
Provision pour engagements sociaux	231 517	1 929	409		28 592	-1 167	204 096
Provision pour litige et garanties de passif	150 663		100 336		13 248	-24 330	213 421
Provision pour risques fiscaux	242 000			214 650	27 350		0
Provision pour impôts							0
Autres provisions pour risques et charges	194 769	15 166	206 131		18 286	-49 003	348 777
Provisions pour risques et charges	1 070 557	17 247	351 228	214 650	150 894	-76 251	997 238

IV.22. Marge d'intérêt

En Kdh	2006			2007		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 519 297	1 767 170	3 752 128	6 822 577	2 112 788	4 709 789
Comptes et prêts / emprunts	4 999 321	1 700 877	3 298 444	6 165 598	1 984 192	4 181 406
Opérations de pensions	5 701	18 690	-12 989	20 274	105 723	-85 449
Opérations de location-financement	514 275	47 603	466 672	636 705	22 873	613 832
Opérations interbancaires	793 753	580 557	213 196	1 016 389	691 834	324 555
Comptes et prêts / emprunts	790 430	580 557	209 873	1 009 974	685 223	324 751
Opérations de pensions	3 323		3 323	6 415	6 610	-196
Emprunts émis par le groupe		206 046	-206 046		316 234	-316 234
Actifs disponibles à la vente	849 783		849 783	855 740		855 740
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	7 162 833	2 553 772	4 609 060	8 694 705	3 120 856	5 573 850

IV.23. Commissions nettes

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	868 039	90 847	777 192
avec les établissements de crédit	11 306	35 879	- 24 573
avec la clientèle	400 269	-	400 269
sur titres	225 821	11 027	214 794
de change	13 549	0	13 549
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	217 094	43 941	173 153
Prestation de services bancaires et financiers	1 014 577	84 715	929 862
Produits nets de gestion d'OPCVM	288 609	16 007	272 602
Produits nets sur moyen de paiement	532 836	66 444	466 392
Assurance	53 971	-	53 971
Autres	139 161	2 264	136 897
Produits nets de commissions	1 882 616	175 562	1 707 054

IV.24. Gains ou pertes nets sur les actifs financiers disponibles à la vente

En Kdh	2006	2007
Produits des titres à revenu variable	148 804	181 842
Resultats de cession	154 712	153 692
Plus-value	154 712	153 692
Moins-value		
Pertes de valeur des titres à revenu variable	-106 329	-7 218
Total	197 186	328 315

IV.25. Produits et charges des autres activités

	2006			2007		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Produits nets de l'assurance	2 226 042	2 476 886	-250 844	3 197 709	2 949 377	248 332
Produits nets des immeubles de placement	46 615	0	46 615	29 096	0	29 096
Produits nets des immobilisations en location simple	0	2 639	-2 639	0	1 288	-1 288
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	0	0	-	0	0	-
Autres produits	370 541	345 113	25 427	329 773	242 750	87 023
Total des produits et charges des autres activités	2 643 197	2 824 638	-181 441	3 556 577	3 193 415	363 162

IV.26. Produits nets de l'activité de l'assurance

En Kdh	2006		2007	
Primes acquise brutes		2 346 459		3 483 179
Variation des provisions techniques	-	1 368 444	-	1 879 372
Charges des prestations des contrats	-	1 171 600	-	1 296 927
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-	57 259	-	58 549
Variation de valeur des actifs supports de contrats en unité de compte				
Total	-	250 845		248 332

IV.27. Coût du risque

En Kdh	2006	2007
Dotations aux provisions	- 85	- 857
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-58	-506
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	0	-44
Autres provisions pour risques et charges	-27	-306
Reprises de provisions	547	1590
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	500	1253
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	7	63
Reprise des autres provisions pour risques et charges	39	274
Variation des provisions	-464	-1392
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-113	-118
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-454	-1203
Décote sur les crédits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	103	144
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes	0	-215
Coût du risque	-3	-659

IV.28. Gains et pertes nettes sur les autres actifs

	2006	2007
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		
Plus-values de cession	18 469	17 121
Moins-value de cession	-92	-9 904
Gains ou pertes sur autres actifs	18 377	7 216

En Kdh

IV.29. Informations par pôle d'activité

BILAN 2007	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	158 887 896	18 342 868	15 990 025	18 690 302	211 911 091
dont					
Eléments d'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11 111 019		6 262 808	90 927	17 464 753
Actifs disponibles à la vente	12 238 021	2 276	6 318 072	2 268 675	20 827 045
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 235 335	565 867	-21 563	937 339	21 716 978
Prêts et créances sur la clientèle	91 019 293	14 913 700	637 255	12 476 855	119 047 103
Immobilisations corporelles	2 377 885	461 741	30 993	412 489	3 283 108
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 826 125	4 699 004	21 056	949 873	12 496 059
Dettes envers la clientèle	137 102 423	292 950	676	14 266 021	151 662 070
Provisions techniques des contrats d'assurance			11 788 733		11 788 733
Dettes subordonnées	3 070 622	202 919		63 693	3 337 234
Capitaux propres	13 871 154	992 929	3 080 073	211 691	18 155 847

En Kdh

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES 2007	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	3 994 221	938 292	150 427	490 909		5 573 850
Marge sur commissions	1 314 884	302 774	-26 357	295 644	-179 891	1 707 054
Produit net bancaire	5 774 905	1 444 699	758 305	844 398	-29 244	8 793 065
Charges de fonctionnement	2 648 797	525 733	246 572	493 469	-29 244	3 885 326
Résultat d'exploitation	2 590 743	734 551	481 938	101 820		3 909 052
Résultat net	1 728 695	439 594	474 920	106 508		2 749 718
Résultat net part du Groupe	1 686 710	335 432	376 264	56 004		2 454 409

En Kdh

Emprunt A

Emprunt B

Nombre de titres demandés

Montant global (en dirhams)

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations ATTIJARIWABA BANK à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous avons pris connaissance que, si les souscriptions dépassent le montant de l'émission, nous serons servis proportionnellement à notre demande.

Nous autorisons par la présente notre dépositaire à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations ATTIJARIWABA BANK qui nous seront attribuées.

L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations ATTIJARIWABA BANK.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse de Casablanca »

¹Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM

²Qualité du souscripteur

A Etablissements de crédit

B OPCVM

C Sociétés d'assurances, organismes de retraite et de prévoyance

D Fonds d'investissement, fonds de pension

E Autres (compagnies financières et la CDG)

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Le tableau d'amortissement de la présente émission obligataire se présente de la manière suivante :

Date	Intérêts (Kdh)	Capital (Kdh)	Total annuel (Kdh)
02/07/2008			0
02/07/2009	46 000	0	46 000
02/07/2010	46 000	0	46 000
02/07/2011	46 000	0	46 000
02/07/2012	46 000	0	46 000
02/07/2013	46 000	1 000 000	1 046 000

RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWAFABANK PAR STANDARD & POOR'S

November 14, 2007

Summary:
Attijariwafa Bank

Primary Credit Analyst:

Mohamed Damak, Paris (33) 1-4420-7322; mohamed_damak@standardandpoors.com

Secondary Credit Analyst:

Emmanuel Volland, Paris (33) 1-4420-6696; emmanuel_volland@standardandpoors.com

Table Of Contents

Rationale

Outlook

Summary:

Attijariwafa Bank

Credit Rating: BB+/Stable/B

Rationale

The ratings on Morocco-based Attijariwafa Bank (AWB) reflect the bank's below average capitalization, its aggressive regional expansion strategy, rapid and untested loan growth, and its domestic economic environment that is still fraught with risks. Offsetting these negative factors are the bank's leading commercial position in the Kingdom of Morocco (foreign currency BB+/Positive/B; local currency BBB/Positive/A-3), strong funding and liquidity profile, and close relationship with its largest shareholder, Groupe Omnium Nord Africain (Groupe ONA; not rated; 33.2% at year-end 2006).

The ratings on AWB mirror the bank's stand-alone credit quality and do not include any uplift for extraordinary support. Standard & Poor's Ratings Services deems AWB to be a systemically important bank in Morocco. In line with our approach in supportive countries, however, we do not factor the probability of government support into the ratings of private sector banks in Morocco.

With assets of Moroccan dirham (MAD) 189.9 billion (\$24.3 billion, at MAD7.8 to \$1) at June 30, 2007, AWB is Morocco's largest private-sector bank with a core competence in corporate banking and subsidiaries in consumer and mortgage lending, leasing, factoring, asset management, and investment banking. The bank has a domestic branch network of about 580 outlets and a total franchise of 1.2 million customers.

AWB is present in Europe through AWB Europe, in the Republic of Tunisia (foreign currency BBB/Stable/A-3; local currency A/Stable/A-1) through a controlling stake in Attijaribank Tunisia (not rated) and in the Republic of Senegal (B+/Negative/B) through Attijaribank Senegal. AWB also plans to further reinforce its regional reach by extending its presence in North and Western African countries. We regard AWB's regional expansion strategy as risky given the bank's limited track record in these countries.

AWB's NPL figures are improving thanks to the bank's rapid loan growth and aggressive write-offs at its Tunisian affiliate. The ratio of NPLs to total loans ratio reached 7.1% at June 30, 2007, down from 12.4% at year-end 2005. The bank's loan portfolio remains untested and we believe that asset quality indicators could dip if economic conditions worsen. NPL coverage by loan loss provisions remains adequate at 88.6% at June 30, 2007.

AWB's profitability is adequate, but competition is intensifying and margins are under increasing pressure, especially on the liabilities side. This is partially offset by the bank's stronger earnings diversification and better control over costs. Moreover, the bank benefits from its strong access to retail deposits (including those from Moroccan expatriates) underpinning its robust funding and liquidity profile. AWB's capitalization is below average in light of the bank's risk profile, with a ratio of adjusted total equity (ATE) to adjusted total assets of 5.5% at midyear 2007.

We view AWB's shareholding structure as somewhat positive for the bank's financial flexibility, however.

Outlook

The stable outlook reflects our expectation that AWB will continue to benefit from its solid domestic market position, robust liquidity, and strong funding profile. We see limited potential for an upgrade in the foreseeable future. The ratings could come under pressure, however, if Moroccan economic conditions slacken, the bank's asset quality and profitability deteriorate, links with Groupe ONA weaken, or the bank's expansion strategy proves more risky than we expect.

Additional Contact:

Financial Institutions Ratings Europe; FIG_Europe@standardandpoors.com

Copyright © 2008, Standard & Poors, a division of The McGraw-Hill Companies, Inc. (S&P?). S&P and/or its third party licensors have exclusive proprietary rights in the data or information provided herein. This data/information may only be used internally for business purposes and shall not be used for any unlawful or unauthorized purposes. Dissemination, distribution or reproduction of this data/information in any form is strictly prohibited except with the prior written permission of S&P. Because of the possibility of human or mechanical error by S&P, its affiliates or its third party licensors, S&P, its affiliates and its third party licensors do not guarantee the accuracy, adequacy, completeness or availability of any information and is not responsible for any errors or omissions or for the results obtained from the use of such information. S&P GIVES NO EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE. In no event shall S&P, its affiliates and its third party licensors be liable for any direct, indirect, special or consequential damages in connection with subscriber's or others' use of the data/information contained herein. Access to the data or information contained herein is subject to termination in the event any agreement with a third-party of information or software is terminated.

Analytic services provided by Standard & Poor's Ratings Services (Ratings Services) are the result of separate activities designed to preserve the independence and objectivity of ratings opinions. The credit ratings and observations contained herein are solely statements of opinion and not statements of fact or recommendations to purchase, hold, or sell any securities or make any other investment decisions. Accordingly, any user of the information contained herein should not rely on any credit rating or other opinion contained herein in making any investment decision. Ratings are based on information received by Ratings Services. Other divisions of Standard & Poor's may have information that is not available to Ratings Services. Standard & Poor's has established policies and procedures to maintain the confidentiality of non-public information received during the ratings process.

Ratings Services receives compensation for its ratings. Such compensation is normally paid either by the issuers of such securities or third parties participating in marketing the securities. While Standard & Poor's reserves the right to disseminate the rating, it receives no payment for doing so, except for subscriptions to its publications. Additional information about our ratings fees is available at www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Any Passwords/user IDs issued by S&P to users are single user-dedicated and may ONLY be used by the individual to whom they have been assigned. No sharing of passwords/user IDs and no simultaneous access via the same password/user ID is permitted. To reprint, translate, or use the data or information other than as provided herein, contact Client Services, 55 Water Street, New York, NY 10041; (1)212.438.9823 or by e-mail to: research_request@standardandpoors.com.